

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

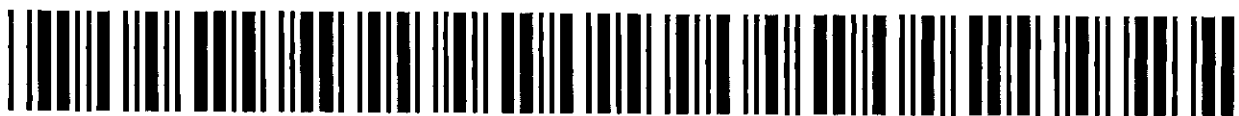
REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2002 D 05475 Numéro SIREN : 775 690 191 Nom ou dénomination : UNION INVIVO
--

Ce dépôt a été enregistré le 08/11/2018 sous le numéro de dépôt 109820



20181098202017

DATE DEPOT : 08/11/2018

N° DE DEPOT : 109820

N° GESTION : 2002D05475

N° SIREN : 775690191

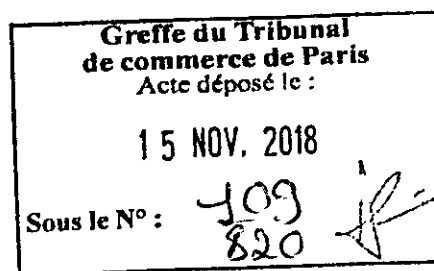
DENOMINATION : UNION INVIVO

ADRESSE : 83 AV DE LA GRANDE ARMEE 75116 PARIS

MILLESIME : 2017

SCP MONTIEL ET ASSOCIES

ERNST & YOUNG Audit



Union InVivo

Exercice clos le 30 juin 2017

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés

SCP MONTIEL ET ASSOCIES
14, rue Portalis
75008 Paris

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit
3, rue Emile Masson
B.P. 21919
44019 Nantes Cedex 1
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Union InVivo

Exercice clos le 30 juin 2017

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2017, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de Union InVivo, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- les impacts chiffrés présentés en notes 5, 6 et 9 des changements de méthodes comptables décrits dans le paragraphe 3 de l'annexe concernant les modalités d'amortissement et de dépréciation des écarts d'acquisition consécutifs à l'application du règlement 2015-07 du 23 novembre 2015 et l'immobilisation des coûts de développement comme prévu par le règlement CRC N°2004-06 du 23 novembre 2004 ;
- les événements constitutifs du résultat exceptionnel décrits dans la note 23 de l'annexe ;
- le risque de reversement de restitutions à l'exportation, tel qu'il est décrit dans la note 33 de l'annexe relative aux litiges et passifs éventuels.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre groupe, nous nous sommes assurés de la correcte application des changements de méthodes comptables mentionnés ci-dessus et de la présentation qui en a été faite dans la note de l'annexe.
- Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles sont amortis ou dépréciés selon les méthodes décrites dans les notes « Ecart de première consolidation et écarts d'acquisition » et « Amortissement des immobilisations » de l'annexe aux comptes consolidés. Nos contrôles ont consisté à apprécier les données et les hypothèses retenues pour déterminer les durées d'amortissement et le bien-fondé des dépréciations et à vérifier que les notes 5 « Ecart d'acquisition » et 6 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes consolidés présentent une information appropriée.
- Nous nous sommes assurés que les provisions concernant les engagements de retraite sont constituées conformément à la note « Retraite et engagements assimilés » de l'annexe aux comptes consolidés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Nantes, le 5 décembre 2017

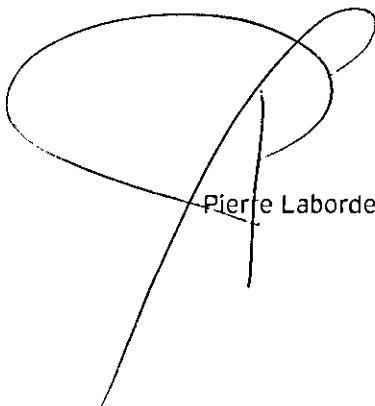
Les Commissaires aux Comptes

SCP MONTIEL ET ASSOCIES

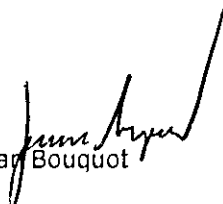
ERNST & YOUNG Audit



Jean-Luc Montiel



Pierre Laborde



Jean Bouquot



Willy Rocher



Coopérer, source de valeur

**COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE
POUR L'EXERCICE CLOS AU 30 JUIN 2017**

Sommaire général

I.	BILAN CONSOLIDÉ.....	3
II.	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ.....	4
III.	SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION	5
IV.	TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉ	6
V.	NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	7

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros

Bilan consolidé (En milliers d'euros)	Notes	30 juin 2017	30 juin 2016
Écarts d'acquisition	5	206 345	133 494
Immobilisations incorporelles	6	131 532	99 877
Immobilisations corporelles	7	371 107	359 385
Immobilisations financières	8	71 726	134 807
Titres mis en équivalence	9	80 787	84 735
Actif immobilisé		861 497	812 298
Stock et en-cours	10	315 920	303 311
Avances et acomptes versés sur commandes		28 831	25 433
Clients et autres créances d'exploitation	11	837 848	871 009
Créances diverses	12	70 554	82 870
Impôts différés actifs	13	36 692	26 792
Valeurs mobilières de placement	14	9 837	11 771
Disponibilités	14	232 277	224 769
Actif circulant		1 531 959	1 545 956
TOTAL ACTIF		2 393 456	2 358 254
Capital		72 747	72 658
Réserves consolidées		470 457	432 285
Écarts de conversion		(30 707)	(18 846)
Résultat consolidé : part du groupe		18 113	40 243
Capitaux propres : part du groupe		530 610	526 340
Intérêts minoritaires		203 124	189 236
Capitaux propres consolidés	15	733 734	715 576
Provisions pour risques et charges	16	64 598	76 902
Provisions pour impôts différés	13	9 273	4 140
Emprunts et dettes financières	17	505 597	403 252
Trésorerie passive	14	135 831	109 938
Avances et acomptes reçus sur comm.		15 494	11 423
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	18	858 251	963 672
Dettes diverses	19	70 678	73 351
Dettes		1 585 851	1 561 636
TOTAL PASSIF		2 393 456	2 358 254

Compte de résultat consolidé (En milliers d'euros)	Notes	30 juin 2017	30 juin 2016
Chiffre d'affaires	20	5 496 961	6 400 910
Autres produits d'exploitation		50 886	54 953
Achats consommés		(4 726 812)	(5 699 181)
Charges de personnel	21	(309 425)	(299 045)
Impôts et taxes		(19 444)	(16 684)
Autres charges d'exploitation		(344 626)	(303 705)
Dotations aux amortissements et aux provisions		(68 690)	(70 429)
Résultat d'exploitation		78 850	66 819
Résultat financier	22	(18 039)	(7 693)
Résultat courant des entreprises intégrées		60 811	59 126
Résultat exceptionnel	23	(12 161)	20 063
Impôts sur les résultats	24	(25 299)	(19 131)
Résultat net des sociétés intégrées		23 351	60 057
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	9	10 669	8 698
Amortissements/dépréciation des écarts d'acquisition	5		(13 731)
Résultat net de l'ensemble consolidé		34 020	55 024
Part revenant aux intérêts minoritaires		15 907	14 781
Résultat net (part du groupe)		18 113	40 243

Soldes intermédiaires de gestion (En milliers d'euros)	Notes	30 juin 2017	30 juin 2016
Chiffre d'affaires	20	5 496 961	6 400 910
Production stockée et immobilisée		12 347	10 256
Achats consommés		(4 726 812)	(5 699 181)
Autres achats et charges externes		(329 376)	(287 729)
Valeur ajoutée		453 119	424 256
Subventions d'exploitation		5 297	4 692
Impôts et taxes		(19 444)	(16 684)
Charges de personnel	21	(309 425)	(299 045)
Excédent brut d'exploitation		129 547	113 219
Reprises sur amort. & prov. d'exploitation		29 522	29 575
Transferts de charges d'exploitation		49	7 226
Autres produits d'exploitation		3 701	3 227
Résultat sur opérations faites en commun		(29)	(23)
Dotations aux amortissements d'exploitation		(46 641)	(41 601)
Dotations aux provisions d'exploitation		(22 048)	(28 828)
Autres charges		(15 251)	(15 977)
Résultat d'exploitation		78 850	66 819
Résultat financier	22	(18 039)	(7 693)
Résultat courant des entreprises intégrées		60 811	59 126
Résultat exceptionnel	23	(12 161)	20 063
Impôts sur les résultats	24	(25 299)	(19 131)
Résultat net des sociétés intégrées		23 351	60 057
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	9	10 669	8 698
Amortissements/dépréciation des écarts d'acquisition			(13 731)
Résultat net de l'ensemble consolidé		34 020	55 024
Part revenant aux intérêts minoritaires		15 907	14 781
Résultat net (part du groupe)		18 113	40 243

Tableau des flux de trésorerie consolidé (En milliers d'euros)	Notes	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat net de l'ensemble consolidé		34 020	55 024
Résultat net des sociétés mises en équivalence	9	(10 659)	(3 695)
Dividendes reçus des mises en équivalence		3 636	2 975
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie			
Dotations aux amortissements et aux provisions		74 511	95 552
Reprises sur amortissements et provisions		(37 543)	(24 563)
Plus ou moins-values de cession d'actifs immobilisés		(17 061)	(35 733)
Quote-part de subvention d'investissement versée au compte de résultat			(4)
Variation des impôts différés	13	2 135	(4 592)
Autres produits et charges sans incidences sur la trésorerie		(1 590)	803
Capacité d'autofinancement		47 640	61 111
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité			
Stocks et en-cours		25 128	(15 462)
Clients et comptes rattachés		(20 530)	143 852
Fournisseurs et comptes rattachés		(55 672)	(52 631)
Dettes sociales et fiscales		(1 954)	27 145
Autres dettes et créances d'impôts		329	5 225
Flux nets de trésorerie liés à l'activité		14 711	168 990
Acquisition d'immobilisations		(51 543)	(100 603)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(21 855)	(11 123)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(55 555)	(43 787)
Acquisition d'immobilisations financières		(4 133)	(45 695)
Cessions et réductions d'immobilisations		55 461	93 653
Cession d'immobilisations incorporelles			236
Cession d'immobilisations corporelles		27 093	89 760
Cession d'immobilisations financières		31 365	3 657
Variations de paramètre		(133 455)	(164 603)
Flux net provenant des (affecté aux) investissements		(156 575)	(171 826)
Augmentations (réductions) de capitaux		1 453	1 454
Dividendes versés par la société mère		(1 604)	(135)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		(3 740)	(2 630)
Cessions (acquisitions) nettes d'actions propres			
Subventions d'investissements reçues			1
Augmentation des dettes financières		175 329	265 344
Remboursement des dettes financières		(59 700)	(109 225)
Variation des autres flux de financement		5 530	(17 671)
Flux net provenant du (affecté au) financement		110 117	136 346
Incidence de la variation des taux de change et changements de principes comptables		11 423	144
Variation de trésorerie		(20 319)	133 653
Trésorerie d'ouverture	14	124 602	(7 052)
Trésorerie de clôture	14	104 283	126 602
Variation de trésorerie		(20 319)	133 654

INVESTISSEMENTS

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros

Sommaire de l'annexe aux comptes consolidés

NOTE.1	BASE DE PREPARATION DES INFORMATIONS FINANCIÈRES	9
NOTE.2	FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE	11
NOTE.3	CHANGEMENTS DE METHODE	14
NOTE.4	PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	15
NOTE.5	ÉCARTS D'ACQUISITION	26
NOTE.6	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	29
NOTE.7	IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	30
NOTE.8	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	31
NOTE.9	TITRES MIS EN EQUIVALENCE	33
NOTE.10	STOCKS	34
NOTE.11	CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES D'EXPLOITATION.....	34
NOTE.12	CRÉANCES DIVERSES	35
NOTE.13	IMPOTS DIFFÉRÉS	35
NOTE.14	TRÉSORERIE NETTE	37
NOTE.15	CAPITAUX PROPRES.....	37
NOTE.16	PROVISIONS.....	38
NOTE.17	DETTE NETTE.....	39
NOTE.18	FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	40
NOTE.19	DETTES DIVERSES.....	40
NOTE.20	CHIFFRE D'AFFAIRES	41
NOTE.21	CHARGES DE PERSONNEL.....	41
NOTE.22	RÉSULTAT FINANCIER	42
NOTE.23	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL.....	42
NOTE.24	IMPOT SUR LES RÉSULTATS ET IMPOSITION DIFFEREE	43
NOTE.25	INCIDENCES DES EFFETS DE CHANGE	44
NOTE.26	INFORMATIONS SECTORIELLES	45
NOTE.27	EBITDA.....	46
NOTE.28	EFFECTIFS	47
NOTE.29	INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES	47
NOTE.30	ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	48
NOTE.31	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	49
NOTE.32	REMUNERATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES DES ORGANES DE DIRECTION.....	49
NOTE.33	LITIGES ET PASSIFS ÉVENTUELS	49
NOTE.34	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLOTURE	50
NOTE.35	PÉRIMÈTRE	52

La nouvelle organisation juridique du Groupe se structure en trois niveaux :

- L'union de coopératives, Union InVivo, qui rassemble les activités historiques du Groupe au service des coopératives, à savoir la centrale d'achat en agrofourriture et les métiers du grain. L'Union a pour vocation de porter et piloter les activités de services aux adhérents et d'assurer le lien et l'animation avec le monde coopératif. Sa gouvernance est exclusivement composée de représentants des coopératives sociétaires.
- La holding pivot InVivo Group, qui porte les fonctions corporate et marque la frontière entre les activités propres à l'Union de coopératives et les activités économiques. C'est à ce niveau qu'est définie la stratégie du Groupe.
- Des holdings/filiales métiers qui rassemblent toutes les activités économiques du Groupe répondant aux lois des marchés sur lesquels elles sont implantées. Chaque holding/filiale métier définit et met en œuvre sa stratégie en cohérence avec la stratégie du Groupe.

NOTE.2 FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

Contexte

Crise des moissons

En France, les intempéries du printemps 2016 ont eu pour conséquence une moisson de blé calamiteuse en volume et en qualité avec des rendements à l'hectare en baisse de 25% à 60% en fonction des régions par rapport à la récolte 2015, et par rapport à la moyenne des dix dernières années. Il faut remonter à 1983 pour trouver des rendement aussi bas.

Les 27 millions de tonnes de blé de cette campagne (vs 38 millions de tonnes en 2015) ont été allouées aux filières nationales entraînant une absence d'exportation.

L'impact de cette situation française catastrophique est amplifié par les performances record des autres régions mondiales, avec notamment la Russie qui confirme l'amélioration de la régularité de sa production. De ce fait les cours mondiaux restent bas et stables, avec pour conséquence une absence de volatilité, et donc un manque d'opportunités de trading.

Ce double-contexte a été très défavorable au Groupe et plus particulièrement à l'activité de négoce international d'InVivo Trading. Il a entraîné une forte sous-activité, notamment dans les silos, et l'arrêt d'allocation de risque sur l'activité de trading dès le 5 août 2016 (stop-loss).

L'impact de la crise des moissons a été estimé à 20,4 M€ et a été comptabilisé dans le résultat exceptionnel de la période. Cf Note 23

Déménagement du siège opérationnel du Groupe à la tour Carpe Diem à la Défense

L'essentiel des équipes parisiennes du groupe InVivo, soit près de 500 personnes, ont quitté le 24 mars 2017 le siège historique du Groupe situé avenue de la Grande Armée, pour prendre leurs nouveaux quartiers à La Défense. Pour ses nouveaux locaux, le Groupe a choisi la tour Carpe Diem, un immeuble de grande hauteur doublement certifié HQE (Haute Qualité Environnementale) et LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) qui fait la part belle aux espaces verts, notamment dans la serre du hall principal et dans le jardin du 35ème étage.

Le siège historique demeure au bâtiment de la Grande Armée, qui date de 1975, et qui va être totalement rénové dans le cadre de travaux prévus pour une durée de 26 mois. Pendant cette période, la direction générale du Groupe ne quitte pas la Porte Maillot et prend ses quartiers avenue Malakoff.

Cession des 2 étages de l'immeuble Malakoff

Au cours de l'exercice, les deux étages de l'immeuble avenue de Malakoff ont été cédés par l'Union InVivo, dans la suite logique du programme de restructuration l'ensemble immobilier avenue de la Grande Armée.

Cession des wagons

Invivo Grains a cédé l'intégralité de son parc wagons céréaliers en date du 20 juin 2017 auprès de la société Millet. Cette cession a porté sur 477 wagons et s'est accompagnée concomitamment d'un engagement de relocation d'un an pour 300 wagons.

Réorganisation d'Invivo Grains

Invivo Trading a subi de plein fouet la crise des moissons en France. Les volumes de grains traités sont en retrait à 8,5 millions de tonnes contre 13,8 millions de tonnes en 2015-2016. L'activité de l'année a été considérablement ralentie par le déclenchement du mécanisme de stop loss conformément au cadre de gestion de la société en août 2016. La société est engagée depuis deux ans dans un plan de transformation de son business model. Invivo Trading a mobilisé ses équipes pour accélérer la refonte de son business model et construire de nouveaux outils au service des coopératives et de la filière française. Par ailleurs, un plan de sauvegarde de l'emploi a été mis en place en janvier 2017.

Prise de contrôle de CCAB Agro

Le 29 décembre 2016, Invivo Agrosociences a pris le contrôle de la société brésilienne CCAB en acquérant 51% de son capital, permettant ainsi à son pôle Agrophytosanitaire de s'implanter sur l'un des plus gros marchés agricoles au niveau mondial. La société est un important acteur brésilien des homologations et de la distribution de produits de santé végétale. Elle a un accès au marché direct de la vente aux agriculteurs et au marché de la distribution via les coopératives actionnaires de CCAB Participacoes (Consorcio Cooperativo Agropecuario Brasileiro).

Création d'Invivo Invest

Dans le cadre du développement du plan Invivo Tech 2020, le Groupe a créé la société Invivo Invest. Ce fonds privé d'investissements en amorçage dans les start-up représente un intérêt stratégique pour Invivo et est destiné aux métiers Agriculture, Retail et Wine. Invivo Invest a ainsi participé à 2 levées de fonds sur l'exercice auprès des sociétés « 10-Vins » et « Il était un fruit ».

Création d'Invivo Foundation

Fort de sa politique RSE articulée autour de la Smart Cooperation, le groupe Invivo a créé Invivo Foundation. Ce fonds de dotation a pour ambition d'aller plus loin dans notre engagement sociétal à l'égard de l'agriculture, des agriculteurs et des consommateurs. Il accompagne des projets de développement autour de 3 axes :

- Aider les agriculteurs à mieux vivre de leur métier
- Porter de nouvelles solutions d'alimentation durables
- Prendre soin des ressources naturelles

Sur l'exercice, InVivo Foundation a soutenu des projets en France et à l'international.

Création d'Ouifield

Pour mieux servir les coopératives et leurs adhérents, l'activité Gigaservices est devenue Ouifield depuis le 1er février 2017.

InVivo Group a apporté son activité Gigaservices à la société Ouifield, créée ex-nihilo. L'objectif est de développer une offre enrichie de services reposant sur la conception et la mise en ligne d'une plateforme digitale ouverte aux coopératives et aux exploitants agricoles.

Cette opération d'apport partiel d'actif s'est traduite chez Ouifield par un apport de l'activité à sa valeur nette comptable rétroactivement au 1^{er} juillet 2016 pour 1,2M€ en contrepartie d'une augmentation de capital de 0,5M€ et de l'émission d'une prime d'apport de 0,7M€.

Acquisition de Billaud Grains

Le 12 janvier 2017, Néodis acquiert la société Billaud Grains, spécialiste français de l'alimentation pour les oiseaux et les animaux de la basse-cour. Avec l'acquisition de la SAS Billaud Grains et de sa marque Pictou, Néodis devient un acteur majeur de la fabrication et de la commercialisation d'aliments pour les oiseaux et pour les animaux de la basse-cour. Créée en 1989 par la famille Billaud, alors agriculteurs entre Thouars et Loudun à la frontière des Deux-Sèvres et de la Vienne, l'entreprise Billaud Grains est spécialisée dans la fabrication et le commerce de graines, de mélanges de graines et de boules et cylindres de graisse pour nourrir les oiseaux et les animaux de la basse-cour.

Rachat de minoritaires Cordier et Mestrezat

A fin Juin 2017, suite à la révision du pacte d'actionnaire avec Vinadéis, Mestrezat Gands Crus et Cordier sont détenus à 100% par InVivo Wine. En parallèle, le Groupe a diminué sa participation dans Vinadéis, qui s'élève au 30 juin 2017 à 10,2%. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la dynamique de développement du pôle Wine au sein du Groupe.

Acquisitions sur Nutrition Animale : Brésil (Nutrizon), Mexique (Apligen et Proservicios)

Le 29 décembre 2016, Neovia a finalisé l'acquisition de 100% des titres de la société brésilienne Nutrizon, acteur majeur de la Nutrition Animale (aquaculture, petfood, ruminants). Elle dispose d'une forte compétence en aquaculture et bénéficie d'une expertise rare dans l'alimentation d'espèces tropicales régionales. Cette expertise complète le savoir-faire aquacole de Neovia au niveau mondial et renforce son offre dans un contexte d'accélération rapide de la demande en Amérique Latine.

Le 24 mars 2017, Neovia, via sa filiale Malta Texo De Mexico, a finalisé l'acquisition de 100% des titres des sociétés mexicaines Apligen & Proservicios. Cette acquisition porte sur les activités prémix, aliments de

spécialités et additifs. Cette acquisition permet au Groupe de compléter son offre prémix / firme-services de produits et services à forte valeur ajoutée sur le marché mexicain, sous la marque « Wisium ».

Cession du fonds de commerce Sigma Terme

Le 7 novembre 2016, le Groupe a signé un contrat de cession du fonds de commerce de sa filiale Sigma Terme portant sur les activités de prestations d'exécution, de tenue de compte, compensation et des activités « over the counter » (OTC), au bénéfice de Caceis Bank France.

NOTE.3 CHANGEMENTS DE METHODE

Au cours de l'exercice 2016-2017, les comptes consolidés du Groupe ont été impactés par deux changements de méthodes liés :

- à l'application par le Groupe du règlement n° 2015-07 du 23 novembre 2015 adopté par l'Autorité des Normes Comptables modifiant les modalités d'amortissement et de dépréciation des écarts d'acquisition (cf. Note 4 § « écarts de première consolidation et écarts d'acquisition » et éléments chiffrés en Note 5).
- à l'adoption par le Groupe de la méthode préférentielle concernant les coûts de développements préconisée par le règlement CRC n°2004-06 du 23 novembre 2004 (cf. Note 4 § « immobilisations incorporelles et corporelles » et éléments chiffrés en Notes 6 et 9).

NOTE.4 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

Les comptes consolidés du groupe InVivo ont été établis en conformité avec le règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999, relatif aux comptes consolidés (homologué par l'arrêté du 22 juin 1999), actualisé en date du 02 décembre 2016 par le règlement n°2016-08 de l'Autorité des Normes Comptables, et ce dans le respect des principes comptables de :

- Prudence
- Coûts historiques
- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes

Les comptes sociaux des entreprises françaises ou étrangères qui ne sont pas établis en conformité avec les règles et méthodes comptables présentées ci-dessous ont fait l'objet de retraitements d'harmonisation.

Durée de l'exercice et date de clôture

Les sociétés sont consolidées sur la base de leur bilan arrêté au 30 juin 2017 et un compte de résultat correspondant à 12 mois allant du 1er juillet 2016 au 30 juin 2017, à l'exception des sociétés créées ou acquises entrant dans le périmètre.

Modalités de consolidation

Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe InVivo exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif existe lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières ou opérationnelles d'une entité, afin de tirer avantage de ses activités. Le contrôle exclusif est présumé dès lors que le Groupe détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote.

Les entreprises contrôlées conjointement sont consolidées selon la méthode d'intégration proportionnelle. Le contrôle conjoint suppose le partage du contrôle de l'entreprise exploitée en commun par le groupe InVivo et un ou plusieurs partenaires, de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. La notion d'influence notable est présumée dès lors que le pourcentage de droits de vote est supérieur ou égal à 20%.

Certaines sociétés sont exclues du périmètre de consolidation, soit à cause du caractère non significatif de leur quote-part de leurs capitaux propres et de leur total de bilan par rapport aux mêmes agrégats du groupe InVivo (ratios correspondants inférieurs à 3% pour les sociétés susceptibles d'être intégrées globalement), soit à cause de l'existence d'une convention confiant la gestion et ses conséquences à des tiers, soit en l'absence totale d'activité.

L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits "intérêts minoritaires" ;
- Éliminer les opérations intra-groupes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

L'intégration proportionnelle consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée, après retraitements éventuels ; aucun intérêt minoritaire n'est donc constaté ;
- Éliminer les opérations intra-groupes entre l'entreprise intégrée proportionnellement et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise intégrée proportionnellement.

La mise en équivalence consiste à :

- Substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation ;
- Éliminer les profits internes intégrés entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage de participation dans l'entreprise mise en équivalence.

Méthode de conversion dans la devise de consolidation (euros) des états financiers des sociétés étrangères

Les filiales étrangères du Groupe fonctionnent en monnaie locale et peuvent être considérées comme autonomes. Dans ce cadre, les postes du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat sont convertis au taux de change moyen de la période.

Les écarts de conversion mis en évidence sont inclus dans les capitaux propres au poste « Ecart de conversion » et n'affectent pas le résultat.

Au 30 juin 2017 les cours de change utilisés sont les suivants :

Equivalent pour 1 euro	30 juin 2017			30 juin 2016		
	Cours de clôture	Cours moyen	Cours d'ouverture	Cours de clôture	Cours moyen	Cours d'ouverture
EUR Euro	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
GBP Livre Sterling	0,8793	0,8599	0,8265	0,8265	0,7488	0,7114
HUF Forint	308,9700	309,8110	317,0600	317,0600	312,5399	314,9300
MAD Dirham marocain	11,0776	10,7991	10,8610	10,8610	10,8497	10,8487
ROL Leu Roumain	4,5523	4,5109	4,5234	4,5234	4,4689	4,4725
SGD Dollar de Singapour	1,5710	1,5180	1,4957	1,4957	1,5420	1,5068
USD Dollar US	1,1412	1,0906	1,1102	1,1102	1,1096	1,1189
UYU Peso uruguayen	32,4241	31,2106	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000
BRL Real brésilien	3,7600	3,5169	3,5898	3,5898	4,1008	3,4699
CAD Dollar canadien	1,4785	1,4465	1,4384	1,4384	1,4710	1,3839
CHF Franc suisse	1,0930	1,0806	1,0867	1,0867	1,0871	1,0413
CNY Yuan	7,7385	7,4255	7,3755	7,3755	7,1481	6,9366
COP Peso colombien	3 480,1058	3 218,8237	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000
CZK Couronne tchèque	26,1970	26,9080	27,1310	27,1310	27,0533	27,2530
DKK Couronne danoise	7,4366	7,4388	7,4393	7,4393	7,4555	7,4604
DZD Dinar algérien	123,6663	120,0395	122,3748	122,3748	118,5704	110,8517
IOR Rupiah	15 209,3400	14 459,2861	14 601,7000	14 601,7000	15 110,5740	14 938,4300
INR Roupie indienne	73,7445	72,4811	74,9603	74,9603	73,5882	71,1873
MXN Peseta mexicaine	20,5839	21,0977	20,6347	20,6347	19,2272	17,5332
PHP Peso philippin	57,5750	53,4199	52,2410	52,2410	51,7979	50,4740
PLN Zloty	4,2259	4,3139	4,4362	4,4362	4,2960	4,1911
RUB Rouble	67,5449	66,4894	71,5200	71,5200	74,7676	62,3550
THB Baht	38,7440	38,0700	39,0070	39,0070	39,3848	37,7960
VNO Dong	25 941,5417	24 587,0450	24 681,5950	24 681,5950	24 741,8153	24 421,1792
ZAR Rand	14,9200	14,8354	16,4461	16,4461	16,0821	13,6416

Ecarts de première consolidation et écarts d'acquisition

L'écart positif de première consolidation, soit l'excédent positif entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de l'acquéreur dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date de prise de contrôle, est comptabilisé sous la rubrique « Ecarts d'acquisition » à l'actif du bilan, lorsqu'il n'est pas affecté aux rubriques appropriées du bilan. Les différences négatives sont inscrites au niveau des provisions pour risques et charges et sont rapportées au résultat, conformément aux hypothèses retenues et aux objectifs fixés lors de l'acquisition.

A compter de l'exercice ouvert au 1^{er} Juillet 2016, et conformément au règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2015-07 du 23 novembre 2015 modifiant les modalités d'amortissement et de dépréciation des écarts d'acquisition, le Groupe détermine la durée d'utilisation (limitée ou non) de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition, notamment sur ses aspects techniques, économiques et juridiques. L'analyse effectuée est spécifique à chaque opération d'acquisition, en conservant une cohérence d'analyse et de traitement pour des opérations comparables.

En l'absence de limite prévisible à leurs durées d'utilisation, les écarts d'acquisition, qui étaient jusqu'à présent systématiquement amortis selon la durée d'utilité estimée, cessent désormais d'être amortis. Ils font alors l'objet d'un test de dépréciation une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur.

Les écarts d'acquisition dont la durée d'utilisation est limitée restent amortissables linéairement sur cette durée, n'excédant pas 20 ans, ou exceptionnellement sur 10 ans, lorsqu'elle ne peut être déterminée de façon fiable. Pour ces écarts d'acquisition à durée d'utilisation limitée, le Groupe apprécie, à chaque clôture des comptes, s'il existe un indice montrant que l'écart d'acquisition a pu perdre de sa valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué.

Les dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition positifs ainsi que les reprises en résultat des écarts d'acquisition négatifs sont comptabilisés sur la ligne « Amortissement/dépréciation des écarts d'acquisition » du compte de résultat. Les dépréciations éventuellement comptabilisées ne sont jamais reprises.

Après étude au cas par cas, les écarts d'acquisition présents au 30 juin 2016 et initialement amortis sur leur durée d'utilisation ne montrent pas de limites prévisibles à la durée pendant laquelle ils procureront des avantages économiques au Groupe. Ils ont en conséquence été considérés comme non amortissables à compter du 1^{er} juillet 2016. Les écarts d'acquisition constatés ultérieurement ont fait l'objet d'une analyse pour déterminer si leur durée d'utilisation est limitée ou non et définir les modalités d'amortissement associées. Les résultats de ces analyses sont décrits en Note 5 relative aux écarts d'acquisition.

Méthodes et règles d'évaluation

Application des méthodes préférentielles :

L'application des méthodes préférentielles du CRC 99-02 et du CRC 2004-06 est la suivante :

- Comptabilisation des contrats de location-financement ;
- Provisionnement des prestations de retraite et assimilées ;
- Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actifs et passifs ;
- Activation des coûts de développement ;
- Etalement des frais d'émission d'emprunts.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition ou à leur valeur réévaluée, le cas échéant. Le coût d'acquisition tient compte du prix d'achat ainsi que des frais engagés pour leur acquisition (droits de mutation, honoraires et frais d'acte).

Les intérêts relatifs aux emprunts contractés pour financer la construction d'immobilisations corporelles sont inscrits en charges lorsqu'ils sont encourus. Ils ne sont pas incorporés dans la valeur des immobilisations.

Jusqu'au 30 juin 2016, le Groupe comptabilisait systématiquement les dépenses de recherche et développement en charges dans les comptes consolidés.

A partir du 1^{er} juillet 2016, afin de fournir une meilleure information financière, le Groupe a décidé d'appliquer la méthode préférentielle concernant le traitement des coûts de développement. Lorsqu'ils répondent aux conditions énoncées par le règlement CRC 2004-6, ces frais sont immobilisés et amortis sur une durée maximale de 5 ans. À titre exceptionnel et pour des projets particuliers, ces frais peuvent être amortis sur une période plus longue, qui n'excède pas la durée d'utilisation de ces actifs. En cas d'échec du projet de développement, les frais correspondants inscrits à l'actif font l'objet d'un amortissement exceptionnel.

Le changement de méthode comptable est appliqué de manière prospective et ne concerne que les frais encourus à compter du 1^{er} juillet 2016.

Les frais de développement correspondent à l'effort réalisé par l'entreprise pour son propre compte. Ils sont inscrits à l'actif du bilan lorsqu'ils remplissent simultanément les conditions suivantes :

- Le projet est nettement individualisé,
- Le projet a de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale,
- Le coût du projet peut-être distinctement établi,
- La société a l'intention et la capacité financière pour mener le projet à son terme.

Les frais de développement ne répondant pas à ces critères, ainsi que les frais de recherche, sont comptabilisés en charges.

Les subventions d'investissement sont inscrites dans les capitaux propres et sont rapportées au résultat consolidé au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer.

Amortissement des immobilisations

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces derniers sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée propre.

Les amortissements sont déterminés selon le mode linéaire et selon les durées d'utilisation retenues dans le Groupe à savoir :

- Immobilisations incorporelles :
 - Logiciels : 3 à 10 ans
 - Droits de licence sur matériel génétique : 5 ans
 - Autorisations de Mises sur le Marché : 7 ans
 - Fonds de commerce : cf. paragraphe ci-dessous
 - Les marques sont généralement non amorties

Les comptes sociaux de l'exercice 2017 ont été impactés par la mise en œuvre du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2015-06 du 23 novembre 2015, modifiant le règlement ANC 2014-05 relatif au Plan Comptable Général pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016, dont les modalités d'applications sont précisées ci-dessous concernant les amortissements et dépréciations des fonds commerciaux.

Le règlement 2015-06 de l'ANC présume que le fonds commercial a une durée de vie non limitée et considère, dans ce cas, le fonds commercial comme non amortissable. Dans le cas d'une durée limitée, le fonds est amorti sur sa durée d'utilisation et, si la durée ne peut pas être déterminée de façon fiable, sur 10 ans. Un test annuel de dépréciation est obligatoire pour les fonds commerciaux qu'il existe ou non un indice de perte de valeur. Les dépréciations comptabilisées pour les fonds commerciaux sont irréversibles.

- Immobilisations corporelles
 - Aménagement des terrains : 10 à 30 ans
 - Constructions : 10 à 50 ans
 - Installations techniques, matériels et outillages industriels : 5 à 20 ans
 - Installations générales, agencements et aménagements : 10 à 20 ans
 - Matériel de transport : 3 à 8 ans
 - Matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans

Les amortissements dérogatoires sont retraités en consolidation.

Contrats de location-financement

Le groupe InVivo applique la méthode préférentielle relative à la comptabilisation des biens financés par des contrats de location financement. Les biens immobiliers et mobiliers significatifs, sont présentés à l'actif du bilan pour la valeur du contrat. La dette correspondante est inscrite en passif financier. Les redevances de crédit-bail payées en cours d'exercice sont ventilées entre la charge financière et l'amortissement du bien sur sa durée d'utilité.

Titres de participation et autres titres immobilisés non consolidés

Les titres de participation et les autres titres immobilisés non consolidés sont inscrits à leur coût d'acquisition, qui comprend les frais accessoires engagés pour leur acquisition.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'inventaire est appréciée en fonction de la quote-part de situation nette dans la participation, après prise en compte de la valeur économique de ses actifs et de ses passifs, ou au cours de Bourse pour les sociétés cotées, sauf exception dûment justifiée.

Ces approches peuvent être adaptées, au cas par cas, pour tenir compte de l'intérêt de ces participations pour le Groupe, ainsi que de leurs perspectives de développement et de résultat.

Stocks

Les stocks de matières premières, de marchandises et de produits finis sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré. Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Une dépréciation est constatée si la valeur nette probable de réalisation, à la date de clôture de l'exercice, est inférieure au coût de revient, ou si la qualité s'est dégradée et que les ventes peuvent en être compromises. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour la réalisation de la vente.

Il est également constitué des dépréciations, basées sur des statistiques, lorsque le taux de rotation constaté est inférieur aux normes de la profession.

Les stocks des sociétés consolidées, provenant d'achats à l'intérieur du Groupe, ne donnent pas lieu à élimination de la marge bénéficiaire compte tenu du caractère non significatif de l'impact.

Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes en monnaies étrangères sont converties au taux de clôture.

En consolidation, les écarts de conversion des actifs et passifs monétaires libellés en devises ne faisant pas l'objet de couverture, sont enregistrés en résultat au cours de la période à laquelle ils se rapportent, car le Groupe applique la méthode préférentielle prévue par les textes.

Instruments financiers

Le Groupe détient des instruments financiers dans le but de réduire son exposition au risque de taux d'intérêt, de change et de prix des matières premières sur des engagements fermes actuels ou sur des transactions futures hautement probables.

Toutes les couvertures sont prises au moyen d'instruments cotés sur des marchés organisés ou de gré à gré. Les résultats afférents à ces instruments sont constatés sur la même période que les éléments couverts.

Frais d'émission d'emprunts

Le Groupe opte pour la méthode préférentielle définie par le règlement CR99-02 qui consiste à étaler systématiquement les frais d'émission d'emprunt sur la durée de l'emprunt. L'étalement est effectué de manière linéaire sur la durée de l'emprunt.

Provisions pour risques et charges

Le Groupe constitue des provisions pour risques et charges conformément aux dispositions du règlement CRC n°2000-06 relatif aux passifs.

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable, ou certain, que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Dans le cas des restructurations, une obligation est reconnue dès lors que le Groupe a approuvé un plan de restructuration détaillé et formalisé et que la restructuration a commencé à être mise en œuvre ou que les détails du plan de restructuration ont été annoncés, en particulier pour les plans sociaux, aux personnes concernées ou à leurs représentants.

Retraite et engagements assimilés

Les engagements de retraite sont calculés en application de la convention collective et des accords d'établissements applicables à chaque société consolidée.

Ces engagements de retraite sont évalués conformément à la recommandation de l'ANC 2013-02 du 7 novembre 2013 relatives aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

Le calcul de l'engagement est réalisé une fois par an par des actuaires indépendants, pour la plupart des filiales, et s'effectue en estimant le montant des avantages que les salariés auront accumulés en contrepartie des services rendus pendant l'exercice et les exercices précédents. Les prestations sont actualisées afin de déterminer la valeur actualisée de l'engagement au titre des prestations définies. La méthode utilisée est celle des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Les évaluations intègrent principalement les hypothèses suivantes, utilisées pour toutes les filiales françaises du Groupe qui portent l'essentiel des engagements :

- Une hypothèse de date de départ à la retraite fixée généralement à 65 ans ;
- Un taux d'actualisation de 1,5 % (idem 2016) ;
- Des hypothèses d'augmentation de salaires de 1,5 %, d'espérance de vie (issues des tables INSEE 2012-2014 par sexe) et de taux de rotation du personnel basés sur l'historique du groupe InVivo sur les 3 dernières années ;
- Un taux de charges sociales compris entre 43,5% et 51,2% selon les entités et les catégories de personnel ;
- Un taux de rendement attendu des actifs de 1,5%.

Les engagements de retraite font l'objet d'une provision au passif du bilan, à l'exception de ceux qui sont couverts par des fonds de pension externes.

Conformément à la possibilité laissée par l'ANC dans sa recommandation 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, le groupe InVivo a choisi de comptabiliser les écarts actuariels selon la méthode du corridor.

Les écarts actuariels résultant de changement d'hypothèses et des écarts d'expérience sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime seront amortis, après application d'un corridor de 10% du maximum entre la valeur des engagements et la valeur des actifs de couverture, sur la durée de vie active résiduelle des salariés à compter de l'exercice suivant.

La provision comptabilisée au bilan est donc égale à la dette actuarielle des engagements y afférents nette des actifs éventuellement dédiés à la couverture des régimes et hors pertes et gains actuariels et des coûts des services passés non reconnus.

Les gains et pertes actuariels sont inscrits en engagements hors bilan.

En cas d'excédent d'actif dédié à la couverture du régime, une charge constatée d'avance est enregistrée sous réserve des conditions fixées par la recommandation de l'ANC.

A l'exception de certaines filiales (notamment au Mexique, en Indonésie, en Suisse et en Italie), les filiales étrangères n'ont pas d'obligation en matière d'avantages du personnel au titres de régimes à prestations définies. Les filiales concernées ont comptabilisé leurs engagements au passif du bilan en utilisant leurs hypothèses propres, mais en conformité avec la méthode décrite précédemment.

Médailles du travail

Pour les sociétés françaises, le Groupe évalue ses engagements relatifs aux primes accordées sous certaines conditions d'ancienneté et versées aux salariés à l'occasion de la remise des médailles du travail. Le calcul actuariel réalisé pour évaluer l'engagement au titre des médailles du travail est comparable à celui réalisé pour les engagements de retraite et se fonde sur les mêmes hypothèses.

Ces engagements sont comptabilisés en provisions pour risques et charges.

Fiscalité différée

Les impôts différés sont calculés par entité, sur la base d'une analyse bilancielle, pour les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs renseignés au bilan consolidé et leurs valeurs fiscales (différences temporaires existant soit dans les comptes annuels, soit dues à des retraitements de consolidation), ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.

Des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour les différences temporaires imposables.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'il existe une certaine probabilité de récupération au cours des années ultérieures.

La comptabilisation d'impôts différés actif provenant de l'activation de reports déficitaires s'appuie sur les documents prévisionnels des bénéfices susceptibles d'être réalisés sur les 3 années futures (Business Plans élaborés chaque année).

Le calcul des impositions différées est effectué à la fin de chaque exercice sur la base du taux d'impôt en vigueur en fonction de l'horizon estimé de consommation. Les impositions différées antérieures, si elles subsistent, sont corrigées du nouveau taux d'impôt ou des nouvelles règles d'imposition en vigueur ou connues à la date d'arrêt des comptes.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

L'effet des variations de taux d'impôt et de règles fiscales sur les actifs et passifs d'impôts différés existants affecte le résultat, même lorsque la contrepartie de ceux-ci a été comptabilisée, à l'origine, directement en capitaux propres.

Résultat courant / Résultat exceptionnel

Le résultat courant correspond aux opérations ordinaires du Groupe, c'est-à-dire les activités dans lesquelles ce dernier est engagé dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes réalisées à titre accessoire ou dans le prolongement des activités ordinaires.

Le résultat exceptionnel reprend les événements ou opérations clairement distincts des activités ordinaires et qui ne sont pas, en conséquence, supposés se reproduire de manière fréquente ou régulière.

Présentation du tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie consolidé est préparé en utilisant la méthode indirecte : celle-ci présente l'état de rapprochement du résultat net avec la trésorerie nette générée par les opérations de l'exercice. La trésorerie à l'ouverture et à la clôture inclut les disponibilités et ses équivalents (notamment valeurs mobilières de placement), sous déduction des découverts bancaires, y compris les comptes courants de trésorerie centralisée débiteurs ou créditeurs.

Information sectorielle

Le Groupe présente une information sectorielle, issue de l'analyse qui prévaut en matière d'organisation et de reporting interne pour apprécier les performances passées et prendre des décisions en matière d'allocation future des ressources. Ainsi, l'organisation opérationnelle du Groupe, distingue les segments suivants :

- InVivo Agriculture, qui regroupe les activités Agrofourniture, Semences et Logistique et Stockage ;
- Nutrition Animale ;
- InVivo Grains, qui rassemble les activités de Commerce International de grains ;
- InVivo Retail, qui réunit les activités de distribution Jardinerie et distribution alimentaire ;
- InVivo Siège & Holding, regroupant les activités Corporate ;
- InVivo Wine.

L'information sectorielle est présentée en Note 26 de la présente annexe.

Comptabilisation des crédits d'impôts

Le Groupe a comptabilisé dans ses comptes consolidés le CICE en moins de ses charges de personnel, ceci afin d'obtenir une analyse plus juste de la rentabilité de ses activités. Le produit du crédit d'impôt recherche (CIR) est constaté en subvention au niveau du résultat d'exploitation.

NOTE.5 ÉCARTS D'ACQUISITION

Variations de l'exercice :

Écarts d'acquisition (En milliers d'euros)	30 juin 2016	Variations de périmètre	Dépréciations nettes	Écarts de conversion	Autres variations	30 juin 2017
Valeur brute	223 194	94 055		(4 027)	(17 787)	295 435
Amortissements	(84 278)	275		353		(83 650)
Dépréciations	(5 422)			(18)		(5 440)
Écarts d'acquisition nets positifs	133 494	94 330		(3 692)	(17 787)	206 345
Écarts d'acquisition négatifs						
Total écarts d'acquisition nets	133 494	94 330		(3 692)	(17 787)	206 345

Ventilation par activité des écarts d'acquisition :

Écarts d'acquisition (En milliers d'euros)	30 juin 2016	Variations de périmètre	Dépréciations nettes	Écarts de conversion	Autres variations	30 juin 2017
InVivo Agriculture	39 713	57 430		(1 140)	(7 904)	88 099
Nutrition Animale	80 961	33 952		(2 489)	(9 583)	102 540
InVivo Grains	5 900			(62)		5 838
InVivo Petal	4 099	4 554				9 064
InVivo Wine	2 821	(2 017)				805
Écarts d'acquisition nets positifs	133 494	94 330		(3 692)	(17 787)	206 345
Écarts d'acquisition nets négatifs						
Total écarts d'acquisition nets	133 494	94 330		(3 692)	(17 787)	206 345

En application du règlement n° 2015-07 du 23 novembre 2015 adopté par l'ANC, en l'absence de limite prévisible à leurs durées d'utilisation les écarts d'acquisition qui étaient jusqu'à présent systématiquement amortis selon la durée d'utilité estimée, cessent d'être amortis. Ils font l'objet d'un test de dépréciation une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur.

Au 30 juin 2017, les tests de dépréciation ont été menés sur l'ensemble des entités du Groupe et n'ont pas conduit à la comptabilisation de pertes de valeur significative.

Sur l'exercice 2015/2016, les amortissements d'écarts d'acquisition s'élevaient à 13,6M€.

Variations de périmètre

Les principales variations de périmètre enregistrées sur les écarts d'acquisition sur l'exercice 2016/2017 concernent les opérations suivantes :

- Acquisition de la société brésilienne CCAB Agro :

Le 29 décembre 2016, le Groupe a procédé à l'acquisition de 51% des titres de la société brésilienne CCAB Agro (InVivo Agriculture), pour un prix d'acquisition global estimé à 71,2M€. Ce prix intègre une part variable sous forme de clause d'earn-out d'un montant estimé à 7,5M€, un paiement différé pour 7,6M€ et un paiement mis en séquestre pour 5,7M€.

Cette société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe. L'analyse de l'affectation du prix d'acquisition n'est pas finalisée au jour d'établissement des comptes consolidés. L'écart d'acquisition provisoire s'élève à 55,0M€.

- Acquisition des sociétés mexicaines APLIGEN & PROSERVISIOS :

NEOVIA, via sa filiale MALTA TEXO DE MEXICO a finalisé, le 24 mars 2017, l'acquisition de 100% des titres des sociétés mexicaines APLIGEN & PROSERVISIOS. Les sociétés sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe. L'écart d'acquisition provisoire s'établit à 18,5M€. Le prix d'acquisition a été réglé en numéraire pour un montant de 16,9M€ (augmenté de 0,2M€ au titre des frais d'acquisition). Un paiement additionnel à payer sur la période 2017-2018 a été comptabilisé pour un montant estimé à 3,2M€.

- Acquisition de la société brésilienne NUTRIZON:

Le 29 décembre 2016, NEOVIA via sa filiale INVIVO NUTRICA O E SAUDE ANIMAL LTDA a finalisé l'acquisition de 100% de la société brésilienne NUTRIZON. NUTRIZON est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe. L'écart d'acquisition provisoire s'élève à 13,2M€.

- Acquisition des sociétés Billaud Grains et EDP:

Le 12 janvier 2017, le Groupe a également procédé à l'acquisition des sociétés Billaud Grains et EDP, via sa filiale Neodis (InVivo Retail) pour un prix de 8,8M€. L'écart d'acquisition provisoire généré par cette acquisition s'élève à 4,0M€.

Autres variations

Les autres variations enregistrées sur les écarts d'acquisition sur l'exercice 2016/2017 s'expliquent essentiellement par l'allocation de l'écart d'acquisition de Popular Feedwill (Nutrition Animale) sur ses marques pour -8,2M€, et par l'allocation de l'écart d'acquisition de Bioline Agrosiences (Agriculture) sur ses marques et ses brevets pour -6,7M€.

Impacts des principales entrées de périmètre sur le bilan :

Impact des entrées de périmètre sur le bilan (En milliers d'euros)	CCAB	Billaud/EDP	Apligen et Proservicios (Neovia)	Nutrizon (Neovia)
Actif immobilisé	12 616	310	259	5 026
Besoins en fonds de roulement	51 052	2 553	3 504	1 166
Autres éléments de l'actif net du passif circulant exclus de la définition du besoin en fonds de roulement	15 544	(75)	224	85
TOTAL DES CAPITAUX EMPLOYÉS	79 212	3 299	4 026	6 278
SITUATION NETTE DE L'ENTITE (100%)	31 841	4 814	1 807	1 669
Provisions pour risques et charges	3 455	101	317	173
Dette nette	43 916	(1 616)	1 902	4 430
TOTAL DES CAPITAUX INVESTIS	79 212	3 299	4 026	6 278

Écarts d'acquisition provisoires (En milliers d'euros)	CCAB	Billaud/EDP	Apligen et Proservicios (Neovia)	Nutrizon (Neovia)
Prix d'acquisition	71 218	8 846	20 336	14 912
% de contrôle	51,0%	100,0%	67,5%	67,5%
- Q/P de situation nette acquise	16 242	4 814	1 807	1 669
Écart d'acquisition au 30 juin 2017	54 975	4 032	18 529	13 243

Écarts d'acquisition brut au 30 juin 2016	223 194
Écarts d'acquisition brut au 30 juin 2017	255 435
Variation	72 241
dont	
Impact des nouvelles acquisitions	56 408
Impact des principaux écarts d'acquisition détaillés ci-dessus	90 780
Autres écarts d'acquisition de la période	5 626

Les autres écarts d'acquisition sont liés aux autres acquisitions de la période, notamment à l'acquisition des sociétés NOVASEM (InVivo Agriculture) en octobre 2016 et Pennville (Nutrition Animale) en novembre 2016.

NOTE.6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

L'évolution des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

Immobilisation incorporelles (En milliers d'euros)	30 juin 2016	Augmentations	Diminutions / cessions	Amortissements	Dépréciations nettes	Variations de périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	30 juin 2017
Concessions, brevets, licences, marques et AMM	143 858	6 832	(2 328)			10 192	(3 846)	23 974	178 683
Fonds de commerce	25 151	442				(111)	(303)		25 180
Autres immobilisations incorporelles	3 313	4 165	(10)			14	(98)	(6)	7 378
Immobilisations incorporelles en cours	8 605	6 729					(105)	(7 331)	7 898
Avances et acomptes	270						1	(271)	
Frais de recherche & développement		3 391				2		(2)	3 391
Valeurs brutes	181 198	21 558	(2 338)			10 098	(4 351)	16 363	222 529
Concessions, brevets, licences, marques et AMM	(65 682)		1 155	(9 901)		(2 592)	491	1 667	(74 862)
Fonds de commerce	(8 819)			(134)		90	55		(8 807)
Autres immobilisations incorporelles	(714)		5	(204)			(6)	6	(912)
Amort. - Frais de rech. & devel.				(145)		(2)		2	(145)
Amortissements cumulés	(75 214)		1 159	(10 384)		(2 504)	541	1 675	(84 727)
Concessions, brevets, licences, marques et AMM	(5 405)				(473)			309	(5 568)
Fonds de commerce	(702)								(702)
Dépréciations cumulées	(6 106)				(473)			309	(6 270)
Concessions, brevets, licences, marques et AMM	72 771	6 832	(1 173)	(9 901)	(473)	7 600	(3 354)	25 950	98 252
Fonds de commerce	15 631	442		(134)		(20)	(248)		15 671
Autres immobilisations incorporelles	2 600	4 165	(5)	(204)		14	(104)		6 465
Immobilisations incorporelles en cours	8 605	6 729					(105)	(7 331)	7 898
Avances et acomptes	270						1	(271)	
Total immobilisations incorporelles nettes	99 877	21 558	(1 179)	(10 384)	(473)	7 594	(3 810)	18 348	131 532

Le flux « d'augmentation » comprend notamment :

- le versement, sur l'exercice, d'un montant de 4,1M€ au titre de la réservation de capacités de stockage dans le port de Santos à Sao Paulo au Brésil, utilisables sur 4 ans.
- la comptabilisation d'un actif immobilisé à hauteur de 3,4M€ au titre des frais de développement capitalisables, en application de la méthode préférentielle, sur l'exercice 2016-2017 (cf. Note 3 § « immobilisations incorporelles et corporelles »).

Le flux de « variations de périmètre » comprend essentiellement les autorisations de mises sur le marché reconnues pour 7,1M€ dans le bilan provisoire d'ouverture de la société Brésilienne CCAB Agro.

Les « autres variations » comprennent l'allocation aux actifs incorporels des écarts d'acquisition provisoires comptabilisés au 30 juin 2016. Le Groupe a ainsi reconnu plusieurs marques pour un montant global de 14,1M€ suite aux évaluations réalisées par des experts indépendants, dont la marque Popular, pour 8,2M€, suite à l'acquisition de la société POPULAR FEEDMILL le 10 mai 2016, la marque Bioline US et Bioline UK pour 4M€, suite à l'acquisition de la société Bioline Agrosociences en février 2016, ainsi que la marque Agro-Sol pour 1,7M€ suite à l'acquisition de la société DTI Semences en mai 2016.

Immobilisation incorporelles par activité (En milliers d'euros)	30 juin 2016	Augmentations	Diminutions / cessions	Amortissements	Dépréciations nettes	Variations de périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	30 juin 2017
InVivo Agriculture	15 044	5 363		(4 461)	521	7 588	(2 021)	9 068	31 101
Nutrition Animale	62 707	4 874	(259)	(2 733)	(993)	(9)	(1 787)	9 233	71 004
InVivo Grains	3 264	4 437	(938)	(746)			(2)		6 016
InVivo Retail	10 250	1 746		(1 419)		14		77	10 669
InVivo Wine	5 950	1 281	(1)	(6)					7 224
InVivo Siege & Holding	2 662	3 886	(11)	(1 019)					5 518
Total immobilisations incorporelles nettes	99 877	21 558	(1 179)	(10 384)	(473)	7 594	(3 810)	18 348	131 532

NOTE.7 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

L'évolution des immobilisations corporelles se présente comme suit :

Immobilisation corporelles (En milliers d'euros)	30 juin 2016	Augmentations	Diminutions / Cessions	Amortissements	Dépréciations nettes	Variations de périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	30 juin 2017
Terrains	46 335	1 058	(2 235)			(645)	(565)	(50)	43 899
Constructions	344 029	5 365	(12 796)			6 570	(4 716)	6 100	344 553
Installations techn., matériel et outillage indust.	347 660	15 564	(12 165)			7 107	(6 019)	12 924	365 071
Autres immobilisations corporelles	59 799	12 351	(7 266)			2 339	(632)	596	67 186
Immobilisations corporelles en cours	16 549	20 690	(104)				(375)	(12 169)	24 592
Avances et acomptes	1 181	255					2	(1 067)	371
Valeurs brutes	815 553	55 284	(34 566)			15 372	(12 306)	6 334	845 671
Terrains	(4 105)		54	(391)		(25)	42		(4 425)
Constructions	(178 478)		8 674	(13 762)		(998)	1 203	(1 320)	(184 682)
Installations techn., matériel et outillage indust.	(224 142)		9 009	(17 799)		(3 939)	2 877	(2 385)	(236 380)
Autres immobilisations corporelles	(41 229)		5 289	(5 065)		(1 566)	419	(152)	(42 304)
Amortissements cumulés	(447 955)		23 015	(37 018)		(6 528)	4 541	(3 857)	(467 791)
Terrains	(218)				143				(75)
Constructions	(2 846)				327		11	100	(2 408)
Installations techn., matériel et outillage indust.	(5 128)				1 294		3	(409)	(4 239)
Autres immobilisations corporelles	(21)				(29)				(50)
Dépréciations cumulées	(8 214)				1 735		15	(309)	(6 773)
Terrains	42 012	1 058	(2 181)	(391)	143	(670)	(522)	(49)	39 399
Constructions	162 705	5 365	(4 122)	(13 762)	327	5 572	(3 502)	4 880	157 463
Installations techn., matériel et outillage indust.	118 390	15 564	(3 157)	(17 799)	1 294	3 169	(3 140)	10 129	124 451
Autres immobilisations corporelles	18 548	12 351	(1 977)	(5 065)	(29)	772	(213)	444	24 831
Immobilisations corporelles en cours	16 549	20 690	(104)				(375)	(12 169)	24 592
Avances et acomptes	1 181	255					2	(1 067)	371
Total immobilisations corporelles nettes	359 385	55 284	(11 541)	(37 018)	1 735	8 843	(7 750)	2 168	371 107

L'exercice est principalement marqué par des investissements industriels sur le périmètre Nutrition Animale, ayant pour objectif d'augmenter les capacités de production et de renouveler les outils industriels. Les principaux investissements concernent le Mexique (10M€), le Brésil (10M€), l'Asie (7,7M€) et la France (4,8M€).

Les « variations de périmètre » sont principalement liées aux acquisitions des sociétés Nutrizon (5M€) et CCAB Agro(3,5M€).

Les écarts de conversion, pour -7,8M€ proviennent principalement des filiales brésiliennes et asiatiques du périmètre Neovia.

Ventilation par activité :

Immobilisation corporelles par activité (En milliers d'euros)	30 juin 2016	Augmentations	Diminutions / Cessions	Amortissements	Dépréciations nettes	Variations de périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	30 juin 2017
InVivo Agriculture	21 472	5 088	(1 999)	(2 910)		3 472	(338)	19	24 804
Nutrition Animale	241 558	37 213	(3 099)	(24 714)	28	4 575	(7 117)	2 342	250 786
InVivo Grains	63 437	3 429	(5 177)	(5 363)	1 707		(292)	1 573	59 314
InVivo Retail	19 199	1 542	(6)	(2 012)		796		(77)	19 441
InVivo Wine	3 357	94	(71)	(297)					3 083
InVivo Siegf & Holding	10 363	7 919	(1 188)	(1 722)			(3)	(1 689)	13 679
Total immobilisations corporelles nettes	359 385	55 284	(11 541)	(37 018)	1 735	8 843	(7 750)	2 168	371 107

Biens pris en crédit-bail :

Biens pris en crédit bail par nature (En milliers d'euros)	30 juin 2017			30 juin 2016
	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Terrains	66		66	66
Constructions	9 746	(5 013)	4 732	5 067
Installations techn., matériel et outillage indust.	977	(387)	590	651
Matériel de transport	1 570	(820)	751	608
Autres immobilisations corporelles	1 942	(1 652)	289	402
Total des biens pris en crédit bail	14 301	(7 872)	6 429	6 795

NOTE.8 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Immobilisation financières (En milliers d'euros)	30 juin 2016	Augmentations	Diminutions	Dépréciations nettes	Ecarts de conversion	Variations de périmètre	Autres variations	30 juin 2017	Dont part à moins de un an	Dont part à plus de un an
Titres non consolidés	65 638	1 275	(6 447)		(7)	6 490	(49)	66 901		66 901
Créances rattachées aux participations	28 104	407	(1 479)				(22 357)	4 676	2 648	2 028
Prêts	6 260	520	(722)		(129)		(64)	5 865	2 912	2 953
Dépôts et cautionnements versés	41 757	2 258	(23 247)		(134)	1 605	(17 995)	4 244	3 101	1 143
Autres immobilisations financières	173	9	(19)			6		169	10	159
Valeurs brutes	141 932	4 469	(31 913)		(270)	8 102	(40 464)	81 856	8 671	73 185
Dépréciations	(7 125)			(3 164)	96		64	(10 130)	(1 519)	(8 610)
Immobilisations financières nettes	134 807	4 469	(31 913)	(3 164)	(174)	8 102	(40 400)	71 726	7 152	64 574

La forte variation des immobilisations financières sur la période s'explique par les éléments suivants:

- une partie des dépôts de Sigma-Terme a été remboursée (flux de « diminutions ») pour -21,2M€. Le solde de 18,2M€ est inclus dans les activités cédées à CACEIS en novembre 2016 (flux « autres variations » pour -18,2M€),

- d'autre part, par le reclassement en BFR d'une créance de la société InVivo Group vis-à-vis de la SCI Grande Armée, qui est éliminée avec la dette correspondante provenant de ladite SCI qui est consolidée en intégration proportionnelle dans le périmètre,
- enfin par la cession partielle des titres de la société Vinadeis, détenus par InVivo Wine. Le pourcentage de contrôle du Groupe étant passé de 22% à 10,2%, les titres précédemment « mis en équivalence » ont été déconsolidés et inscrits à l'actif du bilan en « titres non consolidés » pour une valeur de 6,4M€.

Créances rattachées à des participations

Détail des créances rattachées (En milliers d'euros)	Brut		Dépréciations		Net	
	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016	30 juin 2017
SOFRAMAA (1)	912	912			912	912
LES SILOS DU SUD	886	886			886	886
SOLAR ENER JADE	603	603	(603)	(603)		
SOREAL	590	590			590	590
SICA DE GOUAIX	363	363			363	363
MCAF	360	347		(288)	360	59
FERTI MAYENNE	258	258			258	258
UNISIGMA	127	156			127	156
SICA ATLANTIQUE	62	62			62	62
RHONE SAONE ENGRAIS	60	60			60	60
AGTIP		25				25
ADHERENTS COOP	25	25			25	25
SCI gde armée	22 385				22 385	
NOVIAL	300				300	
OHSCI	102				102	
Divers	762	71			762	71
Produits à recevoir	309	318			309	318
Total	28 104	4 676	(603)	(891)	27 501	3 784

Titres non consolidés

Participations (En milliers d'euros)		Valeurs comptables			Eléments financiers			date bilan
Nom de la société	% détenu	Brut	Depreciation	Net	Capitaux propres	Total bilan	Résultat net	
SOPROL - Société de Participations pour les Oléagineux	5,00%	20 642	-	20 642	945 046	1 491 865	-3 722	31/12/2015
Vinadeis	10,20%	6 559	-	6 559	54 278	149 110	-3 834	31/12/2016
SOLEVIAL	22,97%	4 300	-	4 300	18 654	31 565	64	30/06/2016
S O A L (Sud Ouest Aliment)	11,07%	3 849	16	3 865	16 838	58 225	-1 958	30/06/2016
NOVIAL	20,90%	5 450	-1 697	3 753	12 978	35 895	-44	30/06/2016
LORIAL	26,68%	3 004	-	3 004	10 884	21 647	297	30/06/2016
AUCOOP	21,14%	3 393	-500	2 893	13 027	30 300	217	31/12/2015
D2 (Dauphine Développement)	4,90%	2 000	-	2 000	34 370	63 867	632	30/06/2016
ATRIAL	9,56%	1 682	-	1 682	15 234	30 925	748	30/06/2016
S E A L (Sud Est Aliment)	23,02%	1 990	-500	1 490	8 570	9 005	-12	30/06/2016
USASUD	15,62%	1 272	-	1 272	2 170	11 696	-924	30/06/2016
SAFE Développement (ORA)	N/A	1 000	-	1 000	N/A	N/A	N/A	N/A
SIA - SOCIETE D'INVESTISSEMENT AGRICOLE	27,94%	618	-	618	2 036	2 039	33	30/06/2016
Autres	N/A	11 143	-4 696	6 446	N/A	N/A	N/A	N/A
Total		66 902	-7 378	59 524				

NOTE.9 TITRES MIS EN EQUIVALENCE

Titres mis en équivalence (En milliers d'euros)	30 juin 2016	Dividendes distribués	Quote-part de résultats de l'exercice	Capital souscrit	Variations de périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	30 juin 2017
Quote-part de situation nette Dépréciations	84 735	(3 636)	10 669	213	(11 076)	27	(145)	80 787
Valeurs nette des titres mis en équivalence	84 735	(3 636)	10 669	213	(11 076)	27	(145)	80 787
Provision pour quote-part de situation nette négative	259						213	472
Provisions sur titres mis en équivalence	259						213	472

Titres mis en équivalence (En milliers d'euros)	Métier	30 juin 2016	Dividendes distribués	Quote-part de résultats de l'exercice	Capital souscrit	Variations de périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	30 juin 2017
Novafeld	InVivo Agriculture	(5)		14		(9)			
Interra Log	InVivo Agriculture	810	(40)	301					1 072
Interra pro	InVivo Agriculture	1 687		55					1 741
Odalis	InVivo Agriculture	1 907		72					1 979
RAGT Semences	InVivo Agriculture	45 487	(1 786)	9 244				(359)	52 586
Sica Rhône Saône engrais	InVivo Agriculture	206		2					208
Sica de Gouaix	InVivo Agriculture	261		5					266
Sofagri	InVivo Agriculture	2 201	(43)	91					2 249
SASBB	InVivo Grains	718		(19)					700
Mass Céréales	InVivo Grains	3 733	(1 052)	1 107			(56)		3 733
Sonasco	InVivo Grains	43		(8)					34
SPBL	InVivo Grains	1 165		52					1 217
Silos du Sud	InVivo Grains	3 252		113					3 366
Gamm Vert Sud Est	InVivo Retail	6 067	(20)	350	213	95			6 705
Vinadeis	InVivo Wine	12 290	(301)	(1 009)		(10 981)			
Guyomarc'h Fortune	Nutrition Animale	1 338	(279)	71			10		1 142
Grimaud Vietnam	Nutrition Animale	386		211			(30)		567
Vitargos Rossovit	Nutrition Animale	238				(252)	14		
Vitafort	Nutrition Animale	2 190	(116)	206			63		2 343
Vilomix Russia	Nutrition Animale	(117)		45		72			
Soframaa	InVivo Siegf & Holding	222							222
Alcoop	InVivo Siegf & Holding	655							655
Valeurs nette comptable des titres mis en équivalence		84 735	(3 636)	10 669	213	(11 076)	27	(145)	80 787
Guyomarc'h Vietnam	Nutrition Animale	259						213	472
Provisions sur titres mis en équivalence		259						213	472

Les flux de variations de périmètre sont essentiellement liés à la sortie des titres Vinadeis, mis en équivalence à 22% pour 10,9 M€, suite à la diminution du pourcentage de contrôle détenu par le Groupe, à 10%, et au changement de méthode de consolidation induit (enregistrement des titres résiduels en titres non consolidés) (cf. note 8).

L'application de la méthode préférentielle concernant les coûts de développements préconisée par le règlement CRC n°2004-06 du 23 novembre 2004 se traduit sur RAGT Semences par la non reconnaissance d'une variation de quote-part de société mise en équivalence en résultat pour -5,2M€.

NOTE.10 STOCKS

L'évolution des stocks et en-cours nets au cours de l'exercice est la suivante :

Stocks et en-cours (En milliers d'euros)	30 juin 2016	Variations d'exploitation	Dépréciations nettes	Variations de périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	30 juin 2017	Dont valeurs brutes	Dont dépréciations
Matières premières et autres approvisionnements	111 462	9 613	(91)	1 553	(2 310)	1 354	121 581	123 579	(1 999)
En-cours de production de biens	17 330	(1 763)	600		(18)		16 149	18 608	(2 460)
Produits intermédiaires et finis	61 500	6 520	873	2 477	(1 106)	72	70 336	72 815	(2 479)
Marchandises	113 020	(39 563)	(1 316)	38 772	(3 041)	(17)	107 854	113 697	(5 843)
Total stocks et en-cours nets	303 311	(25 194)	66	42 802	(6 474)	1 409	315 920	328 700	(12 780)

Les flux d'exploitation s'élèvent à -25,2M€ sur la période 2016.06-2017.06. Ils proviennent principalement des flux suivants:

- matières premières +9,6M€ dont essentiellement +9,2M€ sur Nutrition Animale ;
- stocks de marchandises -39,6M€, dont principalement -23,5M€ sur InVivo Grains et -17M€ sur InVivo Agriculture.

Les « variations de périmètre » contribuent à l'augmentation des stocks et en-cours pour 42,8M€ et sont principalement liées à l'acquisition de la société CCAB Agro, qui intègre le Groupe avec un stock de marchandises de 37 M€.

NOTE.11 CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES D'EXPLOITATION

L'évolution des créances clients et autres créances d'exploitation au cours de l'exercice est la suivante :

Créances clients et autres créances d'exploitation (En milliers d'euros)	30 juin 2016	Variations d'exploitation	Dépréciations nettes	Variations de périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	30 juin 2017	Dont part à un an au plus	Dont part à plus de un an
Clients et comptes rattachés	560 806	(33 190)		55 882	(9 914)	(264)	573 320	573 320	
Clients douteux ou litigieux	27 711	600		815	(364)	(807)	27 955	27 956	
Créances clients - valeurs brutes	588 516	(32 590)		56 698	(10 278)	(1 071)	601 275	601 275	
Dépréciations créances clients	(25 800)		405	(261)	383	37	(25 236)	(25 236)	
Créances clients - Valeurs nettes	562 716	(32 590)	405	56 436	(9 895)	(1 034)	576 039	576 039	
Fournisseurs de biens	230 931	(40 075)		6 239	(236)	69	196 929	196 929	
Créances sur le personnel	1 569	409		13	(70)	36	1 958	1 958	
Créances sur organismes sociaux	6 184	(3 435)			(1)	769	3 517	3 517	
Créances sur l'Etat	72 177	(11 899)		1 427	(410)	143	61 439	61 439	
Autres créances d'exploitation - valeurs brutes	310 861	(55 000)		7 680	(716)	1 018	263 843	263 843	
Dépréciations autres créances d'exploitation	(2 568)		461		74		(2 033)	(2 033)	
Autres créances d'exploitation valeurs nettes	308 293	(55 000)	461	7 680	(642)	1 018	261 809	261 809	
Total clients et autres créances d'exploitation	871 009	(87 590)	866	64 116	(10 537)	(16)	837 848	837 849	

Les créances clients et autres créances d'exploitation ont diminué de 87,6M€ en flux « d'exploitation ». Cette diminution provient principalement des activités InVivo Agriculture pour -71,1M€, résultant de la diminution des créances clients – adhérents pour -40M€, et de la baisse de l'activité Trading d'InVivo Grains pour -37M€, partiellement neutralisée par une augmentation sur Siège & Holding pour 12,5M€ et Nutrition Animale pour 11,9M€.

Les « variations de périmètre » contribuent à augmenter les « clients et autres créances d'exploitation » à hauteur de 64,1M€ sur l'exercice, notamment suite à l'acquisition de la société CCAB Agro qui intègre le Groupe avec des créances d'exploitation à hauteur de 52,3M€.

NOTE.12 CRÉANCES DIVERSES

Les créances diverses comprennent les éléments suivants au 30 juin 2017:

Créances diverses (En milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2017	Dont part à un an au plus	Dont part à plus de un an
Créances d'impôt	43 677	37 994	23 915	14 079
Groupe et associés	12 709	6 709	6 709	
Charges constatées d'avance	11 949	10 434	10 434	
Autres créances diverses	19 796	20 653	11 854	8 800
Valeurs brutes	88 131	75 791	52 912	22 879
Dépréciations des créances diverses	(5 261)	(5 237)	(5 237)	
Total créances diverses - valeurs nettes	82 870	70 554	47 675	22 879

NOTE.13 IMPOTS DIFFÉRÉS

La variation des impôts différés sur l'exercice 2016/2017 s'analyse comme suit :

Impôts différés par flux (En milliers d'euros)	30 juin 2016	Variations en résultat	Ecarts de conversion	Variations de périmètre	Autres variations	30 juin 2017
Actifs d'impôt différés	26 792	(219)	(1 131)	11 938	(688)	36 692
Passifs d'impôt différés	4 140	1 917	(507)	3 507	216	9 273
Position nette des impôts différés	22 652	(2 136)	(624)	8 430	(903)	27 419

Les « variations en résultat » pour -2,1 M€ s'expliquent, sur le périmètre Végétal, par des reprises d'impôts différés actifs sur déficits reportables pour -1,9 M€ et des reprises de provisions non déductibles pour -1,8M€ compensées par un produit d'impôt différé de 1,9 M€ sur le périmètre Neovia.

Les « variations de périmètre » sont essentiellement liées à l'entrée de la position nette active des impôts différés au bilan d'ouverture provisoire de la société CCAB Agro, pour 8,4 M€.

Les « autres variations » correspondent notamment aux impôts différés passifs reconnus dans le cadre de l'allocation définitive des écarts d'acquisition à des actifs identifiables pour les sociétés Bioline Agrosiences (-0,6 M€) et DTI Sementes (-0,6 M€), acquises sur l'exercice 2015/2016.

Suppression de la contribution exceptionnelle sur l'IS de 10,7%

Sur l'exercice 2016/2017, en France, il a été retenu un taux d'impôt de 34,43% pour les opérations dont l'utilisation est attendue avant 2020, au lieu de 38% au titre de l'exercice précédent. Cette diminution fait suite à la suppression de la majoration de 10,7% du taux d'impôt sur les bénéfices en France en 2016.

L'impact de la suppression de cette contribution exceptionnelle sur le résultat net de l'ensemble consolidé représente une charge de 1M€, compte tenu de la position nette active des impôts différés sur la zone France.

Modification du taux d'impôt sur les actifs et passifs long-terme

En France, l'article 11 de la loi de finances 2017 a par ailleurs institué une baisse progressive du taux d'impôt sur les sociétés qui passera à 28% (28,9% y compris la contribution additionnelle de 3,3%) à compter de l'exercice 2020 pour toutes les entreprises.

Le Groupe a pris en compte les effets de cette nouvelle réglementation dans les comptes consolidés. Ce nouveau taux a été appliqué aux différences temporaires des entités françaises dont l'échéance de retournement se situe au-delà de 2020.

L'impact de ce changement de taux sur résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à -0,6 M€, compte tenu de la position nette active des impôts différés à long-terme.

Les impôts différés enregistrés dans les comptes consolidés se décomposent selon les natures suivantes :

Impôts différés par nature (En milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2017
Actifs d'impôt différés	26 792	36 692
Amortissements dérogatoires et provisions réglementées	695	833
Engagements de retraite	5 509	5 110
Provisions temporairement non déductibles	16 196	15 004
Déficits fiscaux	14 304	17 629
Autres différences temporaires	8 352	11 628
Compensation IDA/IDP par entité fiscale	(18 263)	(13 512)
Passifs d'impôt différés	4 140	9 273
Amortissements dérogatoires et provisions réglementées	4 298	4 659
Ecart d'évaluation	14 890	13 202
Autres	3 216	4 924
Compensation IDA/IDP par entité fiscale	(18 263)	(13 512)
Position nette des impôts différés	22 652	27 419

Provisions temporairement non déductibles :

Les provisions temporairement non déductibles ayant généré de l'impôt différé concernent principalement les sociétés du périmètre Neovia, dont la contribution totale s'élève à 13,2 M€ .

Déficits fiscaux :

Les actifs d'impôt différé sur les déficits reportables ne sont reconnus que s'il est probable que l'entreprise concernée puisse les récupérer grâce à l'existence de bénéfices imposables futurs dans un délai raisonnable de 3 ans. Au 30 juin 2017, les impôts différés actifs sur reports déficitaires concernent principalement l'entité CCAB Agro(5,7 M€) et des sociétés du périmètre Neovia (6,7 M€), notamment des zones France, Brésil et Afrique du Sud.

Les déficits fiscaux non activés dans le Groupe s'élèvent à 169,9 M€ en base, soit 54,7 M€ d'impôts différés actifs non reconnus dans les comptes consolidés du Groupe (calculés au taux d'impôt de chaque pays).

NOTE.14 TRÉSORERIE NETTE

La Trésorerie nette s'analyse comme suit :

Trésorerie et équivalents de trésorerie (En milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2017
Valeurs mobilières de placement et équivalents de trésorerie	11 771	9 837
C/c de trésorerie centralisée débiteur	3 008	5 366
Disponibilités	221 684	226 857
Prod. à rec. - Int. courus non échus sur dispon.	77	55
Trésorerie active	224 769	232 277
Trésorerie et équivalents de trésorerie actifs	236 540	242 114
Concours bancaires courants	(102 693)	(134 398)
C/C de trésorerie centralisée créditeur	(7 245)	(1 433)
Trésorerie passive	(109 938)	(135 831)
Trésorerie nette	126 602	106 283

NOTE.15 CAPITAUX PROPRES

Variation des capitaux propres consolidés (En milliers d'euros)	Capital	Réserves consolidées	Reserves de conversion	Résultat de l'exercice - Part du groupe	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
Capitaux propres consolidés au 30 juin 2015	71 018	359 609	(9 309)	73 689	495 007	176 668	671 675
Affectation du résultat antérieur		73 689		(73 689)			
Résultat net consolidé				40 243	40 243	14 781	55 024
Dividendes distribués		(885)			(885)	(2 312)	(3 197)
Opérations sur le capital et sur les dettes vis-à-vis des associés coopérateurs	1 640				1 640	496	2 136
Variation des écarts de conversion			(9 537)		(9 537)	(2 844)	(12 381)
Variations de périmètre						2 516	2 516
Capitaux propres consolidés au 30 juin 2016	72 658	432 285	(18 846)	40 243	526 340	189 236	715 576
Affectation du résultat antérieur		40 243		(40 243)			
Résultat net consolidé				18 113	18 113	15 907	34 020
Dividendes distribués		(1 606)			(1 606)	(3 724)	(5 331)
Opérations sur le capital et sur les dettes vis-à-vis des associés coopérateurs	89				89	1 480	1 569
Variation des écarts de conversion			(11 883)		(11 883)	(4 693)	(16 576)
Variations de périmètre						5 045	5 045
Autres variations		(464)	22		(442)	(127)	(569)
Capitaux propres consolidés au 30 juin 2017	72 747	470 457	(30 707)	18 113	530 610	203 124	733 734

La société mère du Groupe, Union InVivo, est une union de coopératives agricoles à capital variable régie par les dispositions du Code Rural, notamment le livre V, les dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifiée et les textes applicables en la matière. Le capital est réparti entre les associés coopérateurs en fonction des opérations qu'ils s'engagent à effectuer avec l'Union de coopératives.

Au 30 juin 2017, le capital social de l'Union InVivo est de 73 074 K€. Il a été souscrit par 206 coopératives ou unions de coopératives, 50 sociétés et 39 associés non coopérateurs.

Un montant d'intérêts aux parts de 1,6M€ a été distribué par l'Union InVivo au cours de l'exercice 2016-2017.

Le montant des réserves indisponibles issues des comptes sociaux de l'union INVIVO s'élève à 280M€.

La variation des écarts de conversion de l'exercice de -11,9M€ est principalement générée par les activités Nutrition Animale pour -6,6M€ et InVivo Agriculture pour -4,7M€.

Les intérêts minoritaires concernent principalement Nutrition Animale pour 143,3 M€ et InVivo Agriculture pour 46,5M€, dont 29,4M€ relatifs à la partie Semences et 15M€ relatifs à la société brésilienne CCAB Agro, au sein de l'activité Agrofourniture.

NOTE.16 PROVISIONS

Provisions pour risques et charges (En milliers d'euros)	30 juin 2016	Dotations	Reprises de provisions	Variations de périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	30 juin 2017
Provisions pour risques	45 922	8 223	(26 425)	185	(99)	396	28 201
Provisions pour charges	30 722	11 899	(5 768)	(368)	(352)	(208)	35 925
Provisions pour titres mis en équivalence	259					213	472
Total provisions pour risques charges	76 902	20 122	(32 257)	(119)	(451)	401	64 598

Au 30 juin 2017, les provisions pour risques s'élèvent à 28,2M€ et concernent principalement les risques suivants :

- Coûts estimés relatifs aux projets de transformation de l'organisation du Groupe, pour 4,2 M€ ;
- Risques opérationnels de l'activité Commerce International (InVivo Grains), pour 4,7M€ ;
- Risque de copropriété (InVivo Siège & Holding), pour 2,3M€ ;
- Litige Lutestate (InVivo Agriculture), pour 2,2 M€ ;
- Risque de recouvrement sur un Prêt (InVivo Siège & Holding), pour 2M€ ;
- Risque sur des titres et créances concernant des opérations au Mali (InVivo Siège & Holding) pour 1,1M€ ;
- Risque sur litiges divers pour 6,7M€ dont principalement le risque commercial provisionné sur Nutrition Animale, pour 2,0M€.

Les provisions pour charges comptabilisées à la clôture pour un montant de 35,9M€ sont essentiellement relatives à :

- Des provisions pour indemnités de départ à la retraite, pour 19,2M€ ;
- Des provisions pour médaille du travail et primes d'ancienneté, pour 1,5M€ ;
- Des provisions pour restructuration pour 8,1M€, dont 3,6M€ sur Nutrition Animale, principalement liées à la réorganisation de l'activité Premix en France, 3,4M€ sur InVivo Agriculture, et 1,1M€ sur InVivo Grains ;
- Des provisions pour impôts pour 5,9M€, principalement sur les activités au Brésil de Nutrition Animale, pour 4,9M€.

NOTE.17 DETTE NETTE

Le Groupe a choisi la Dette Nette comme indicateur de suivi de son endettement net.

La Dette Nette se compose de la dette à moyen et long terme, telle que présentée ci-dessous, nette de la trésorerie nette, telle que présentée en note 14.

L'évolution de la Dette nette sur l'exercice 2016/2017 est la suivante :

Dette nette (En milliers d'euros)	30 juin 2016	Emissions	Rembours ements	Variations non monétaires des emprunts en C3 et dettes aux associés coopérateurs	Variation de la trésorerie nette	Variations de périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	30 juin 2017	Dont part à un an au plus	Dont part entre 1 et 5 ans	Dont part à plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	246 514	174 732	(51 882)			5 064	(1 427)	(6 059)	366 942	77 013	254 835	35 093
Union InVivo	57 152	60 089	(15 330)					(708)	101 213	18 907	47 916	34 390
InVivo Group	130 000	90 000	(13 000)						207 000	26 000	181 000	
Filiales françaises	31 138	1 774	(7 775)			67		(5 033)	20 170	18 435	1 589	147
Filiales étrangères	28 215	22 869	(15 777)			4 997	(1 427)	(318)	38 559	13 672	24 330	556
Emprunts obligataires	120 000								120 000		60 000	60 000
Emprunts en crédit bail	4 371		(1 136)	380		162	11	(102)	3 686	1 177	2 445	64
Intérêts courus sur emprunts	2 330	1 771	(2 563)			1 500	(111)	70	2 997	2 997		
Dettes financières moyen et long terme	373 215	176 503	(55 580)	380		6 727	(1 528)	(6 091)	493 626	81 188	317 280	95 157
Depôts & cautionnements reçus	26 156		(9 671)					(16 485)				
Dettes aux associés coopérateurs	341		91					3	434			434
Dettes ratt. à des participations	1 317	(15)	(137)					(552)	613	613		
Autres emprunts et dettes financières	2 223	1 841	(4 402)			12 201	(940)	1	10 925	10 687	238	
Dettes financières diverses	30 037	1 826	(14 120)			12 201	(940)	(17 033)	11 971	11 299	238	434
Dettes à moyen et long-terme	403 252	178 329	(69 700)	380		18 928	(2 467)	(23 124)	505 597	92 487	317 518	95 591
(+) Trésorerie passive	109 938				133 603	44 686	(5 558)	(146 839)	135 831	135 831		
(-) Total emprunts et dettes financières	513 190	178 329	(69 700)	380	133 603	63 614	(8 025)	(169 963)	641 428	228 319	317 518	95 591
(-) Trésorerie active	236 540				137 652	8 889	(3 089)	(137 878)	242 114	242 114		
(-) Dette nette	276 650	178 329	(69 700)	380	(4 049)	54 725	(4 936)	(32 085)	399 314	(13 796)	317 518	95 591

La Dette Nette comptabilisée au 30 juin 2017 s'élève à 399,3M€.

Les dettes financières à moyen et long-terme ont augmenté de 176,5M€ sur l'exercice, principalement suite au tirage par InVivo Group de 90M€ sur la tranche capex du Crédit Syndiqué, et à la levée par Union InVivo de 60M€ d'emprunts bilatéraux, avec des maturités de 6 et 7 ans. Les amortissements de la période s'élèvent à 55,6M€.

L'Union InVivo et InVivo Group centralisent 87% de la dette financière moyen et long terme.

Les dettes financières diverses ont diminué de 18M€, dont -26,2M€ liés à la diminution des dépôts et cautionnements reçus dans le cadre du transfert de l'activité réglementée de Sigma Terme à Caceis.

Au 30 juin 2017, les lignes confirmées non tirées du Crédit Syndiqué s'élèvent à 40M€ sur la tranche Capex, et à 380,5M€ sur la tranche RCF.

NOTE.18 FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES D'EXPLOITATION

L'évolution des fournisseurs et autres dettes d'exploitation au cours de l'exercice est la suivante :

Fournisseurs et autres dettes d'exploitation (En milliers d'euros)	30 juin 2016	Variations d'exploitation	Variations de périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	30 juin 2017	Dont part à un an au plus	Dont part à plus de un an
Dettes fournisseurs	576 977	(72 619)	38 783	(6 056)	6 578	543 662	543 662	
Clients créditeurs	255 597	(54 355)	7 480	(354)	(7 216)	201 152	201 152	
Dettes envers le personnel	41 390	8 851	465	(508)	(50)	50 147	50 147	
Dettes envers les organismes sociaux	30 876	(2 679)	262	(105)	771	29 126	29 126	
Dettes envers l'Etat	58 831	(25 445)	1 066	(269)	(20)	34 163	34 163	
Autres dettes d'exploitation	385 694	(73 628)	9 274	(1 235)	(6 516)	314 589	314 589	
Total fournisseurs et autres dettes d'exploitation	963 672	(146 248)	48 057	(7 290)	61	858 251	858 251	

Les fournisseurs et autres dettes d'exploitation ont diminué de -146,2M€ en flux d'exploitation. Cette diminution provient principalement d'InVivo Agriculture, pour -70,0M€, et d'InVivo Grains, pour -101,6M€.

Les « variations de périmètre » augmentent les fournisseurs et autres dettes d'exploitation de 48,1M€ sur l'exercice, notamment suite à l'acquisition de la société CCAB Agro, qui a intégré le Groupe avec 39,9M€ de dettes d'exploitation.

NOTE.19 DETTES DIVERSES

Les dettes diverses au 30 juin 2017 se répartissent ainsi :

Dettes diverses (En milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2017	Dont part à un an au plus	Dont part à plus de un an
Dettes sur immobilisations	24 431	44 707	40 992	3 715
Dettes d'impôt	10 322	10 790	10 790	
Groupe et associés	24 850	4 708	4 708	
Dettes diverses	10 829	6 629	5 446	1 183
Clients créditeurs	2 919	3 844	3 844	
Total dettes diverses	73 351	70 678	65 780	4 898

Au 30 juin 2017, les dettes sur immobilisations s'élèvent à 44,7M€ et comprennent notamment les éléments suivants :

- Crédit vendeur de 9,4M€ sur les titres Cordier et Mestrezat Grands Crus, acquis sur l'exercice 2014/2015 ;
- Solde à payer de 5,4M€ sur les titres Total Alimentos, acquis sur l'exercice 2014/2015 ;
- Dette sur acquisition des titres CCAB Agro sur l'exercice 2016/2017, pour 19,3M€ ;
- Crédit vendeur de 3,2 M€ sur les titres Apligen et Proservicios, acquis sur l'exercice 2016/2017.

La diminution des dettes diverses – Groupe et associés pour -20,1M€ résulte principalement de l'élimination de la dette de la SCI Grande Armée avec la créance correspondante, auparavant comptabilisée en immobilisations financières. (cf Note 8)

NOTE.20 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2017 s'analyse comme suit :

Chiffre d'affaires (En milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Vente de marchandises	3 741 431	4 670 834
Vente de produits finis	1 595 036	1 437 544
Vente de prestations de services	160 494	292 532
Total chiffre d'affaires	5 496 961	6 400 910
dont:		
- Chiffre d'affaires facturé en France	2 772 493	3 159 394
- Chiffre d'affaires facturé à l'international	2 724 468	3 241 516
Total chiffre d'affaires	5 496 961	6 400 910

L'évolution du chiffre d'affaires par métier est disponible dans la note 26.

NOTE.21 CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel au 30 juin 2017 comprennent les éléments suivants :

Charges de personnel (En milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Salaires et traitements	(212 506)	(205 846)
Charges sociales	(87 726)	(82 856)
Autres charges de personnel	(2 103)	(1 984)
Intéressement et participation des salariés	(10 153)	(10 742)
Crédits d'impôt compétitivité et Emploi (CICE)	3 063	2 384
Total charges de personnel	(309 425)	(299 045)

Les charges de personnel ont augmenté de -10,4M€ entre le 30 juin 2016 et le 30 juin 2017. Cette augmentation est essentiellement due à :

- une hausse de -22,3M€ sur Nutrition Animale (principalement sur le Brésil et le Mexique) et de -8,8M€ sur l'Agriculture ;
- une diminution de 4,2M€ sur InVivo Grains et de 5,7M€ sur InVivo Siège & Holding ;
- au reclassement en résultat exceptionnel de coûts pour 11,5M€ suite à la crise des moissons, dont 9,6M€ sur InVivo Grains et 1,9M€ sur InVivo Agriculture.

NOTE.22 RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier au 30 juin 2017 comprend les éléments suivants :

Résultat financier (En milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Escomptes et revenus de créances commerciales	4 800	5 733
Coût de la dette nette	(23 204)	(13 185)
Couts liés aux financements	(18 404)	(7 452)
Dépréciations nettes sur immobilisations financières	(440)	106
Autres charges et produits financiers	(174)	(354)
Résultat de change	921	(424)
Dividendes et QP SNC /GIE	59	430
Autres produits et charges financiers	365	(241)
Total résultat financier	(18 039)	(7 693)

Le résultat financier s'élève à -18M€ au 30 juin 2017, contre -7,7M€ au 30 juin 2016, soit une variation de -10,3M€, provenant principalement de la hausse du coût de la dette nette de 10M€.

La hausse du coût de la dette nette au 30 juin 2017 intègre :

- L'augmentation du coût de la dette pour 5,6M€, principalement sur Nutrition Animale. Cette augmentation résulte du renforcement à l'échelle du Groupe de la composante à moyen et long terme de la dette financière, dont l'encours moyen augmente de 163 M€ ;
- Un effet périmètre de 3,7M€, lié au coût du financement de la dette nette portée par les entités entrantes, dont CCAB Agro pour 3,4M€ ;
- L'étalement sur l'exercice du coût du Crédit syndiqué, pour 1,1M€, contre 0,4M€ en juin 2016 ;
- Un effet change de +0,6M€, essentiellement sur les activités de Nutrition Animale au Brésil.

NOTE.23 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

L'analyse du résultat exceptionnel au 30 juin 2017 est la suivante :

Résultat exceptionnel (En milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultats de cessions	16 232	55 705
dont cession d'immobilisations incorporelles	(1 178)	(80)
dont cession d'immobilisations corporelles	14 759	54 495
dont cession d'immobilisations financières	2 652	1 290
Dépréciations exceptionnelles d'actifs immobilisés	(2 818)	(2 508)
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(26 623)	(33 370)
Autres produits et charges exceptionnels	1 048	236
Total résultat exceptionnel	(12 161)	20 063

Au 30 juin 2017, le résultat exceptionnel est principalement composé de :

- de plus-values de cession de différents actifs non stratégiques dont les principaux sont l'immeuble de bureau situé à Paris, avenue de Malakoff, pour 9,7M€ (Union InVivo), le silo de Baja (Hongrie) et les wagons pour 7,5M€ (sur InVivo Grains);
- d'une perte exceptionnelle résultant de la crise des moissons pour -20,4M€, dont -14,9M€ sur InVivo Grains et -5,5M€ sur InVivo Agriculture
 - o Arrêt d'allocation de risque sur l'activité de Trading dès le 5 août 2016 (stop-loss) conformément au cadre de gestion d'InVivo Trading : le stop loss a été activé le 5 août 2016 aux vues des pertes réalisées et des pertes à venir sur les positions du portefeuille d'InVivo Trading non débouclées. La perte des activités des desks blé dur, blé tendre et alimentation animale (les autres desks n'ayant pas été touchés par le stop loss) ont été classées en résultat exceptionnel pour un montant de 9M€.
 - o L'impact de la sous-activité liée à la crise des moissons représentant une charge exceptionnelle de 11,4M€ qui se répartit comme suit : Logistique et Stockage 3,5M€, Trading Silos Nantes/Montoir 2,4M€, PPA Agrofournitures 1M€, Semences 1M€, Sigma Terme 0,5M€, Gleadell 3M€.
- D'autres éléments exceptionnels pour -3,7M€ :
 - o Coût de restructuration net de + 5,1M€ en lien avec les projets de transformation de l'organisation du Groupe : reprise de la provision relative au plan de mobilité pour 9,1 M€ (dont 6,5 M€ non consommé) et 4M€ de nouvelles charges de l'exercice (dont l'arrêt des activités DIAE et Agro Equipements).
 - o Des éléments exceptionnels relatifs à Neovia pour un total net de -8,8M€, dont principalement le coût de la réorganisation du Premix, le coût de la sortie des entités roumaines, des dépréciations de logiciel en France et des honoraires dans le cadre de projets de croissance externe.

NOTE.24 IMPOT SUR LES RÉSULTATS ET IMPOSITION DIFFEREE

La charge d'impôt comprend les éléments suivants :

Charges d'impôt (En milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Impôt courant	(23 165)	(23 601)
Impôt différé	(2 134)	4 469
Total charges d'impôt sur le résultat	(25 299)	(19 131)

Au 30 juin 2017, la charge d'impôt courant est principalement portée par InVivo Nutrition Animale, dont la contribution s'élève à -19,1M€ (-17,7M€ au 30 juin 2016).

Périmètres d'intégrations fiscales :

La société InVivo Group a opté depuis le 1er juillet 2015 pour le régime de l'intégration fiscale constitué dans les conditions prévues à l'article 223A du CGI. A fin juin 2017, le périmètre du groupe fiscal inclut les filiales Bioline France, Frais d'Ici, Agrosolutions, InVivo Wine, InVivo Campus, InVivo Management, InVivo Holding Grand Public, InVivo Retail, InVivo Agrosciences, Néodis, SMAG, InVivo Invest, Ouifield, Food & Tech et Food & Tech Corporate.

La société InVivo Grains a opté depuis le 1er juillet 2015 pour le régime de l'intégration fiscale constitué dans les conditions prévues à l'article 223A du CGI. A fin juin 2017, le périmètre du groupe fiscal inclut les filiales InVivo Trading, Grains Overseas et Simagir.

Au cours de l'exercice 2016/2017, InVivo Retail a porté sa participation au capital de sa filiale Anadev à 100% . En application des dispositions de l'article L 223-L-6°-d du CGI, le groupe intégré, formé par les sociétés Anadev et Nalod's depuis le 1^{er} juillet 2012, a pris fin au 30 juin 2017. Les deux sociétés ont donné leur accord pour rejoindre le groupe d'intégration fiscale dont InVivo group est la tête.

La société Neovia a opté depuis le 1er janvier 2005 pour le régime de l'intégration fiscale, constituée dans les conditions prévues à l'article 223A du CGI. A fin juin 2017, le périmètre du groupe fiscal inclut les filiales Neovia, Evialis France, AMS, INCS, Qalian, SFPS, Adgène, Meriel, Nutrilac, P&A France, Pancosma France, Sermix, Sigma, InVivo Labs et FFMNA.

NOTE.25 INCIDENCES DES EFFETS DE CHANGE

Les variations intervenues au cours de l'exercice n'ont pas engendré d'incidence significative sur la comparabilité des agrégats du Compte de résultat du Groupe.

NOTE.26 INFORMATIONS SECTORIELLES

Les segments présentés correspondent aux secteurs d'activité présentés dans la note 4 Principes et méthodes comptables.

Chiffre d'affaire par secteur d'activité

Le Chiffre d'affaires par secteur d'activité se décompose comme suit :

Chiffre d'affaires par secteur d'activité et par marché géographique (En milliers d'euros)	30 juin 2017			30 juin 2016		
	Facturé en France	Facturé à l'international	Total	Facturé en France	Facturé à l'international	Total
InVivo Agriculture	1 435 358	79 265	1 514 623	1 552 338	24 934	1 577 273
Nutrition Animale	323 574	1 393 087	1 716 661	339 769	1 209 084	1 548 853
InVivo Grains	419 994	1 227 909	1 647 903	710 398	1 987 755	2 698 154
InVivo Retail	571 480	4 937	576 417	539 341	3 761	543 102
InVivo Wine	18 004	18 919	36 924	12 191	15 980	28 171
InVivo Siegf & Holding	4 083	351	4 433	5 355	2	5 357
Total chiffre d'affaires	2 772 493	2 724 468	5 496 961	3 159 394	3 241 516	6 400 910

La diminution du Chiffre d'affaires, qui passe de 6 401M€ au 30 juin 2016 à 5 497M€ au 30 juin 2017, provient essentiellement d'InVivo Grains, qui a connu une baisse d'activité exceptionnelle sur l'exercice, se traduisant par une diminution du Chiffre d'affaires de 1 050M€, dont 760M€ à l'international.

Résultat d'exploitation par secteur d'activité

Le Résultat d'exploitation par secteur d'activité s'analyse comme suit :

Résultat d'exploitation par secteur d'activité (En milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
InVivo Agriculture	13 327	4 851
Nutrition Animale	74 347	71 211
InVivo Grains	(3 060)	66
InVivo Retail	2 394	3 227
InVivo Wine	(2 555)	(2 243)
InVivo Siegf & Holding	(5 603)	(10 294)
Total Résultat d'exploitation	78 850	66 819

Le Résultat d'exploitation a augmenté de +12,0M€ sur l'exercice. La contribution des entités entrantes au Résultat d'exploitation consolidé du Groupe est de 9,7M€ sur l'exercice, provenant principalement de CCAB Agro (Agriculture) pour +6,6M€ et de Nutrizon (Nutrition Animale) pour 1,4M€.

Effectifs moyens par secteur d'activité

Les effectifs moyens par secteur d'activité se décomposent comme suit :

Effectifs moyens par secteur d'activité (En milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
InVivo Agriculture	943	592
Nutrition Animale	8 421	7 575
InVivo Grains	146	379
InVivo Retail	453	417
InVivo Wine	49	45
InVivo Siegf & Holding	192	225
Total effectifs moyens	10 203	9 233

La hausse des effectifs s'explique principalement par l'augmentation des effectifs d'InVivo Nutrition Animale, du fait de :

- la prise en compte des effectifs de la société InVivo NSA Philippines, totalisant 470 personnes au 30 juin 2017 ;
- l'impact des acquisitions de la période, pour 296 personnes : +167 salariés pour Nutrizon, +83 salariés pour Apligen & Proservicios, +46 pour Pennville.

NOTE.27 EBITDA

Le Groupe utilise l'EBITDA comme indicateur de suivi de sa performance. L'EBITDA n'est pas un indicateur normé. Il correspond au Résultat d'exploitation statutaire retraité de :

- L'annulation des charges (ou produits) liés aux dépréciations ou dotations aux amortissements (ou reprises de dotations) des immobilisations ;
- L'annulation des charges et produits non liés à des éléments d'exploitation ;
- La prise en compte de produits et charges non récurrents mais liés à des opérations d'exploitation ;
- La prise en compte des escomptes et revenus des créances commerciales ;
- La prise en compte du résultat de change lié à des opérations d'exploitation.

Ci-dessous le passage entre le Résultat d'exploitation et l'EBITDA au 30 juin 2016 et 2017 :

(En millions d'euros)	2017.06	2016.06
Resultat d'exploitation	78,8	66,8
- Annulation des charges (ou produits) liés aux dépréciations ou dotations aux amortissements (ou reprises de dotations) des immobilisations	46,7	41,8
- Annulation des charges et produits non liés à des éléments d'exploitation	2,2	3,3
- Prise en compte de produits et charges non récurrents mais liés à des opérations d'exploitat*	0	-0,6
- Prise en compte des escomptes et revenus des créances commerciales	4,6	5,4
- Prise en compte du résultat de change lié à des opérations d'exploitation	1	-0,4
EBITDA	133,4	116,2

NOTE.28 EFFECTIFS

Les effectifs du Groupe s'analysent comme suit :

Effectifs moyen groupe	30 juin 2017			30 juin 2016		
	Sociétés intégrées globalement	Quote part des sociétés intégrées proportionnellement	total	Sociétés intégrées globalement	Quote part des sociétés intégrées proportionnellement	total
Cadres	1 865	30	1 894	1 627	31	1 658
Non cadres	8 204	105	8 308	7 458	117	7 575
Total effectifs groupe	10 069	134	10 203	9 085	148	9 233
Effectifs moyens en France		2 762			2 721	
Effectifs moyen à l'international		7 440			6 512	
Total effectifs groupe		10 203			9 233	

NOTE.29 INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Compte tenu de l'organisation juridique du Groupe, seuls les adhérents de l'Union, les dirigeants, les sociétés mises en équivalence et les entreprises consolidées par intégration proportionnelle sont considérées comme des parties liées du Groupe.

Une avance financière sans intérêt est faite par l'Union au bénéfice de Soframaa d'un montant de 0,9M€.

Le Groupe n'a pas conclu d'autres transactions significatives à des conditions anormales de marché avec des personnes ou entreprises apparentées.

Par ailleurs, en Juin 2017, la participation dans la société mise en équivalence Vinadéis a été réduite de 11,53% en échange des participations minoritaires dans Cordier et Mestrezat Grands Crus. Cet échange a donné lieu à la constatation d'une plus-value consolidée de +0,9M€ pour le Groupe, et à la déconsolidation de Vinadéis aujourd'hui détenue à hauteur de 10,20%.

Les autres opérations avec les parties liées concernent les achats et ventes de produits et de services liés à l'exploitation conclues à des conditions ordinaires.

NOTE.30 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Le détail des Engagements Hors Bilan est le suivant:

Engagements hors bilan (En milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Avals, cautions et garanties données	126 723	102 646
Engagements dont l'entreprise fait l'objet (cautions bancaires)	22 394	38 327
Nantissements	66 085	50 450
Autres engagements donnés	74 567	5 584
Provision indemnité départ retraite - Ecart actuariels	405	2 459
Total Engagements donnés	290 178	199 426
Hypothèques reçues	423	
Avals, cautions et garanties reçues	14 703	10 662
Warrants nantissements, gages	1 983	3 467
Engagements reçus des associés coopérateurs		1 587
Autres engagements reçus	84 805	85 549
Total Engagements reçus	101 929	111 465
Crédit-bail	1	416
Locations longue durée	26 706	7 210
Autres engagements réciproques	6 990	37 662
Total Engagements réciproques	33 698	45 488
Marchés à recevoir à terme	65 854	122 121
Marchés à livrer à terme	10 183	2 073
Instruments financiers (swap, cap, floor, collar...)		16 500
Achats et ventes de devises à terme non couverts	19 865	246 456
Total instruments financiers de couverture	115 927	387 150

La variation des engagements donnés entre le 30 juin 2016 et le 30 juin 2017 s'élève à +91M€ et s'explique principalement par l'augmentation des autres engagements donnés pour 69M€. Cette hausse résulte essentiellement de la signature du protocole d'acquisition de Baarsma Wine (InVivo Wine) sur la base d'un prix de 69,1M€.

Le Groupe a par ailleurs conclu des baux pour les locaux à la Tour Carpe Diem à la Défense et avenue de la Grande Armée dans le cadre de son projet 2025 by InVivo.

Dans le pacte d'associé relatif à la société InVivo NSA SAS signé le 7 avril 2015, InVivo Group est engagé irrévocablement à acquérir auprès du ou des autres investisseurs qui lui en feront la demande les titres dont le ou les investisseurs concernés ont la propriété à la date de réalisation de la cession, à compter du 7 avril 2022 et durant une durée de 5 ans. La cession sera effectuée soit sur 50% des titres détenus au cours de chacune des 2 premières années, soit sur 50% au cours de la 2^{ème} année et le solde sur la 3^{ème} année, soit 50% sur la 3^{ème} année et le solde sur la 4^{ème}, soit sur 50% au cours de la 4^{ème} année et le solde au cours de la 5^{ème} année. La valorisation des titres est déterminée en appliquant à l'Ebitda de référence (moyenne de l'Ebitda en IFRS des 2 exercices annuels clos au 30 juin à iso périmètre égal à celui du 30 juin précédent la promesse d'achat) un multiple d'entrée de 8,8 moins la dette nette.

NOTE.31 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires de Commissaires aux comptes (en milliers d'euros)	EY	SCP Montiel&Associés	Autres	Total 2016-2017
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
- Société Mère	168	168		336
- Filiales intégrées globalement	795	362	353	1 510
Sous-total	963	530	353	1846
Services autres que la certification des comptes : examen limité, attestations, procédures convenues...				
- Société mère	5			5
* dont Juridique, fiscal et social	0			0
* dont audit d'acquisitions	0			0
* dont autres	5			5
- Filiales intégrées globalement	323	52	79	454
* dont Juridique, fiscal et social	0			0
* dont audit d'acquisitions	295			295
* dont autres	28	52	79	159
Sous-total	328	52	79	459
TOTAL	1 291	582	432	2 305

NOTE.32 REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES DES ORGANES DE DIRECTION

Le montant des indemnités compensatrices allouées aux membres du Conseil d'administration de l'Union InVivo et de ses autres organes de gouvernance tels que le Bureau du Conseil d'administration et les Comités de suivi s'élève à 154,5K€ pour l'exercice 2016/2017.

NOTE.33 LITIGES ET PASSIFS ÉVENTUELS

L'Union InVivo a été citée à comparaître dans une affaire de corruption présumée touchant un fonctionnaire européen. Ce dossier a fait l'objet d'un jugement en première instance rendu le 27 juin 2012 par le Tribunal Correctionnel de Bruxelles. L'Union InVivo a été condamnée à une amende de 0,5M€. La commission européenne et France Agrimer, parties civiles, n'ont pas été suivies dans leurs demandes. Ce jugement a fait l'objet d'un appel, et par un arrêt en date du 6 mai 2013, la cour d'appel a globalement confirmé les condamnations prononcées par les juges en première instance. Le 26 mai 2014, la Cour de Cassation de Belgique a cassé l'arrêt de la Cour d'appel rendu sur les actions civiles exercées par la Commission Européenne et France Agrimer. L'affaire est maintenant pendante à la Cour d'appel de Mons.

Un contrôle fiscal est en cours sur la société Total Alimentos (Brésil) et sa filiale Sul Mineira (Brésil) pour la période allant du 1er janvier 2011 au 30 juin 2012 concernant la TVA relative aux prix de transfert. Des propositions de diminution des pénalités et des intérêts de retard ont été reçues en février, mai et juillet 2017 mais ont été refusées par le Groupe étant donné l'accord implicite de modification de nos prix de transfert que cette acceptation impliquerait et la conviction de l'entreprise d'appliquer des prix de

transferts conformes. La phase judiciaire du contentieux devrait débiter. Aucune provision n'a été comptabilisée étant donnée l'évaluation faible du risque par les avocats. De plus, les redressements reçus sont relatifs à la période antérieure à l'acquisition de Total Alimentos par Neovia SAS et ont fait l'objet d'une notification auprès des vendeurs, dans le cadre de la mise en jeu de la garantie de passif. Les litiges sont confiés au jugement d'un Tribunal Arbitral. Seule une partie des sommes réclamées figurent à l'actif.

NOTE.34 ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLOTURE

- Le groupe InVivo a procédé à l'acquisition à 100% du groupe néerlandais Baarsma Wine le 4 juillet 2017. Avec un chiffre d'affaires de 210 M€ et plus d'une dizaine de filiales implantées aux Pays Bas, au Royaume Uni, en Belgique, en Suisse et en Afrique du Sud, le groupe Baarsma Wine est l'un des leaders européens de la distribution du vin.

Cette acquisition va permettre à InVivo de construire une plate-forme de distribution qui disposera de la taille critique requise pour mettre le cap sur l'international.

- Le 12 juillet 2017, le Groupe a procédé au rachat des minoritaires de la société FRI Semences et pris le contrôle à 100% de la société, pour 33,1 M€.
- Le Groupe est également engagé à procéder à une augmentation de capital qui portera sa participation à hauteur de 66% dans la société Sofagri, pour 29 M€. Sofagri est une holding coopérative comprenant Union InVivo, Union SEVEAL, AXEREAL, ainsi que d'autres coopératives.

Le 12 septembre 2017, la société SOFAGRI a procédé au rachat des minoritaires de la société Phyteurop, qu'elle détient désormais à 99%. Phyteurop est une société française de formulation et mise en marché de produits de protection des plantes. Cette opération vise à répondre aux attentes des agriculteurs d'avoir accès à des produits de protection des plantes dont l'origine de formulation est sécurisée.

- InVivo Retail a conclu un accord le 28 juillet 2017 avec Axéreal et Terrena, en vue de l'acquisition de 90 magasins Gamm Vert, actuellement exploités séparément en franchise par Agralys Distribution (groupe Axéreal) et Terrana Grand Public. Ce projet permettrait d'intégrer un réseau cohérent de 90 magasins représentant le 1er réseau de franchises Gamm Vert sur le territoire national, avec une couverture géographique de 14 départements.
- Le 10 juillet 2017, conformément à l'accord de transaction signé le 25 novembre 2016, Pancosma Feed Additive Co. Ltd. a acquis une participation de 80% dans Jiangsu Keybio Biology Technology Co., Ltd. Cette acquisition a pour but d'accélérer le développement de l'Additif sur le marché chinois.

Le Groupe détient un droit de préemption pour l'acquisition des 20% restant qu'il a la possibilité d'exercer dans un délai de 2 ans.

La société a changé de dénomination sociale pour devenir Pancosma Jiangsu Feed Additive Co. Elle sera consolidée par intégration globale à partir de juillet 2017.

-
- Le 5 juillet 2017, conformément à l'accord de transaction signé le 18 mai 2017, Total Alimentos a acquis la totalité des actions dans la société Labtec Laboratorio de Ciencia e Tecnologia S.A. Ce laboratoire d'analyses brésilien de dernière génération est situé dans l'Etat de São Paulo. Cette acquisition permet au Groupe de renforcer ses activités au Brésil, d'élargir son portefeuille d'analyses, et de se positionner comme l'un des acteurs clés du pays en matière de sécurité et de traçabilité alimentaire.

NOTE.35 PERIMETRE

Sociétés consolidées	Bilan de clôture 30 juin 2017			Bilan d'ouverture 30 juin 2016	
	Taux de contrôle	Taux d'intérêt	Date de clôture retenue	Taux de contrôle	Taux d'intérêt
SOCIETE MERE					
UNION INVIVO 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 775 690 191	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
FILIALES CONSOLIDEES EN INTEGRATION GLOBALE					
FRANCE					
AGROSCIENCES CORPORATE 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 805 381 118	100 00	100 00	30-juin-17	0 00	0 00
AGROSOLUTIONS 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 532 260 379	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
AGROSOLUTIONS INSURANCE 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 821654 779	100 00	100 00	30-juin-17	0 00	0 00
ANADEV 17, parc d'activité Métrotech - 42650 St Jean Bonnefonds n° SIREN 508 244 530	100 00	100 00	30-juin-17	80 00	80 00
BILLAUD GRAINS Zone Industrielle de la Motte des Justices - 79100 Thouars n° SIREN 352 159 941	100 00	100 00	30-juin-17	0 00	0 00
BIOLINE FRANCE 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 380 792 440	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
CORDIER 109, rue Achard - 33300 Bordeaux n° SIREN 803 399 822	100 00	100 00	30-juin-17	77 22	77 22
EDP Zone Industrielle de la Motte des Justices - 79100 Thouars n° SIREN 444 491 740	100 00	100 00	30-juin-17	0 00	0 00
FRAIS D'ICI 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 801934 464	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
GRAINS OVERSEAS 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 801078 241	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
GROUPE NALOD'S 17, parc Métrotech - 42650 St Jean Bonnefonds n° SIREN 441360 682	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	80 00
INVIVO AGRINOVEX (ex IDF PRODUCTION) 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 459 086 108	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
INVIVO AGROSCIENCES (Ex INVIVO HOLDING AGRO) 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 801076 274	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
INVIVO CAMPUS 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 808 092 555	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
INVIVO EVENTS (ex SEPCO) 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 318 082 906	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
INVIVO FOUNDATION 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 823 812 029	100 00	100 00	30-juin-17	0 00	0 00
INVIVO GRAINS Logistique et Stockage 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100 00	100 00	30-juin-17	0 00	0 00

Sociétés consolidées	Bilan de clôture 30 juin 2017			Bilan d'ouverture 30 juin 2016	
	Taux de contrôle	Taux d'intérêt	Date de clôture retenue	Taux de contrôle	Taux d'intérêt
INVIVO GRAINS SIEGE (ex Caf Grains) 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 301711453	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
INVIVO GRAINS SEMENCES 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
INVIVO GRAINS TRADING 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
INVIVO GRAND PUBLIC SERVICES 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 803 403 054	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
INVIVO GROUP (HOLDING) 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 801076 282	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
INVIVO INVEST 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 812 095 885	100 00	100 00	30-juin-17	0 00	0 00
INVIVO MANAGEMENT 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 803 343 565	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
INVIVO RETAIL (Ex HOLDING GRAND PUBLIC) 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 801076 078	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
INVIVO TRADING 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 801076 134	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
INVIVO WINE 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 803 344 563	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
MESTREZAT GRANDS CRUS 109, rue Achard - 33300 Bordeaux n° SIREN 434 115 838	100 00	100 00	30-juin-17	77 22	77 22
NEODIS SAS 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 438 183 170	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
OUIFIELD 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 812 095 701	100 00	100 00	30-juin-17	0 00	0 00
SIMAGIR 35, rue des Usines - 44100 Nantes n° SIREN 305 321770	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
SOPRENOR 35, rue des Usines - 44100 Nantes n° SIREN 332 417 062	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
ST CORPORATE (ex SIGMA TERME) 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 397 806 696	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
UNION INVIVO Agrofournitures 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
UNION INVIVO PPA 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
UNION INVIVO Siège 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
UNION INVIVO Semences Hybrides 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
UNION INVIVO Stockage 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
UNION INVIVO WINE 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100 00	100 00	30-juin-17	0 00	0 00

Sociétés consolidées	Bilan de clôture 30 juin 2017			Bilan d'ouverture 30 juin 2016	
	Taux de contrôle	Taux d'intérêt	Date de clôture retenue	Taux de contrôle	Taux d'intérêt
SMAG SAS Le Terra Verde - Parc Eureka - 55 rue Euclide - 34000 Montpellier n° SIREN 430 408 918	95 07	95 07	30-juin-17	95,07	95 07
GAMM VERT 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 337 891287	79 50	79 50	30-juin-17	79 14	79 14
EX LOGITIA 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 538 579 640	74 91	74 91	30-juin-17	74 91	74 91
GAMM VERT SUD OUEST Chemin du Canal - 82700 Montbartier n° SIREN 415 162 335	71 40	56,70	30-juin-17	71 38	56 47
BE API 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 801075 872	70 00	70 00	30-juin-17	100 00	100 00
DEFISOL SERVICES 16 rue Charpak - PAT La Vatière - 78100 Saint Aignan n° SIREN 533 256 178	70 40	49 30	30-juin-17	70 40	70 40
GAMM VERT OUEST Zone artisanale des Parnepaux - 22800 Loudeac n° SIREN 423 983 824	87 80	53 90	30-juin-17	87,78	53 62
FRI SEMENCES 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 522 588 003	64 71	64 71	30-juin-17	64 71	64,71
SEMENCES DE FRANCE 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 775 890 209	63 80	63 80	30-juin-17	64 70	64 70
SILO HUNINGUE Zone Portuaire, 14, rue du Rhône - 68128 Village Neuf n° SIREN 301968 085	58 79	58 79	30-juin-17	58 79	58,79
ALIX AUVERGNE RHONE ALPES - Alix Aura 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 812 095 851	55 00	55 00	30-juin-17	55 00	55,00
SICA DU SILO PORTUAIRE DE BORDEAUX Qual Alfred de Vial - 33530 Bassens n° SIREN 480 201 148	52 67	52 67	30-juin-17	52 67	52 67
ALIX DIJON 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 803 344 548	52 00	52 00	30-juin-17	52 00	52 00
ALIX TOULOUSE 1 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 801 105 289	52 00	52 00	30-juin-17	52 00	52 00
MAGESTIV SAS 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 303 283 828	50 00	50 00	30-juin-17	50 00	50 00
NEOVIA Talhouët 56250 Saint Nolff n° SIREN 836 320 038	100 00	67,47	30-juin-17	100 00	87 47
ACUIT (Neovia) Talhouët 56250 Saint Nolff n° SIREN 481691962	60 00	40 48	30-juin-17	0 00	0 00
ADGENE (Neovia) 1 Rue des conquérants - 14220 Thury Harcourt n° SIREN 440 124 394	100 00	67,47	30-juin-17	100 00	67,47
AGRANIX (Neovia) ZAC de Nombet - 47110 Sainte Livrade Sur Lot n° SIREN 423 708 528	100 00	67 47	30-juin-17	0 00	0 00
AGRO MANAGEMENT SERVICES SNC (Neovia) Talhouët 56250 Saint Nolff n° SIREN 396 443 423	100 00	87 47	30-juin-17	100 00	87 47
CCMA (Neovia) Le Grand Launay - 49800 Ardard n° SIREN 057 201899	54 82	36 99	30-juin-17	54 82	36 99
EVIALIS FRANCE SAS (Neovia) Zone Industrielle de la Métaire - 49160 Longué Jumelles n° SIREN 562 821033	100 00	67,47	30-juin-17	100 00	87,47
FFMNA (Neovia) 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 382 722 304	100 00	87,47	30-juin-17	100 00	67,47
JNCS (Neovia) Talhouët 56250 Saint Nolff n° SIREN 512 685 991	100,00	87,47	30-juin-17	100 00	87,47

Sociétés consolidées	Bilan de clôture 30 juin 2017			Bilan d'ouverture 30 juin 2016	
Dénomination	Taux de contrôle	Taux d'intérêt	Date de clôture retenue	Taux de contrôle	Taux d'intérêt
INVIVO LABS SAS (Neovia) Talhouët 58250 Saint Nolff n°SIREN 513 504 399	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
LABORATOIRE MERIEL (Neovia) 12, rue de Malacussy - 42100 Saint-Etienne n°SIREN 312 284 276	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
NUTRILAC (Neovia) Rue de Latene - 82100 Verton n°SIREN 390 509 481	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
P & A FRANCE (Neovia) Talhouët 58250 Saint Nolff n°SIREN 802 070 904	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
PANCOSMA France SAS (Neovia) 2, rue des Frères Lumières, Zone Industrielle d'Ariod - 01200 Bellegarde sur Valsenno n°SIREN 783 200 821	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
QALIAN SA (Neovia) 34, rue Jean Monnet, ZI d'Enché - 49500 Segré n°SIREN 350 010 261	99 80	67 34	30-juin-17	98 40	66 39
SANICOOPA (Neovia) 38, route de Terce - 81200 Argentan n°SIREN 305 824 983	62 01	4184	30-juin-17	62 01	4184
SFPS SAS (Neovia) Talhouët 58250 Saint Nolff n°SIREN 504 715 764	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
SERMIX SAS (Neovia) Talhouët 58250 Saint Nolff n°SIREN 802 073 007	100 00	67 47	30-juin-17	0 00	0 00
EUROPE					
INVIVO TRADING ZRT Szabadsag ut 3, H-2370 Debrecen Hongrie	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
PIOLINE AGROSCIENCES Ltd Telslar Nursery - Holland Road - Little Clacton Royaume Uni	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
NOVASEM Savigliano (CN) - Via Cambiani 14 - CAP 12038 Italie	100 00	63 80	30-juin-17	0 00	0 00
LOUIGNY Le Grand Enclos 3 - BE-6800 LIBRAMONT Belgique	100 00	95 10	30-juin-17	0 00	0 00
ISTITUTO DI RICERCA AGRINDUSTRIA S R L (Neovia) Via Vallee PO 350 - 12020 Cunéo Italie	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
BERN AQUA SA (Neovia) Hagelberg 3 - Chan 2250 Belgique	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
DAAVISION (Neovia) Lekstraat 14 A - KV 5347 - OSS Pays Bas	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
DAAFAC (Neovia) Lekstraat 14 A - KV 5347 - OSS Pays Bas	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
DAAVISION HOLDING (Neovia) Lekstraat 14 A - KV 5347 - OSS Pays Bas	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
EVIALIS GARCIA SA (Neovia) Espinto Santo 29/30 - 15168 Soneiro Sada La Coruna Espagne	88 44	59 67	30-juin-17	88 44	59 67
FILOZOO (Neovia) 30 via del Commercio 28/30 - 41012 Carpi Italie	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
GA NUTRITIE ANIMALA SRL (Neovia) Brad Beresti Bistrita, Dep Becau, 807041 Roumanie	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
GUYOKRMA Spo1 SRO (Neovia) Zitovnicka cp 2389 - 10600 Praha 10 République Tchèque	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
GUYOMARCH ROMANIA SRL (Neovia) Blv Expozitel n°1 et 6 - cam. 611-613-622, Secteur 1 Bucarest Roumanie	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
INVIVONSA PORTUGAL SA (Neovia) Zone industrielle Murte - Cantanhede 3080-372 Murte E Cantanhede Portugal	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47

Sociétés consolidées	Bilan de clôture 30 juin 2017			Bilan d'ouverture 30 juin 2016	
Dénomination	Taux de contrôle	Taux d'intérêt	Date de clôture retenue	Taux de contrôle	Taux d'intérêt
IZA SRL (Neovia) Via Golfarelli 84 - 47100 Forlì Italie	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
JULIUS MEIERALPHARMA (Neovia) Herengracht 257, 1016BJ, Amsterdam Pays-Bas	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
P&A MARKETING SA (Neovia) 8, voie des Traz - 1218 Le Grand-Saconnex Suisse	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
PANCOSMA RUS LLC (Neovia) Poslannikov Pereulok 93 - 105005 Moscou Russie	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
PANCOSMA SA (Neovia) 8, voie des Traz - 1218 Le Grand-Saconnex Suisse	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
PROVIT SP Zoo (Neovia) Ul Szpitalna 44 - Kutno 99-300 Pologne	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
QALIAN PORTUGAL LDA (Neovia) Rua Mouzinho da Silveira, n°27 - 5° piso - B 250-166, Lisbonne Portugal	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
SETNA NUTRICION (Neovia) Calle Calvo 1, Poligono Industrial Santa Ana - Rivasvaciamadrid, Madrid Espagne	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
EXTREME ORIENT					
INVIVO TRADING ASIA 16 Collyer Quay #20-00, Income at Raffles - 049318 Singapore Singapour	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
INVIVO GROUP ASIA PTE 16 Collyer Quay #20-00, Income at Raffles - 049318 Singapore Singapour	100 00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
EVIALIS INDIA LTD (Neovia) Farooqui Mansion - 4st Martin Road - 400050 Bandra Mumbai Inde	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
EVIALIS SHANDONG CO, LTD (Neovia) Keyun Lu Beice and Siyan Lu Dongce, Omgdao High Tech Industrial Development Zone Shandong Province - Chine	75 01	50 61	30-juin-17	75 01	50 61
GUYOVITAL PT (Neovia) Jl. Rugkui Industri III / 48B POS 46 SBS Tromol - Surabaya Indonésie	99 00	66 80	30-juin-17	99 00	66 80
HOLDING P&A ASIA LTD (Neovia) 633, 4th floor, Goldenan Building, Soi - Mahardlekuang 1- Rajdamri Road, Lumpini, Phatumwan Bangkok 10330, Thaïlande	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
INVIVO NSA Asia (Neovia) 16 Collyer Quay #20-00, Income at Raffles - 049318 Singapore Singapour	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
INVIVO NSA Cambodia (Neovia) #591, 7th floor Sihanouk Blvd (at 274) Corner of Samdech Sothearos Blvd (S13) Sangkat Tonle Bassac, Khan Chamkarmon, Phnom Penh Cambodge	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
INVIVO NSA PHILIPPINES (Neovia) 17/F Philam Life Tower, 8787 Paseo de Roxas - Makati City 1226 - Metro Manila Philippines	100 00	67 47	30-juin-17	99 99	67 46
GUYOMARCH VIETNAM LTD (Neovia) 18-An Phu Commune Thuan An District - Province de Binh Duong Vietnam	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
GUYOMARCH VCN LTD (Neovia) Thuy Phuong - Tu Liem - Hanoi, SR Vietnam	70 00	47 23	30-juin-17	70 00	47 23
PANCOSMA & ASSOCIATES MARKETING (THAILAND) CO (Neovia) 5152 Moo 4, Nadee, Muang - Samutsakhon Thaïlande	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
PANCOSMA (SHANGHAI) FEED ADDITIVES CO (Neovia) N 1 Yulu Road - Malu, Jiading District, Shanghai Chine	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
TOTAL FOODS TRADING Shanghai Co Ltd (Neovia) RM 1618 Merchant Plaza, 256 Wei Hai Road, Jing An District, Shanghai	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47

Sociétés consolidées	Bilan de clôture 30 juin 2017			Bilan d'ouverture 30 juin 2016	
Dénomination	Taux de contrôle	Taux d'intérêt	Date de clôture retenue	Taux de contrôle	Taux d'intérêt
P.T.WELGRO FEEDMILL INDONESIA (Neovia) Jl. Kp. Gudang No 6, RT 3RW.9, Karang Asem Bar, Citeureup, Bogor, Jawa Barat 16810, Indonésie	100 00	67,47	30-juin-17	100 00	67,47
WIRIFA SAKTI PT (Neovia) Ngoro Industri Persada T3, Jl Raya Ngoro - Mojokerto Indonésie	100 00	67,47	30-juin-17	100 00	67,47
AMERIQUE					
CCAB AGRO Federal Republic of Brazil - Rua Teixeira da Silva 660 - cj 133-34 City of Sao Paulo Brésil	51,00	51,00	30-juin-17	0 00	0 00
ALIMENTOS TEXO SA de CV (Neovia) Poniente 134 Number 786, Neighborhood Industrial Vallejo, ZC 02300 - Mexico City Mexique	100 00	67,47	30-juin-17	100 00	67,47
ALIMENTOS TEXO SA de CV (Neovia) Palestina 67-A Colonia Claveria 02080 Mexico Mexique	100 00	67,47	30-juin-17	0 00	0 00
BIOLINE CANADA Inc 55 Metcalfe Street - Suite 1300 - OTTAWA ON K1P 6L5 Canada	100 00	100 00	30-juin-17	0 00	0 00
BIOLINE USA Inc 305 Constitution Drive - Tauton MA 02780 USA	100,00	100 00	30-juin-17	100 00	100 00
BTECH TECNOLOGIAS AGROPECUARIAS E COMERCIO (Neovia) Rua Dr Eraldo Aurelio Franzese n° 222 - Bairro Paquerê - 13271- 608 Valinhos Brésil	80 00	53,98	30-juin-17	80 00	53,98
INVIVO MIX MEXICO (Neovia) Blvd Anacleto Gonzales Flores n° 361 y 359 - Col. Del Carmen - 47600 Tepalitlan de Morelos Mexique	100 00	67,47	30-juin-17	100 00	67,47
INVIVO NUTRICAÇÃO E SAÚDE ANIMAL LTDA (Neovia) Rua Joao Augusto Cirelli N°274 - Bairro Tamandua - CEP : 13 690 00 - Descalvado Brésil	100 00	67,47	30-juin-17	100 00	67,47
INVIVO TRADING DO BRASIL AV MAGALHAES DE CASTRO, 4800 - ANDAR 14 EDIF PARK TOWER Brasil	100 00	67,47	30-juin-17	0 00	0,00
MALTA INDUSTRIE SA (Neovia) Av Surgenles sur 1502 Piso 19 Colonia - Credito Constructor - Delegacion Benito Juarez 03940 Mexico Mexique	100 00	67,47	30-juin-17	100 00	67,47
MALTA TEXO DE MEXICO SA de CV (Neovia) Poniente 134 786, Industrial Vallejo Azcapotzalco - Ciudad de Mexico - DF2300 Mexico Mexique	100 00	67,47	30-juin-17	100 00	67,47
NUTRIZON ALIMENTOS LTDA (Neovia) Linha 25, Lote 03, Gleba 16, Fundos, Zona Rural - 76940-000 - Rolim de Moura Brésil	100,00	67,47	30-juin-17	0 00	0,00
P&A FINANCES INC CANADA (Neovia) 134 Grande Allée Ouest - Bureau 600 - G1S 1E5 Quebec Canada	100 00	67,47	30-juin-17	100 00	67,47
PANCOSMA CANADA INC (Neovia) 1504 rue Jean-Berchmans Michaud, J2C 2Z5 Drummondville Canada	100 00	67,47	30-juin-17	100 00	67,47
PANCOSMA MEXICO SA de CV (Neovia) Ignacio Allende n. 137 Col Santa cruz - Municipio San Mateo Otzacatipan, Toluca CP 50220, Mexico City Mexique	100 00	67,47	30 juin-17	100 00	67,47
PANCOSMA NORTH AMERICA (Neovia) 208 So LaSalle ST - Suite 814 - Chicago Etats-Unis	100 00	67,47	30-juin-17	100 00	67,47
PROSERVICIOS POTENCIAL HUMANO SA (Neovia) Lago Alberto 319 Piso 6 - Colonia Granada Miguel Hidalgo - 1620 Mexico Mexique	100 00	67,47	30-juin-17	0 00	0 00
SUL MINEIRA ALIMENTOS (Neovia) Avenida Presidente Kubitschek, 1000, Centro - Minas Gerais - Zip Code 32600-205, Betim Brésil	100,00	67,47	30-juin-17	100 00	67,47
TOTAL ALIMENTOS LTDA (Neovia) Rodovia Fernao Dias, Km 755 - Distrito Industrial, CEP 37410-000 Tres Coracoes Brésil	100 00	67,47	30-juin-17	100,00	67,47
ZOOFORT SUPLEMENTAÇÃO ANIMAL INDUSTRIA E COMERCIO LTDA (Neovia) Avenida das Industrias, n°280, Distrito Industrial - 78850-000 Primavera do Leste Brésil	80,00	53,98	30-juin-17	80,00	53,98

Sociétés consolidées	Bilan de clôture 30 juin 2017			Bilan d'ouverture 30 juin 2016	
	Taux de contrôle	Taux d'intérêt	Date de clôture retenue	Taux de contrôle	Taux d'intérêt
AFRIQUE					
INVIVO NSA ALGERIE (Neovia) Bâtiment n°41B, n°8 - Ain Allah - Commune Dely Ibrahim, Alger Algérie	69 90	47 16	30-juin-17	69 90	47 16
MONTI FOODS LTD (Neovia) 25 Pearce Street Berea - Eastern Cape 5241- East London Afrique du Sud	100 00	67 47	30-juin-17	100 00	67 47
NEOVIA ALGERIE Villa n°29 Cité du 11 décembre 1960 - Dely Ibrahim - Alger Algérie	100 00	67 47	30-juin-17	0 00	0 00
WISIUM (Pty) Ltd Ground Floor Building 1- Prism Business Park Ruby Close, Fourways - Afrique du Sud	100 00	67,47	30-juin-17	100 00	67,47
ENTREPRISES CONSOLIDEES EN INTEGRATION PROPORTIONNELLE					
FRANCE					
AgTip 23, avenue de Neuilly - 75116 Paris n° SIREN 824 917 561	50 00	50 00	30-juin-17	0 00	0 00
LS PRODUCTION 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 448 910 285	50 00	50 00	30-juin-17	50 00	50 00
MYRIAD Lieu dit "Bonnet", 47480 Pont Du Casse n° SIREN 492 895 891	50 00	50 00	30-juin-17	50,00	50 00
SCI 83 - 85 GRANDE ARMEE Tour D2, 17 bis place des Reflets 92919 Paris La Défense Cedex n° SIREN 821071810	29 00	29 00	30-juin-17	29 00	29 00
TMV4 35, rue des Usines - Quai Roche Maurice - 44103 Nantes n° SIREN 523 854 321	50 00	50 00	30-juin-17	50 00	50 00
DFF ENTREPRISES SA (Neovia) Le Claux - 19140 Saint Ybard n° SIREN 414 285 312	50 00	33 74	30-juin-17	50 00	33 74
DFF NUTRALIANCE SA (Neovia) Le Claux - 19140 Saint Ybard n° SIREN 401424 353	50 00	33 74	30 juin-17	50 00	33 74
EUROPE					
GLEADELL AGRICULTURE LTD Lindsey House - Hemswell Cliff - DN215th - Gainsborough Lincs Royaume Uni	50 00	50 00	30-juin-17	50 00	50 00
IC Grains (JV Hongrie) Fo UTCA 14-18 - 1011 Budapest Hongrie	50 00	50 00	30-juin-17	50 00	50 00
LIFE SCIENTIFIC 48, Morehampton Road, Donnybrook, Dublin 4 Dublin, Irlande	50 00	50 00	30-juin-17	50 00	50,00
AMERIQUE					
DTISEMENTES Fazenda Cristalina Rodovia BR 070 - Campo Verde Mato Grosso Brazil	50 00	50 00	30-juin-17	50 00	50,00
ENTREPRISES CONSOLIDEES PAR MISE EN EQUIVALENCE					
FRANCE					
GAMM VERT SUDET EST - GV SE 35, rue du Commandant Charcot - 69802 Saint Priest n° SIREN 401701628	40 00	3180	30-juin-17	39 40	31,18
INTERRA LOG SAS Parc d'affaires de la vallée de l'Ozon - 35, rue Marcel Méneux - 69970 Chaponnay n° SIREN 513 372 102	39 50	39 50	30-juin-17	39 50	39 50
INTERRA PRO SAS Parc d'affaires de la vallée de l'Ozon - 35, rue Marcel Méneux - 69970 Chaponnay n° SIREN 513 372 078	39 60	39 60	30-juin-17	39 55	39 55
LES SILOS DU SUD Quai Est n°2 - 1210 Port La Nouvelle n° SIREN 327 629 572	33 41	33 41	30-juin-17	33 41	33 41
ODALIS SAS ZA du Château Rouge - La Blanchardière - 44522 Mesanger n° SIREN 444 290 951	43,10	43 10	30-juin-17	43 08	43 08
RAGT SEMENCES Rue Emile Singla Site de Bourran - 12000 Rodez n° SIREN 431899 756	34,34	22 22	30-juin-17	34,34	22 22

Sociétés consolidées		Bilan de clôture 30 juin 2017			Bilan d'ouverture 30 juin 2016	
Dénomination		Taux de contrôle	Taux d'intérêt	Date de clôture retenue	Taux de contrôle	Taux d'intérêt
RHONE SAONE ENGRAIS SICA 74-76, avenue de Marboz - Immeuble Ceregrain - 01000 Bourg en Bresse n° SIREN 306 473 752		27 00	27 00	30-juin-17	26 96	26 96
SASBB Quai Alfred de Vial - 33530 Bassens n° SIREN 487 200 341		24 09	24 09	30-juin-17	24 09	24 09
SICA DE GOUAIX 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 443 674 676		25 00	25 00	30-juin-17	25 00	25 00
Ex-SOFAGRI 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 320 327 968		22 70	22,70	30-juin-17	22,72	22,72
SOFRAMAA Tour CIT - 3, rue de l'Arrivée - 75015 Paris n° SIREN 450 608 955		48 70	48 70	30-juin-17	48 70	48 70
SONASCO 35, rue des Usines - 44100 Nantes n° SIREN 353 861 826		49 00	49 00	30-juin-17	49 00	49 00
SPBL (SOCIÉTÉ PORTUAIRE BORDEAUX LETIERCE) 5, rue Turgot - 27150 Etrepagny n° SIREN 334 489 267		20 00	20 00	30-juin-17	20 00	20 00
ETRANGER						
MASS CEREALS AL MAGHREB 20 rue Mostafa El Maani - 20000 Casablanca Maroc		20 00	20 00	30-juin-17	20 00	20 00
CHOICE GENETICS VIETNAM (Neovia) 5 - Tan Hung Commune - Dong Phu District Province de Binh Phuoc - Vietnam		35 00	23 61	30-juin-17	35 00	23 61
GRIMAUD VIETNAM COMPANY LIMITED (Neovia) Song Trau Commune, Trang Bom District Dong Nai Province - Vietnam		33,33	22 49	30-juin-17	33 33	22 49
GUYOMARCH FORTUNE LTD (Neovia) 17, Aung Theik Road, Aung The Pyay Lane, N°3 Quarter - Mayangone 11061, Yangon Myanmar		40,29	27,18	30-juin-17	40 29	27,18
VITAFORT (Neovia) 2370 Dabas Szabadsag ut 3 Hongrie		34 31	23 15	30-juin-17	34 31	23 15

Centre Afrique

23

ELL VO
RAPPORT FINANCIER
2016-2017

SOMMAIRE

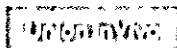
I_ RAPPORT DE GESTION	5
A. ORGANIGRAMME	6
B. GOUVERNANCE	7
C. EXPOSÉ SUR L'ACTIVITÉ.....	7
D. EXPOSÉ SUR LES RÉSULTATS.....	13
E. ÉVOLUTIONS PRÉVISIBLES	13
F. ÉVOLUTIONS POSTCLÔTURE	14
G. RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT	14
H. INFORMATIONS SOCIALES, SOCIÉTALES ET ENVIRONNEMENTALES.....	18
I. INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME	24
J. CHANGEMENT DANS LA PRÉSENTATION DES COMPTES	24
K. SPÉCIFICITÉS DE L'UNION INVIVO.....	24
2_ COMPTES CONSOLIDÉS	27
A. BILAN CONSOLIDÉ	28
B. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	29
C. SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION	30
D. TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ.....	31
E. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS	32
3_ COMPTES SOCIAUX DE L'UNION INVIVO	81
A. BILAN ACTIF	82
B. BILAN PASSIF	83
C. COMPTE DE RÉSULTAT	84
D. SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION	85

I_ RAPPORT DE GESTION

A. ORGANIGRAMME	6
B. GOUVERNANCE	7
C. EXPOSÉ SUR L'ACTIVITÉ	7
Union InVivo	7
InVivo AgroSciences	7
Neovia	8
InVivo Retail	11
InVivo Wine	12
D. EXPOSÉ SUR LES RÉSULTATS	13
E. ÉVOLUTIONS PRÉVISIBLES	13
F. ÉVOLUTIONS POSTCLÔTURE	14
G. RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT	14
Recherche & Développement InVivo Agriculture	15
Recherche & Développement Neovia	17
H. INFORMATIONS SOCIALES, SOCIÉTALES ET ENVIRONNEMENTALES	18
Informations sociales	18
Informations sociétales et environnementales	22
Risques d'exploitation des installations	23
I. INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME	24
J. CHANGEMENT DANS LA PRÉSENTATION DES COMPTES	24
K. SPÉCIFICITÉS DE L'UNION INVIVO	24
Information sur les délais de paiement fournisseurs et clients	24
Formation, indemnités des administrateurs	25
Révision coopérative	25
Participation des salariés	25

A. ORGANIGRAMME

Centrale d'achat
en agrofourniture
Logistique & Stockage
InVivo Trading



InVivo Group

HOLDING MÉTIERS

invivo [®] agrosiences	neovia by invivo	invivo [®] retail	invivo [®] wine	invivo [®] food tech
Semences Santé végétale Biocontrôle Agrodigital Expertise & Conseil agricole	Aliments complets Aquaculture Petcare Prémix/ Firme-services Additifs & Ingrédients Santé animale Laboratoire d'analyses	Jardinerie Distribution alimentaire Mise en marché sur les circuits verts	Grands crus Marques premium Distribution & Commercialisation	Digital Market New Food Retail4Food Urban Food

B. GOUVERNANCE

Représentatif de l'ensemble des coopératives sociétaires, le conseil d'administration détermine les orientations stratégiques du groupe. Il est composé de 29 coopératives associés coopérateurs, d'un représentant des associés non coopérateurs et de deux personnalités qualifiées.

Le bureau, composé de sept membres, travaille en étroite collaboration avec la direction générale.

Les administrateurs sont très impliqués dans la stratégie des métiers et participent à leurs travaux. Deux à quatre administrateurs siègent dans chacun des cinq comités de suivi : AgroSciences, Grains, Nutrition animale France, Retail et Vin et au comité stratégique du PPA. Ils examinent les faits marquants de l'activité concernée, sa performance économique et financière, les sujets à approfondir. Ils rendent compte à l'ensemble du conseil d'administration des travaux de leur comité.

Trois comités transverses assistent le conseil d'administration dans ses missions. Le comité d'audit et des risques est en charge du suivi des processus d'élaboration de l'information financière, de contrôle interne et de gestion des risques. Le comité des nominations et des rémunérations examine la politique de rémunération des cadres dirigeants et des membres du comité exécutif proposée par la direction générale. Le comité d'éthique veille au respect de l'éthique au sein du groupe et à l'application du règlement et des statuts de l'Union InVivo.

C. EXPOSÉ SUR L'ACTIVITÉ

Union InVivo

AGROFOURNITURE : PPA, FERTILISANTS

Le PPA (Pôle Partenaires Agrofourniture) a réalisé un chiffre de 1,1 milliard d'euros dont 950 millions d'euros en santé végétale et 160 millions d'euros en semences hybrides (maïs, colza, tournesol). Les ventes de produits de protection des plantes sont en légère baisse en raison d'une moindre pression des maladies au printemps et d'une variation du périmètre des partenaires. Le chiffre d'affaires semences hybrides accuse une baisse plus importante accentuée par la diminution des surfaces de maïs et de colza, l'érosion des prix consécutive à la crise des moissons et l'importance des stocks chez les semenciers.

Créée fin 2016, la centrale de référencement et de négociation en produits de protection des plantes hors brevet, Galaxy, est une réussite sur le plan organisationnel et économique. Son chiffre d'affaires représente plus de 15 % du chiffre d'affaires santé végétale du PPA.

Le retour aux coopératives sous forme de ristournes s'élève à 46,9 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires fertilisants, 136 millions d'euros, est en baisse de 25 % en raison du repli de l'activité consécutif à la crise des moissons et surtout de la baisse des prix. Les volumes d'urée et de solution azotée commercialisés par les centrales d'achat à l'importation ont diminué de 3 % et représentent un tonnage de 663 000 tonnes.

Les consommations d'engrais de type NP/NPK sont aussi en baisse comme très souvent lors des crises agricoles. Sur le site de Loudéac, cette baisse est compensée par un développement des ventes d'engrais auprès de certains clients et de prestations de services logistiques. Face à la concurrence agressive de l'ammonitrate, les ventes en urée stabilisée commercialisée avec les marques InVivo, dont Novius, ont légèrement diminué pour atteindre un tonnage de 55 000 tonnes.

LOGISTIQUE & STOCKAGE

L'activité Logistique et Stockage a été fortement impactée par les mauvaises récoltes de 2016, tant en céréales à paille qu'en maïs. Les chargements sur les silos maritimes et fluviaux ont chuté de 34 %, soit 4,1 millions de tonnes de grains chargées, et le séchage des grains de 18 %.

Mogestiv, commissionnaire de transport ferroviaire, spécialisé dans l'acheminement des grains vers les ports d'exportation, accuse également une forte baisse d'activité.

INVIVO TRADING

InVivo Trading a subi de plein fouet la crise des moissons en France. Les volumes de grains traités par les deux bureaux de Paris et Singapour sont en retrait à 10 millions de tonnes contre 13,8 millions de tonnes en 2015-2016. Le chiffre d'affaires est lui aussi très inférieur à celui de l'exercice précédent, 1,6 milliard d'euros contre 2,3 milliards d'euros en 2015-2016.

InVivo Trading a revu son modèle économique. Elle achète désormais des céréales de toutes origines en Fob ; ses résultats n'affectent pas les coopératives engagées. Ses coûts fixes ont été réduits de façon à oboisser le seuil de rentabilité de l'activité.

Les coopératives engagées ont accès à l'ensemble des outils de l'Union InVivo et en particulier à la plateforme InGrains. La plateforme export InGrains et InVivo Trading travaillent en parallèle. InVivo Trading donnera ses intérêts acheteurs en priorité à InGrains.

InVivo AgroSciences

SEMENCES : SEMENCES DE FRANCE, NOVASEM, DTI SEMENTES

Malgré le contexte difficile en France, grâce à sa dynamique, Semences de France continue sa progression et réalise un chiffre d'affaires de 165 millions d'euros dont 32 hors de France.

L'organisation du marché céréales à paille et protéagineux mise en place par Semences de France depuis sa création, lui a permis de répondre aux besoins de l'ensemble de ses coopératives partenaires et de ses clients. Ses ventes et sa part de marché progressent, confirmant son leadership sur le marché des céréales à paille.

En fourragères et gazon, elle conforte ses parts de marché dans les différentes espèces grâce à l'apport de la génétique Carneau Recherche. De même, elle gagne des parts de marché en maïs, tournesol et céréales hybrides grâce à la richesse de son flux variétal.

Acquise en novembre 2016, la société italienne Novasem a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 3,5 millions d'euros dans la vente de semences en Italie du Nord principalement.

La création en février 2017 de la joint-venture brésilienne DTI Semences avec Agrosol, l'un des leaders de la semence de soja dans le Mato Grosso, illustre la volonté de Semences de France d'investir dans des pays à fort potentiel agricole.

SANTÉ VÉGÉTALE : LIFE SCIENTIFIC, CCAB AGRO, IN-OU

Expert en produits de protection des plantes post-brevet, Life Scientific progresse de manière très satisfaisante pour atteindre un chiffre d'affaires de 27 millions d'euros.

De nouvelles offres ont été développées en Europe, notamment en France avec l'homologation d'un nouvel herbicide maïs et la mise en marché d'une solution fongicide céréales dédiée aux coopératives membres du Pôle Partenaires Agrofourniture (PPA), suite à un accord avec un fournisseur tiers leader. Les relations avec le PPA se renforcent, conduisant à une augmentation de la part de marché des produits Life Scientific dans ce réseau.

En décembre 2016, InVivo AgroSciences a réalisé sa première grande opération hors d'Europe en devenant

l'actionnaire majoritaire de la société brésilienne CCAB Agro, dont elle détient 55 % du capital. Important acteur brésilien des homologations et de la distribution de produits de protection des plantes, CCAB Agro est présent dans huit États et dispose de solides positions dans ceux du Mato Grosso, de Bahia et de Sao Paulo. Avec un chiffre d'affaires annuel de 102 millions de dollars US et d'excellentes performances commerciales, CCAB Agro délivre les résultats attendus sur les six premiers mois post-intégration.

InVivo AgroSciences a également créé une joint-venture avec HVH en Chine, dénommée In-Ou. Les premiers résultats d'essais en vue de l'homologation de produits phytosanitaires en Chine permettent d'espérer un démarrage des ventes en 2020-2021.

BIOCONTRÔLE : BIOLINE

L'intégration de Biotop au sein de Bioline est effective. Bioline affiche un chiffre d'affaires de 27 millions d'euros. Au-delà de la croissance sur les marchés actuels (Europe du Nord, Europe du Sud), un business plan a été engagé sur le marché nord-américain avec la consolidation de l'organisation de la filiale californienne et la création d'une société au Canada.

Bioline qui dispose d'une solide expertise sur les macroorganismes, a initié la vente associée d'acariens prédateurs, d'insectes auxiliaires et de trichogrammes, avec en particulier une belle réussite en cultures maraîchères sous serres en France où la gamme a été élargie et améliorée.

AGRODIGITAL : SMAG, BE API

Smag affiche un chiffre d'affaires de 12 millions d'euros, en hausse de 13 %. Son offre logicielle s'est étoffée suite à l'acquisition de la solution Lea dédiée à la gestion des entreprises de travaux agricoles et du logiciel EuroSemences développé par le groupe Gfi. Ce dernier permet maintenant à Smag de proposer aux obtenteurs et multiplicateurs de semences une offre de gestion complète de toute la chaîne de production.

Smag renforce également son positionnement sur le marché des vins et spiritueux. De nouvelles signatures commerciales avec des maisons prestigieuses apportent une notoriété supplémentaire à l'offre logicielle Agreo Vigne & Vin qui devient pour la profession un outil de référence.

Be Api créée en décembre 2016 pour accélérer le déploiement de l'agriculture de précision sur le terrain s'est structurée à tous les niveaux. Vingt-quatre groupes coopératifs ont rejoint be Api en tant qu'actionnaires la dotant d'un capital de 5 millions d'euros. Son chiffre d'affaires 2016-2017 est de 300 000 euros.

EXPERTISE-CONSEIL AGRICOLE : AGROSOLUTIONS

L'exercice 2016-2017 confirme la justesse du positionnement d'Agrosolutions. Intervenant sur trois domaines : agriculture, filière, territoire, le cabinet d'expertise-conseil élargit ses compétences, notamment juridique et marketing, gagne en notoriété et devient un partenaire de choix pour de nombreux acteurs économiques et institutionnels. Agrosolutions les accompagne dans l'amélioration de leurs achats, de leur modes de production, de la vente de produits et services agricoles et dans la gestion de leurs risques agricoles. Elle est également de plus en plus sollicitée pour participer à des programmes de recherche. Agrosolutions affiche un chiffre d'affaires de 5 millions d'euros.

Neovia

Neovia affiche un chiffre d'affaires consolidé de 1,7 milliard d'euros. Ses résultats sont supérieurs à ceux de l'exercice précédent.

EUROPE DE L'OUEST

L'environnement de marché en Europe de l'Ouest demeure cette année encore assez hétérogène. Dans un marché français toujours en décroissance, les activités de firme-services ont maintenu leur position de leader bien que leur part de marché se soit légèrement érodée. En Espagne, les bonnes positions de la filiale

prémix/firme-services se sont maintenues. Par ailleurs, les résultats de l'Italie, notamment grâce au lancement de la marque Wisium, comme du Portugal, sont globalement en ligne avec les attentes.

Neovia a confirmé sa politique d'investissement dans les services, l'innovation et le digital. En Espagne, Setna développe de nouveaux outils d'aide à la décision dédiés au suivi des élevages porcins. En France, Inzo a lancé Porcing pocket. Eviolis propose une application pour la marque Royal Horse ainsi qu'une application de suivi de ration pour les élevages de bovins viande, Profit4beef.

En janvier 2017, Neovia a acquis la société Agronix, un fabricant français spécialisé dans la production de bolus et de produits diététiques premium destinés aux ruminants et chevaux.

EEAMA

La zone EEMEA apparaît très hétérogène tant au niveau des marchés que des activités. Si la filiale tchèque résiste, la filiale roumaine connaît au contraire des difficultés. La Belgique, à travers la société Bernaqua spécialisée dans l'alimentation larvaire pour l'aquaculture, réalise une très bonne année avec des résultats supérieurs aux attentes.

L'activité export (Afrique et Moyen-Orient notamment) atteint ses objectifs grâce à une bonne maîtrise de ses coûts et à la signature de nouveaux contrats importants.

L'Afrique du Sud réalise de bons résultats au cours de l'exercice. Une bonne performance qui a notamment été portée par le lancement de Wisium, la marque prémix/firme-services internationale de Neovia, l'acquisition de la société de prémix Pennville en novembre 2016 et l'inauguration d'un centre de stockage et de distribution.

AMÉRIQUE DU SUD

Dans un environnement macroéconomique extrêmement chahuté et en dépit d'un marché national du ruminant ralenti (lait et viande) combiné à une importante crise sanitaire (crevette), le Brésil a réalisé une performance supérieure à l'année dernière bien que légèrement inférieure aux attentes.

Le développement de l'activité petfood s'est poursuivi.

En septembre 2016, la filiale brésilienne a procédé à une acquisition majeure : Nutrizon.

Le rachat de Nutrizon renforce la couverture géographique de Neovia au Brésil et conforte ses positions en aquaculture, petfood et ruminants.

AMÉRIQUE CENTRALE

La filiale mexicaine de Neovia dépasse les objectifs fixés et réalise de très bons résultats dans les activités petfood et prémix/firme-services. L'activité petfood confirme notamment sa montée en puissance via un renforcement de ses parts de marché dans un contexte global de croissance de l'activité.

L'activité prémix/firme services a réalisé une bonne performance grâce à l'effet conjugué du déploiement de la marque Wisium et de l'acquisition d'Apligén en avril 2017. Apligén réalise un chiffre d'affaires d'environ 30 millions d'euros et dispose de fortes positions en ruminants et porc.

ASIE

Les résultats de Neovia en Asie sont hétérogènes mais globalement en ligne avec les attentes.

Aux Philippines, l'intégration de Popular Feedmill acquise en mai 2016 s'est réalisée dans de bonnes conditions et les résultats sont bons.

La Chine réalise également une bonne performance opérationnelle cette année, grâce aux effets conjugués de la croissance de ses ventes de prémix et au bon démarrage de contrats de services majeurs. Neovia a renforcé sa présence sur le marché chinois grâce à une prise de participation majoritaire dans la société Sanpo, 5^{ème} acteur du marché chinois du petfood.

Le Vietnam a bénéficié d'une bonne dynamique mais le second semestre a été marqué par une crise sanitaire touchant les élevages porcins du pays. La performance apparaît donc contrastée selon les régions du pays avec une perte de volumes en porc partiellement compensée par une bonne dynamique des segments canard, poulet et aquaculture. Adossée à la filiale vietnamienne, l'activité au Cambodge se développe progressivement grâce à une politique commerciale active et efficace.

L'Indonésie maintient ses positions dans un marché local de la volaille difficile. Un phénomène partiellement compensé par une stratégie de diversification accrue de son offre de produits et services (caille, canard).

La filiale indienne, malgré des difficultés conjoncturelles, poursuit le développement de son offre de prémix/ firme-services.

ADDITIFS & INGRÉDIENTS

La filiale additifs & ingrédients de Neovia a réalisé une excellente performance au cours de l'exercice avec une progression forte de l'activité dans la majeure partie de ses lignes de produits : bioactifs, sapidité et minéraux.

Dans un marché en croissance, la filiale a su développer ses réseaux de distribution tout en maîtrisant globalement ses coûts. L'activité a ainsi connu un fort développement en Amérique du Nord et en Asie du Sud-Est et une progression moindre dans les zones ex EMEA et Amérique centrale.

L'acquisition de Keybio en Chine lui permet d'accélérer son développement dans ce pays, premier marché mondial en nutrition animale, et de renforcer la puissance de ses réseaux de distribution.

SANTÉ ANIMALE

Le marché confirme son intérêt pour les activités hygiène et diététique ainsi que la bonne dynamique des solutions médicamenteuses dans les pays émergents. Dans ce cadre, le repositionnement de l'activité santé animale devrait lui permettre de bénéficier à plein de la croissance à venir.

LABORATOIRE D'ANALYSES

InVivo Labs devient Upscience. Cette nouvelle marque incarne la dynamique de développement internationale amorcée par le réseau de laboratoires d'analyses depuis 2014.

Les trois laboratoires français ont confirmé leur dynamique de croissance par rapport à l'exercice précédent, notamment au dernier trimestre. Neovia a également annoncé en fin d'exercice l'acquisition de Labtec, un laboratoire d'analyses brésilien situé dans l'État de São Paulo.

InVivo Retail

InVivo Retail réalise un chiffre d'affaires consolidé de 574 millions d'euros.

JARDINERIE : GAMM VERT, NALOD'S

Gamm vert affiche des résultats satisfaisants sur un marché mature et stable. Les ventes sont en progression de 3 % sur l'année. La croissance est tirée par le végétal et le jardin qui ont progressé de 6 % au printemps, les conditions climatiques ayant été propices au jardinage. Ces bons résultats récompensent les efforts effectués au niveau de l'offre sur la pépinière et la serre chaude.

L'adaptation aux nouvelles réglementations sur la vente assistée des produits phytosanitaires aux particuliers, avec présentation des produits sous vitrine depuis janvier 2017, a été remarquablement bien opérée par le réseau. Ce rayon a fait preuve d'un bon dynamisme porté par l'élargissement de la gamme de produits UAB (utilisables en agriculture biologique) et le perfectionnement du conseil client.

L'exercice a été plus difficile sur l'univers animal en raison d'une concurrence très agressive notamment de la vente en ligne. A noter toutefois les bons résultats de la marque privée Pure développée par Néodis pour Gamm vert.

L'offre alimentaire proposée, soit dans un rayon soit dans un espace plus grand, Les Sens du Terroir, connaît cette année encore une très belle progression, +8 %.

En vêtements-chaussants, après une période d'extension des gammes, l'enseigne a fait le choix de resserrer son offre autour des essentiels : vêtements et chaussants pour le travail agricole, le jardinage et la nature.

L'intégration de Plantes et Jardins dans la stratégie omnicanal de Gamm vert est en bonne voie avec pour objectif de devenir le site de vente en ligne du réseau Gamm vert.

Très végétalisés, les réseaux Delbard-Jardinerie du Terroir ont bénéficié cette année d'un contexte favorable. Une très belle dynamique s'est enclenchée dans le réseau Delbard autour du renouvellement de l'offre. Le nouveau concept La boutique de la rose se déploie. Il ancre l'image et la très forte notoriété de l'enseigne qui s'est construite autour de cette fleur. Testé depuis l'an dernier, le développement d'une offre de produits alimentaires axée sur les spécialités de terroir est bien parti. L'exercice 2016-2017 est aussi celui du déploiement des nouvelles offres sous marque distributeur. Les premiers résultats sont positifs notamment en animalerie et petfood où la marque distributeur renforce la croissance de ces rayons.

DISTRIBUTION ALIMENTAIRE : FRAIS D'ICI

Un important travail a été effectué sur le modèle de magasin associé Frais d'ici - Gamm vert. Ce modèle a deux avantages : un point mort assez bas, un niveau d'investissement moindre. Par ailleurs, il permet de contribuer à la dynamisation des jardinerie.

MISE EN MARCHÉ : NÉODIS

Néodis renforce ses offres grand public sur ses trois lignes de produits majeures : petfood, biodiversité et anti-nuisibles et affiche un chiffre d'affaires de 47 millions d'euros. En petfood, la gamme d'aliments premium Pure réalise de belles performances. Avec le rachat de Billaud Grains en janvier 2017 et de la marque Pictou, Néodis élargit son positionnement sur l'univers porteur de la biodiversité au jardin. En B to B, les ventes d'insecticides pour la protection des grains stockés ont pâti de la crise des moissons et des évolutions de la réglementation sur la désinsectisation des denrées stockées.

InVivo Wine

InVivo Wine réalise un chiffre d'affaires consolidé de 36 millions d'euros au 30 juin 2017.

Avec neuf structures adhérentes au pôle Vin de l'Union InVivo représentant 23 coopératives, InVivo Wine dispose d'une base viticole solide. Les premiers contrats d'apports ont été signés cette année. 215 000 hectolitres ont été contractualisés et pour partie préfinancés.

À fin juin 2017, suite à la révision du pacte d'actionnaires avec Vinadeis, Mestrezat Grands Crus et Cordier sont détenues à 100 % par InVivo Wine qui doit également prendre le contrôle et le management des réseaux Asie et Amérique du Nord de Vinadeis.

L'ensemble InVivo Wine est aujourd'hui constitué de Cordier et Mestrezat Grands Crus, du partenariat avec Vinadeis, du groupe néerlandais Baarsma Wine acquis en juin 2017 et des filiales InVivo Asia et InVivo America en cours de structuration. Il représente un chiffre d'affaires global de 270 millions d'euros. Avec ses différentes entités, InVivo Wine détient déjà un portefeuille de marques reconnues : Cordier, La Tulipe, Canei, Slurp et Mestrezat Grands Crus.

Mestrezat Grands Crus a réalisé une belle campagne primeur millésime 2015 et 2016 et a activé de nouveaux réseaux commerciaux :

La marque Cordier - Enjoy la Vie est entrée dans sa phase de développement commercial. Elle sera distribuée en exclusivité en France dans le réseau national Monoprix. Elle est également présente en Chine, où InVivo Wine a signé un accord de référencement avec le géant de l'agroalimentaire Cofco pour une distribution nationale dans son réseau Cofco Wine, au Japon chez Sapporo et aux États-Unis chez le distributeur new-yorkais Vintners Alliance.

D. EXPOSÉ SUR LES RÉSULTATS

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 5,5 milliards d'euros contre 6,4 milliards d'euros l'exercice précédent. Cette contraction d'activité est portée principalement par l'activité de commerce international de grains dont le chiffre d'affaires décroît de près de 30 %.

L'Ebitda s'élève à 133,4 millions d'euros en progression de près de 15 % par rapport à l'exercice précédent. Dans un contexte conjoncturel particulièrement défavorable – crise des moissons de l'été 2016, crises sanitaires et économiques dans les filières d'élevage, situations économiques et politiques complexes dans plusieurs zones géographiques majeures pour le groupe – le résultat d'exploitation qui affiche un bénéfice de 78,9 millions d'euros contre 66,8 millions d'euros l'exercice précédent, montre la résilience du modèle économique global d'InVivo et encourage à accélérer le plan de croissance *Skyline*. Cette performance est directement liée aux actions entreprises par le groupe et les métiers : poursuite active des croissances externes et savoir-faire d'intégration, accélération des restructurations, investissement dans l'innovation et la transformation numérique, modernisation des outils industriels et IT pour développer la compétitivité, déménagement du siège opérationnel et transformation des modes de fonctionnement métiers/corporate.

Le résultat exceptionnel affiche une charge de 12,2 millions d'euros contre un bénéfice 20,1 millions d'euros l'exercice précédent. Les principaux contributeurs au résultat exceptionnel sont :

- des plus-values de cessions des deux étages situés à Paris, avenue de Malakoff par l'Union InVivo, des wagons et du silo de Baja (Hongrie) par InVivo Grains,
- des charges exceptionnelles liées à la crise des moissons,
- des provisions constituées pour couvrir les coûts générés par les projets de transformation de l'organisation du groupe tels que les projets *Corporate 2025*, l'arrêt des activités DIAE et agroéquipement, la réorganisation du prémix, le coût de la sortie des entités roumaines de Neovia, des dépréciations de logiciel en France et des honoraires dans le cadre de projets de croissance externe.

Rappelons que le résultat exceptionnel de l'exercice précédent avait été marqué par la plus-value de cession de l'immeuble situé à Paris avenue de la Grande Armée à une SCI dans laquelle InVivo est actionnaire à 29 %.

Le résultat net de l'ensemble consolidé ressort à un bénéfice de 34 millions d'euros contre un bénéfice de 55 millions d'euros l'exercice précédent.

Le résultat net part du groupe présente un bénéfice de 18,1 millions d'euros contre 40,2 millions d'euros l'exercice précédent.

E. ÉVOLUTIONS PRÉVISIBLES

L'Union InVivo va poursuivre ses activités statutaires destinées à apporter une offre de services aux coopératives adhérentes, leur procurant une valeur ajoutée additionnelle et une différenciation concurrentielle à travers ses activités de centrale d'achat d'agrofournitures (PPA), fertilisants, production de semences hybrides.

Dans le palier coopératif, InVivo va poursuivre la transformation de son business model de trading de céréales, engagée depuis deux ans. L'ambition est de devenir un niche player global du trading de grains, en diversifiant le portefeuille d'espèces traitées et en développant de nouvelles activités à marge récurrente, tout en déployant la nouvelle politique des engagements et la plateforme d'export digitale InGrains.

Au sein du palier InVivo Group, les holdings métiers poursuivent leurs plans de développement dans le cadre défini par le conseil d'administration.

F. ÉVOLUTIONS POSTCLÔTURE

- Le 4 juillet 2017, le groupe InVivo a procédé à l'acquisition à 100 % du groupe néerlandais Baarsma Wine. Avec un chiffre d'affaires de 210 M€ et plus d'une dizaine de filiales implantées aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Belgique, en Suisse et en Afrique du Sud, le groupe Baarsma Wine est l'un des leaders européens de la distribution du vin. Cette acquisition va permettre à InVivo Wine de construire une plateforme de distribution qui disposera de la taille critique requise pour mettre le cap sur l'international.
- Le 12 juillet 2017, le groupe a procédé au rachat des minoritaires de la société FRI Semences et pris le contrôle à 100 % de la société, pour 33,1 M€.
- Le groupe est également engagé à procéder à une augmentation de capital qui portera sa participation à hauteur de 66 % dans la société Sofagri, pour 29 M€. Sofagri est une holding coopérative comprenant Union InVivo, Union Seveal, Axéreal, ainsi que d'autres coopératives.
- Le 12 septembre 2017, la société Sofagri a procédé au rachat des minoritaires de la société Phyteurop, qu'elle détient désormais à 99 %. Phyteurop est une société française de formulation et de mise en marché de produits de protection des plantes. Cette opération vise à répondre aux attentes des agriculteurs d'avoir accès à des produits de protection des plantes dont l'origine de formulation est sécurisée.
- Le 28 juillet 2017, InVivo Retail a conclu un accord avec Axéreal et Terrena, en vue de l'acquisition de 90 magasins Gamm vert, actuellement exploités séparément en franchise par Agralys Distribution (groupe Axéreal) et Terrena Grand Public.
- Le 10 juillet 2017, conformément à l'accord de transaction signé le 25 novembre 2016, Pancosma Feed Additive Co. Ltd. a acquis une participation de 80 % dans Jiangsu Keybio Biology Technology Co. Cette acquisition a pour but d'accélérer le développement de l'Additif sur le marché chinois. Le groupe détient un droit de préemption pour l'acquisition des 20 % restant qu'il a la possibilité d'exercer dans un délai de 2 ans. La société a changé de dénomination sociale pour devenir Pancosma Jiangsu Feed Additive Co. Elle sera consolidée par intégration globale à partir de juillet 2017.
- Le 5 juillet 2017, conformément à l'accord de transaction signé le 18 mai 2017, Total Alimentos a acquis la totalité des actions dans la société Labtec Laboratorio de Ciencia e Tecnologia S.A. Ce laboratoire d'analyses brésilien de dernière génération est situé dans l'État de São Paulo. Cette acquisition permet au groupe de renforcer ses activités au Brésil, d'élargir son portefeuille d'analyses, et de se positionner comme l'un des acteurs clés du pays en matière de sécurité et de traçabilité alimentaire.

G. RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT

InVivo imagine et met en œuvre des solutions pour répondre aux défis alimentaires et environnementaux. Les moyens importants alloués à la R&D, les partenariats signés avec les établissements d'enseignements supérieurs et organismes de recherche en France et à l'étranger, sont dédiés à la recherche de solutions pour aider les agriculteurs et les éleveurs à produire plus et mieux en tenant compte des contextes et enjeux locaux.

Recherche & Développement InVivo Agriculture

D'ici à 2025, InVivo Agriculture ambitionne de devenir un acteur majeur du biocontrôle et un leader de la smart agriculture. La signature de partenariats, le développement par croissance externe, mais aussi l'intensification de la R&D, pour les coopératives du réseau et très souvent avec elles, contribueront à atteindre cet objectif.

Au sein de la smart agriculture, InVivo Agriculture est convaincu que l'agriculture de précision, qui consiste à moduler les interventions culturales et les doses d'intrants (semences, fertilisants, produits de protection des cultures, eau) en fonction de la variabilité intraparcellaire des sols et des besoins des cultures a beaucoup à apporter pour construire une agriculture qui permettra de produire plus et mieux, de répondre aux enjeux du développement durable.

SEMENCES

Semences de France développe une activité recherche dans la création variétale de graminées fourragères, à gazon et plantes d'intercultures. Cette activité précédemment menée par la SA Carneau est basée à Beuvry-la-Forêt (59). Cinq nouvelles variétés ont été inscrites en France sur cet exercice et quatre en Europe.

Concernant la recherche sur les plantes fourragères (ray-grass anglais, ray-grass d'Italie, dactyle, fétuque élevée,...) l'année 2017 a permis d'appréhender la productivité fourragère en conditions de stress hydrique et d'améliorer la résistance aux maladies notamment à la rouille. Plus de 6000 parcelles d'essais ont été observées ; plus de 50000 plantes en pépinière ont été notées pour évaluer leur valeur.

Précurseur sur les plantes d'intercultures, Semences de France a pour objectif de rester un acteur majeur sur ces cultures en Europe. Cette année encore, de nouvelles variétés de vesce et de moutarde ont été inscrites à sa gamme.

Sur les espèces pour gazon (ray-grass anglais, fétuque rouge, fétuque élevée), un effort particulier est fait sur la sélection de matériel génétique moins exigeant en eau et en intrants en général.

BIOCONTRÔLE

Les travaux de R&D en matière de biosolutions portent sur le développement de macroorganismes, insectes et acariens auxiliaires destinés à la lutte biologique pour les usages professionnels (grandes cultures, vigne, cultures maraîchères et fruitières, espaces verts) et grand public.

Bioline poursuit ses recherches pour élargir le champ d'application des trichogrammes pour lutter contre les tordeuses de la vigne et la pyrale du soja. Sur vigne, les travaux portent sur les méthodes d'application optimales et la compréhension des interactions avec les produits conventionnels, notamment le soufre, afin d'être capables de positionner le produit dans un programme de lutte intégrée. Des travaux complémentaires sont également en cours en vue d'obtenir des homologations, en Europe centrale et Amérique du Nord, des trichogrammes utilisés pour lutter contre la pyrale du maïs et la mineuse de la tomate.

La recherche de nouvelles techniques d'application des trichogrammes, notamment pour l'épandage automatique de diffuseurs sur maïs (T-protect) progresse.

Concernant les acariens, trois brevets ont été déposés pour la production et la formulation d'acariens prédateurs utilisables en serres et en cultures de fraise.

Concernant les biostimulants, Bioline teste des produits de confrères au champ, dans des conditions variées. L'équipe a notamment lancé un certain nombre d'essais en collaboration avec la société italienne Valagro, afin de valider l'efficacité de produits nouveaux, que Bioline aura en codistribution.

EXPERTISE-CONSEIL

Agrosolutions participe au programme de recherche Vancouver : Étude de l'impact des couverts végétaux sur le contrôle des mauvaises herbes. Ce projet Casdar d'une durée de trois ans associe plusieurs partenaires : Inra, Arvalis, Terres Inovia, Agrosolutions, le Creab et l'Itab (agriculture biologique) et quelques lycées agricoles.

Agrosolutions est également impliqué aux côtés de l'Inra (Institut national de recherche agronomique) dans les programmes de recherches européens, Iwmpraise et Diverimpacts, qui concernent respectivement la gestion intégrée des mauvaises herbes et l'étude des perspectives de diversification des assolements et leurs impacts sur les territoires et les filières.

Agrosolutions a également investigué la performance des exploitations agricoles en finançant plusieurs thèses en collaboration avec l'Inra dont les travaux portent sur la robustesse des exploitations et la résilience face aux aléas climatiques notamment ainsi que sur la triple performance (agronomique, économique et environnementale) et les conditions de son expression. L'originalité de ces thèses repose en grande partie sur l'analyse des données des agriculteurs (base de données Dephy-FermeEcophyto) et sur le data scientist qui ont permis d'aboutir à la création d'indicateurs de performance et de robustesse qui accompagneront le conseil demain.

SMART AGRICULTURE

Pour saisir les opportunités de développement du projet *2025 by InVivo* et accélérer son expansion dans le domaine de l'agriculture digitale, tant en France qu'à l'international, InVivo Agriculture renforce les moyens de son pôle agrodigital.

La plateforme agrodigitale s'appuie sur l'expertise informatique de Smag pour permettre au groupe d'accélérer le déploiement de ses projets à forte intensité digitale : équiper les agriculteurs de solutions web et applications mobiles, se déployer sur de nouveaux marchés internationaux, investir dans d'autres domaines du big data tels que les objets connectés ou l'exploitation massive de données.

Véritable hub de supervision des objets connectés installés sur une exploitation agricole, *IoT* développé par Smag a été primé aux *Sima Innovation Awards 2017*. La mise en place d'une alliance autour de la plateforme va permettre d'étendre la communauté des partenaires *IoT* et des objets compatibles *IoT*.

Datacrop, le modèle de prévision du rendement et de la qualité des récoltes de céréales a été testé à grande échelle. Un data lake collectant des données satellitaires, météo et agronomiques a permis pendant plusieurs mois de générer des prévisions de rendement sur blé. 150 000 parcelles ont fait l'objet d'un calcul quotidien réactualisé. Ce programme de recherche a été primé lors des *Talend Awards 2017*.

En parallèle, le studio agrodigital inauguré en février 2017. Hébergé dans les locaux de Smag à Montpellier, l'équipe rassemble quatre personnes aux compétences complémentaires (chef projet, consultant innovation, designer UX UI, data scientist) et accompagne la transformation digitale des projets d'*InVivo Agriculture*, mais aussi plus largement des coopératives sociétaires ou d'autres clients et partenaires extérieurs, grâce notamment à une approche méthodologique adaptée.

Un living lab à grande échelle se met en place au travers du réseau *Fermes LEADER* pour tester l'ensemble des nouvelles techniques et solutions qui permettront de construire la smart agriculture.

Aux travaux du réseau *Fermes LEADER* viennent s'ajouter ceux de *be Api* sur l'agriculture de précision.

Fort de l'expertise de la société *DéfiSol Services*, de son réseau de coopératives impliquées dans le développement de l'agriculture de précision, *be Api* structure sa R&D en s'appuyant sur un comité technologique regroupant 14 représentants de coopératives qui a déterminé les actions à mener :

- acquérir localement des références agronomiques, environnementales et économiques ;
- évaluer les capteurs, équipements et nouvelles technologies en agriculture de précision ;
- améliorer les processus utilisés dans la réalisation des prestations pour en améliorer leur qualité ou leur compétitivité ;
- adapter aux contextes locaux les prestations et les règles de décision entrant dans l'établissement des conseils et de la modulation intraparcellaire ;
- continuer à innover et concevoir de nouvelles prestations notamment dans le domaine de la modulation des produits de protection et la gestion de la qualité organique des sols.

En relation étroite avec le comité technologique, *DéfiSol Services* formalise le catalogue d'actions, accompagne les coopératives partenaires dans la mise en œuvre des expérimentations et des actions et réalise annuellement la synthèse des résultats qu'elle partage avec les coopératives *be Api*.

DéfiSol Services et *be Api* participent à des projets de recherche ayant trait à l'agriculture de précision (utilisation de l'imagerie aérienne pour caractériser l'état de surface des sols, utilisation de drones longue portée pour faciliter le pilotage des cultures).

Le réseau des 400 agriculteurs mettant déjà en œuvre l'agriculture de précision constitue un accélérateur d'innovation. Force de proposition, *be Api* s'appuie sur leur motivation pour identifier des thèmes des méthodes d'études. Un projet ambitieux sur l'utilisation des images satellitaires *Sentinel* (déjà utilisé par *be Api* et *DéfiSol Services* depuis deux ans maintenant) pour caler la meilleure façon de les valoriser avec l'implication d'agriculteurs motivés a été lancé en Normandie.

Recherche & Développement Neovia

Neovia a pour ambition de figurer parmi les entreprises les plus novatrices du secteur de la nutrition et de la santé animale au niveau mondial. Aussi, les fonctions innovation et R&D sont au cœur du dispositif de développement de l'entreprise, contribuant à renforcer ses sept activités dans l'ensemble de ses zones d'implantation à travers une approche multispéc.

CINQ CHAMPS D'INNOVATION PRIORITAIRES

Au début de l'exercice 2016-2017, Neovia a inauguré We'nov, son centre mondial de l'innovation, situé en Bretagne (France) au sein du siège de la société. Ce centre pluridisciplinaire permet à l'ensemble des équipes de Neovia (R&D, formulation, veille marché, design lab, marketing, digital, experts espèces, business développement) de travailler en mode projet afin de mettre au point des solutions et services innovants.

L'ouverture de We'nov a été l'occasion d'accélérer la mise en œuvre d'un processus d'innovation repensé, visant à multiplier, fiabiliser et accélérer le développement et la mise en marché de solutions innovantes. Cette approche s'organise autour de processus internes adaptés aux enjeux d'un monde toujours plus connecté et évolutif.

Dotée d'une gouvernance et d'un suivi de projet dédié, la fonction innovation de Neovia vise à accélérer la mise au point de produits et services innovants dans cinq champs d'innovation prioritaires : smart farming, interactive petline, optimisation des ressources, aquaculture intensive et ingrédients fonctionnels.

UNE INNOVATION OUVERTE, DES PARTENARIATS MULTIPLES

Au-delà du travail sur les processus internes, la démarche innovation de Neovia vise à associer étroitement les acteurs des écosystèmes français et internationaux de Neovia : coopératives partenaires, clients, fournisseurs, instituts de recherche, universités, pôles de compétitivité, start-up.

Dans ce cadre, Neovia a continué à renforcer sa politique de partenariats au cours de l'exercice afin de mener des projets d'innovation incrémentale en étroite relation avec les partenaires de référence de son secteur. L'entreprise dispose de partenariats de premier plan au niveau mondial ainsi qu'au sein de l'ensemble de ses marchés d'implantation (Inra en France, Wageningen aux Pays-Bas).

Dans cette logique de co-innovation, Neovia a également décidé de créer un fonds d'investissement dédié aux projets et sociétés innovantes en France comme à l'international : Neovia Venture. Daté de 5 millions d'euros, ce fonds a vocation à prendre des participations minoritaires dans des sociétés innovantes en lien direct ou indirect avec la stratégie de moyen terme et les cinq champs d'innovation prioritaires définies par Neovia. Deux prises de participation ont d'ores et déjà eu lieu dans le domaine des objets connectés.

LA FERME DE FUTUR : UN PROJET MAJEUR

Dans la continuité de sa nouvelle politique Innovation amorcée en 2013, Neovia a lancé au cours de l'exercice 2016-2017 un chantier visant à repenser sa fonction R&D et à orienter davantage son organisation autour des attentes des clients. Suite à un benchmark avec les secteurs les plus innovants, Neovia a décidé d'adapter progressivement ses méthodes et pratiques pour mieux capter et intégrer les attentes évolutives des clients et consommateurs mais également dessiner les contours de la recherche nutritionnelle des années à venir.

Dans ce cadre, Neovia a lancé cette année le projet de Ferme du futur. Ce projet, qui se matérialisera d'ici 2020, poursuit trois objectifs : révolutionner et projeter la R&D dans le futur (modélisation, alimentation de précision, analyses comportementales), favoriser les interactions entre éleveurs et consommateurs, et enfin, proposer une vitrine technologique en mode test & learn et collaboratif (partenariats) au service de l'élevage durable de demain (pilote prédictif, e-farmer).

Le projet de Ferme du futur sera constitué d'un centre névralgique situé en France (Saint-Nolff et Chierry) et d'un réseau international (Brésil dans un premier temps puis Asie) de fermes du futur connectées. Ce réseau sera constitué de fermes détenues en propre (stations expérimentales de Neovia dans le monde) ainsi que de fermes privées ou publiques partenaires.

Dans une approche ouverte et collaborative, l'entreprise a lancé en mai 2017 un appel à solutions pour amorcer le développement de ce projet et identifier les meilleures opportunités de collaboration autour de trois thèmes principaux : easy farming, sustainable farming et precision farming.

Neovia confirme sa volonté et son ambition de mettre l'innovation au cœur de son projet d'entreprise, un projet d'entreprise ouvert qui doit lui permettre de relever, avec ses partenaires, les enjeux de l'alimentation de demain au service d'une croissance durable.

H. INFORMATIONS SOCIALES, SOCIÉTALES ET ENVIRONNEMENTALES

Le groupe InVivo place en tête de ses priorités la qualité dans toutes ses composantes. L'attention portée au professionnalisme des collaborateurs, à la sécurité des activités et la santé des personnes, au respect de l'environnement sont une garantie pour ses collaborateurs et ses clients.

Ces exigences ont été fortement réaffirmées lors de l'élaboration du plan stratégique 2025 by InVivo. La valorisation du capital humain et le déploiement d'une politique de responsabilité sociétale et environnementale sont deux des cinq leviers de performance du groupe.

Informations sociales

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

Le groupe InVivo compte en moyenne sur l'exercice 2016-2017, 10 200 salariés : 2760 en France, 7440 à l'international. Les équipes les plus nombreuses se trouvent au Mexique, au Brésil et au Vietnam. La présence aux Philippines s'est fortement renforcée.

En France, les effectifs d'InVivo Agriculture sont en hausse (+ 8,8 % en moyenne sur l'exercice), principalement liée au développement des activités de big data agricole au sein de Smag et à l'effet « année pleine » de la reprise de la société Carneau au sein de Semences de France. Agrosolutions enregistre un recul de ses effectifs moyens, principalement lié à des mobilités au sein du groupe et à l'arrêt au sein de cette structure des activités liées au big data agricole. Le pôle Agriculture s'internationalise fortement avec l'intégration de Bioline, implantée principalement aux USA et au Royaume-Uni, et l'acquisition des sociétés DTI Semences et CCAB Agro au Brésil.

Chez Neovia, l'effectif en France est en hausse (+ 4 % en moyenne sur l'exercice), avec un renforcement notable des équipes sur Neovia SAS et Sermix. À l'international, l'effectif est en forte hausse (+ 11,6 % en moyenne sur l'exercice), principalement liée au renforcement des effectifs aux Philippines et à l'acquisition de nouvelles filiales, notamment Nutrizon au Brésil et Pennville en Afrique du Sud. En Europe, les effectifs moyens sont stables.

Les effectifs moyens des pôles Grand Public et Vin sont stables par rapport au précédent exercice.

La crise céréalière de 2016 a fortement pénalisé l'export de blé d'origine française et l'ensemble des acteurs de la filière du blé, déjà sous tension dans un contexte international hautement concurrentiel. La dégradation brutale de la situation a nettement impacté la société InVivo Trading, malgré les mesures préalablement mises en place pour accroître sa capacité de résistance face aux aléas du marché, et confirmé la nécessité de redéfinir son positionnement stratégique et transformer en profondeur son modèle économique. Dans ce contexte, InVivo Trading a entrepris, en lien avec les coopératives sociétaires, une restructuration de ses activités incluant une mesure de réduction de ses effectifs, dont les modalités ont été négociées avec les partenaires sociaux et dont les effets seront visibles sur l'exercice 2017-2018.

Les effectifs au siège d'InVivo sont en léger recul, en raison principalement du transfert de compétences dans les métiers dans le cadre d'un plan de transformation des fonctions corporate.

POLITIQUE SOCIALE

Le groupe InVivo accélère sa transformation aux fins de répondre aux objectifs fixés dans le plan stratégique 2025 *by InVivo*. Les fonctions RH du groupe se positionnent en business partners pour accompagner les transformations des entreprises et des métiers, leur croissance et leur internationalisation qui s'intensifie, tout en véhiculant les valeurs d'InVivo : Humanisme, Engagement, Innovation, Esprit d'Équipe et Enthousiasme et en fédérant les équipes autour des projets d'entreprise.

L'accord d'intéressement France, signé le 22 décembre 2015 et applicable jusqu'à la fin de l'exercice 2017-2018, s'inscrit dans cette logique. Trouvant sa source dans les orientations stratégiques du groupe, le dispositif d'intéressement d'InVivo est depuis deux ans fonction d'un critère financier unique et porteur de sens (Ebitda), directement lié aux objectifs contenus dans le plan *Skyline*. Le poids de la part métier (75 %) vise à renforcer l'adhésion des salariés à leur métier et à les intéresser plus étroitement à la performance de celui-ci. L'ensemble des collaborateurs sont ainsi mobilisés et intéressés à un projet commun reposant sur le développement du groupe et l'amélioration de ses résultats.

L'accompagnement des hommes et leur mobilisation sont au cœur de la conduite du changement au sein d'InVivo. Il faut créer un état d'esprit ouvert, développer les compétences et identifier les freins et les opportunités à la conduite du changement. Dans ce cadre, le travail de pédagogie et le resserrement des liens sociaux sont essentiels. La DRH, qui dispose d'une vraie culture en matière de relation sociale, joue un rôle central d'animation et de fédération des équipes InVivo autour des huit leviers de transformation du groupe :

- Digitalisation
- Transformation des organisations
- Internationalisation
- Relations aux start-up
- Intrapreneuriat
- Talent Management
- Intégration sociale
- Qualité sociale

La DRH impulse un changement de culture en profondeur pour créer les conditions propices à l'émergence d'idées novatrices, de nouveaux modèles, au lancement de nouveaux projets et activités. L'encouragement et l'accompagnement des initiatives individuelles et collectives favorisent l'épanouissement au travail et renforcent l'attractivité d'InVivo.

La transformation du groupe trouve directement corps dans la définition de la politique sociale d'InVivo et les actions de la DRH.

DIGITALISATION

La DRH a accompagné la transformation d'InVivo vers un groupe plus digital, et impulsé un changement de culture autour de nouvelles méthodes et organisations du travail.

L'accompagnement du déménagement du siège parisien à La Défense (tour Carpe Diem) en est une illustration majeure. Pour faire adhérer les femmes et les hommes d'InVivo au projet, la DRH a privilégié une approche participative, de coconstruction permettant aux partenaires sociaux, comme à chacun, de participer à la définition et à l'aménagement des nouveaux espaces de travail et à l'élaboration de nouvelles règles de vie.

Pour accompagner cette démarche de digitalisation, la DRH a souhaité permettre et encadrer au sein du groupe InVivo de nouvelles formes d'organisation du travail facilitées par les évolutions des technologies de l'information et de la communication, plus agiles, innovantes et tournées vers l'individu, au service de la performance individuelle et collective. L'accord de groupe sur le télétravail signé avec les partenaires sociaux le 19 août 2016, participe de cette volonté en créant un dispositif innovant, agile, adaptable aux situations et besoins respectifs de chaque entreprise, et susceptible d'accompagner ses évolutions futures. Cette nouvelle forme d'organisation du travail contribue à impulser un changement de culture des relations au travail et de la relation managériale, en lien avec les valeurs notamment d'humanisme et d'engagement d'InVivo.

TRANSFORMATION DES ORGANISATIONS ET INTRAPREUNARIAT

La DRH contribue à la transformation des organisations aux fins de s'adapter aux nécessités et enjeux des métiers, et au lancement de nouveaux métiers tels que la filiale Ouifield, mise en place en février 2017 aux fins de mettre à disposition des acteurs du monde agricole, une plateforme numérique d'achat de biens et services.

Par ailleurs, faisant suite à une réflexion approfondie menée sur la place et le rôle du corporate dans le groupe, un plan de transformation des fonctions corporate a été mis en œuvre sur l'exercice 2016-2017 aux fins d'apporter les services les plus performants aux métiers, avec une organisation agile et pertinente. La DRH s'est appliquée la même exigence au service du groupe, ce qui s'est notamment traduit par le transfert aux métiers des compétences nécessitant une plus grande proximité avec le terrain (notamment recrutement, gestion de carrière, hygiène et sécurité) et le recentrage des fonctions RH groupe sur des missions plus régaliennes.

INTERNATIONALISATION ET TALENT MANAGEMENT

Dans le cadre du déploiement du plan stratégique *2025 by InVivo* et de l'augmentation significative des déplacements à l'international des collaborateurs, le groupe s'est doté d'une politique de sécurisation des déplacements, applicable depuis janvier 2016. Outre un processus de validation des déplacements sur les zones identifiées comme les plus risquées, chaque collaborateur appelé à se déplacer à l'international est accompagné pour préparer son départ dans les meilleures conditions, mettre en place les mesures préventives nécessaires et bénéficie sur place d'une assistance médicale et sécurité efficace. Pour soutenir cette politique, un partenariat a été signé avec la société International SOS, leader mondial de l'assistance médical et sécurité.

En parallèle, le groupe accélère ses efforts pour promouvoir la mobilité et l'accompagnement des carrières en France et à l'international. Cette dynamique qui s'est largement intensifiée ces dernières années, démontre que la mobilité est devenue un moyen d'ouvrir les équipes sur le monde, de créer de la valeur et d'offrir des parcours de carrières dynamiques et motivants aux cadres dirigeants mais aussi aux jeunes talents et à tous les collaborateurs. Au moment où le groupe grandit et s'internationalise, les mobilités professionnelles et géographiques contribuent à la diffusion d'une culture commune.

INTÉGRATION SOCIALE

Le groupe capitalise sur son expérience et le recrutement de compétences spécifiques en vue de développer et promouvoir une politique d'intégration des nouvelles filiales, en France comme à l'international, en intégrant la dimension sociale. Les efforts déployés sur l'exercice 2016-2017 ont contribué au succès de nombreuses opérations de croissance externe notamment Bioline (USA et Royaume-Uni), Carneau (France) et, sur le périmètre Neovia, Nutrizon (Brésil) et Pennville (Afrique du Sud).

En France, le groupe poursuit sa démarche d'harmonisation sociale progressive, en tenant compte des intérêts et spécificités de chaque périmètre. Après l'harmonisation des dispositifs d'épargne salariale, finalisée en septembre 2015 avec la mise en place d'un plan d'épargne groupe (PEG) et d'un plan d'épargne retraite collectif groupe (Percog), la DRH a ouvert une négociation de groupe avec les partenaires sociaux aux fins de refondre la complémentaire santé mise en place en 2013 et d'unifier les régimes de prévoyance lourde aujourd'hui très disparates et inégaux.

L'objectif est, sous réserve de l'aboutissement des négociations en cours, de mettre en place dès janvier 2018, un nouveau dispositif santé et prévoyance, offrant un niveau de protection conforme aux meilleures pratiques du marché national et intégrant de nouvelles garanties et de nouveaux services, ce à un coût maîtrisé et attractif pour les salariés et les nouvelles sociétés rejoignant le groupe.

QUALITÉ SOCIALE

Le groupe maintient son engagement total en faveur de l'égalité professionnelle, de la diversité et de la conciliation entre vie professionnelle et vie privée, ayant notamment donné lieu à la signature d'un accord de groupe le 19 novembre 2015, applicable jusqu'à la fin de l'exercice 2017-2018.

Les dispositifs mis en place dans le cadre de cet accord sont reconnus et appréciés des collaborateurs, notamment les démarches de sensibilisation et formation et les dispositifs supra-légaux liés à la parentalité (congé maternité, congé d'adoption, congé paternité) ou aux conditions de reprise d'une activité professionnelle après une longue absence.

Le dispositif solidaire du don de jours de repos continue également d'être un succès et a permis, sur l'exercice 2016-2017, de financer le congé d'un collaborateur confronté à une situation d'urgence familiale, sans besoin de refaire un appel à la solidarité des collaborateurs. Le fonds commun de solidarité constitué en 2016 compte à ce jour 233 jours disponibles qui pourront être mobilisés pour financer d'autres congés en cas de nécessité.

Un pas supplémentaire vers une meilleure articulation entre vie professionnelle et vie privée, et plus de qualité de vie au travail, a été franchi le 19 août 2016 avec la signature de l'accord de groupe sur le télétravail, progressivement déployé dans les filiales en tenant compte des nécessités et enjeux des métiers.

Enfin, l'amélioration de la santé et la sécurité au travail constitue également un objectif au cœur de la politique sociale d'InVivo, raison pour laquelle la DRH a initié courant 2016, sur le périmètre France, une démarche d'analyse et de réflexions sur les risques psychosociaux. L'accord de groupe sur les risques psychosociaux signé le 1^{er} février 2017 est venu entériner le fruit des travaux réalisés pendant près de six mois avec les représentants des CHSCT, la Médecine du travail et un collectif de travail, ayant permis d'identifier les facteurs de risque et de protection et de définir un plan d'action ambitieux.

L'un des engagements forts d'InVivo pris dans cet accord est le déploiement, en lien avec Stimulus, cabinet expert du bien-être et de la santé au travail, d'un programme de soutien psychologique et d'accompagnement social permettant notamment aux salariés InVivo de bénéficier d'une ligne d'écoute accessible 24h/24 et 7 jours sur 7, animée par des psychologues expérimentés, et de plusieurs consultations « physiques » auprès d'un psychologue agréé.

De plus, un module d'e-learning sur la prévention des risques psychosociaux sera prochainement mis en place pour les salariés et managers.

L'ensemble de ces initiatives contribue à améliorer la qualité de vie au travail, véhiculer des valeurs fortes communes, développer l'offre sociale d'InVivo et, au-delà, renforcer le sentiment et la fierté d'appartenance au groupe.

Informations sociétales et environnementales

Pour garantir le développement durable de l'agriculture et des filières agroalimentaires, l'intégration de la responsabilité sociétale et environnementale à chaque maillon de la chaîne de valeur alimentaire est fondamentale. InVivo s'engage à agir à chacune de ses étapes en activant la « smart cooperation », en développant l'intelligence collective, en fédérant les acteurs et en mettant à profit ses savoir-faire dans un esprit d'ouverture et de dialogue avec l'ensemble de ses parties prenantes.

Le déploiement de la politique de responsabilité sociétale et environnementale du groupe s'appuie sur la force, les valeurs et principes éthiques du modèle coopératif. C'est ainsi que l'on pourra toujours mieux nourrir les hommes, permettre aux agriculteurs de produire en quantité et en qualité et de façon rentable tout en répondant aux attentes et besoins des consommateurs-citoyens.

Entreprise citoyenne et responsable, InVivo adhère au pacte mondial des Nations unies et veille à ce que ses dix principes relatifs au droit du travail, au respect des normes internationales du travail, au respect de l'environnement et à la lutte contre la corruption soient appliqués par l'ensemble des filiales et sur tous les sites dans les 34 pays où le groupe est présent.

TROIS ENGAGEMENTS, NEUF AXES DE PROGRÈS

La politique RSE d'InVivo s'appuie sur trois engagements majeurs et neuf axes de progrès.

Engagement n°1 : Produire plus et mieux

- Déployer les meilleures techniques de précision permettant de produire plus et mieux
- Accompagner nos parties prenantes à l'aide d'une large gamme de solutions responsables
- Optimiser notre propre empreinte environnementale

Engagement n°2 : Favoriser l'accès à une meilleure alimentation pour tous

- S'assurer de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments
- Répondre aux nouvelles attentes des consommateurs
- Transférer nos compétences à travers le monde

Engagement n°3 : Placer l'homme au cœur de nos actions

- Stimuler l'économie et le développement équilibré des territoires
- Être un groupe socialement responsable
- Coopérer pour innover et construire l'avenir

INVIVO FOUNDATION : UN ENGAGEMENT CITOYEN

Si la RSE est au service de la performance de l'entreprise, InVivo affirme également son engagement citoyen avec InVivo Foundation.

Créé en décembre 2016, le fonds de dotation, InVivo Foundation, mobilise des compétences et moyens permettant aux agriculteurs d'exercer fièrement leur métier et d'en vivre pleinement.

La mission d'InVivo Foundation articule autour de trois axes :

- aider les agriculteurs à mieux vivre de leur métier ;
- porter de nouvelles solutions d'alimentation durables ;
- prendre soin des ressources naturelles.

InVivo Foundation déploie ses programmes dans une logique de transmission de savoir-faire et soutient des projets d'économie sociale et solidaire. Plusieurs projets ont été lancés cette année sur chacun de ses trois axes.

Au Togo, InVivo Foundation soutient la création d'une unité de production agroécologique au sein d'un orphelinat avec une double ambition : l'autosuffisance alimentaire de l'établissement et le développement de compétences agronomiques en cultures maraîchères en zone tropicale.

En France, InVivo Foundation participe au projet La Grande Ferme, qui explore la mise en œuvre d'un écosystème agroécologique productif et duplicable au service d'un nouveau modèle de développement agricole. Le modèle sera traité avec l'exigence d'assurer la viabilité économique et sociale avant de chercher à le promouvoir auprès des agriculteurs.

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

Parce que la performance environnementale est un levier de la croissance durable, le groupe InVivo renforce et structure sa politique d'amélioration et de réduction de ses impacts sur l'environnement.

Elle s'appuie notamment sur :

- le respect des dispositions légales et réglementaires applicables ;
- la prise en compte de l'impact environnemental de ses produits et services afin de déployer des solutions et des technologies respectueuses de l'environnement ;

- la prévention des risques de pollution liés à ses activités et installation et la limitation des impacts sur l'eau, l'air et les sols ;
- la mise en œuvre de mesures pour prévenir le réchauffement climatique et l'adaptation aux dérèglements du climat.

Le groupe InVivo poursuit :

- le déploiement d'une démarche d'efficacité énergétique sur les activités et les sites les plus consommateurs. Après les quatre sites pilotes (Nantes, Bassens, Metz et Ottmarsheim) certifiés Iso 50001 en décembre 2015, ce sont maintenant les onze silos du périmètre de l'Union InVivo qui ont mis en place un système de management de l'efficacité énergétique et qui ont obtenu leur certification ;
- la mise en place d'actions en matière de réduction du gaspillage et des déchets (ex : promotion et structuration du don alimentaire en partenariat avec l'association Solal, participation d'InVivo Retail à une expérimentation « diagnostic de flux » pour identifier les leviers d'optimisation des consommations énergie, eau, matière et de réduction des déchets) ;
- la mise en œuvre d'initiatives d'économie circulaire (ex : installation progressive d'équipements industriels producteurs d'énergie à base de biomasse au Vietnam et au Brésil pour Neovia, en Angleterre chez Bioline).

Risques d'exploitation des installations

Les activités exercées peuvent présenter, de par leur nature, des risques potentiels envers les salariés, les tiers et l'environnement. Ainsi, l'Union InVivo mène des actions en matière de prévention et de maîtrise de ces risques. Par ailleurs, l'exploitation des installations est couverte par des polices d'assurance « responsabilité civile » et « atteinte à l'environnement ». Enfin, les sites sont régulièrement audités permettant ainsi l'élaboration de plan d'actions dont la réalisation permet de renforcer la sécurisation des salariés, des tiers et de l'environnement.

En parallèle de ces initiatives, une cartographie des risques a été réalisée au niveau de chaque métier, permettant d'obtenir une cartographie groupe consolidée. Des risques tant stratégiques qu'opérationnels propres aux différentes activités sont ressortis.

Dorénavant, les objectifs sont d'assurer un suivi de ces risques et de leurs évolutions, de réaliser une évaluation concernant l'efficacité des dispositifs de maîtrise existant et de mettre en place des plans d'action visant à renforcer les dispositifs existants, le cas échéant.

I. INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

Conformément à son adhésion à la charte Gestion du risques prix en date du 4 juillet 2013, l'Union InVivo s'est engagée à respecter quinze engagements portant sur une gouvernance adaptée et sur la formalisation des processus d'identification et de maîtrise des risques au sein d'un cadre de gestion. De ce fait, l'Union InVivo suit en permanence la cohérence entre les instruments financiers détenus et les matières premières qu'elle détient et engage contractuellement avec ses partenaires du marché.

À la date du 30 juin 2017, l'Union InVivo et ses filiales contrôlées détiennent essentiellement des instruments financiers cotés sur le marché d'Euronext Paris. Du fait de ses transactions internationales, des positions sont également détenues sur les marchés du Chicago Board of Trade, du Kansas Board of Trade, du Minneapolis Grains Exchange, du Winnipeg ICE. Afin de couvrir les risques accessoires, des couvertures sont prises via les marchés Forex, Freight indices et Freight Covering Positions. Dans le cadre de notre activité spéculative, les marchés traités s'étendent sur BMF, Kuala Lumpur PalmOil, Nymex CrudeOil, Ethanol, DCE Corn, DCE Soybeans, DCE SoybeanOil et ICE Sugar.

J. CHANGEMENT DANS LA PRÉSENTATION DES COMPTES

Au cours de l'exercice 2016-2017, les comptes consolidés du groupe ont été impactés par deux changements de méthodes liés :

- à l'application par le groupe du règlement n° 2015-07 du 23 novembre 2015 adopté par l'Autorité des normes comptables modifiant les modalités d'amortissement et de dépréciation des écarts d'acquisition ;
- à l'adoption par le groupe de la méthode préférentielle concernant les coûts de développements préconisée par le règlement CRC n° 2004-06 du 23 novembre 2004.

K. SPÉCIFICITÉS DE L'UNION INVIVO

Information sur les délais de paiement fournisseurs et clients

Conformément à l'article L441-6-I et D.441-4 du Code de commerce, il est présenté ci-dessous le nombre et le montant total des factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu pour les fournisseurs et le nombre et le montant total des factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu pour les clients.

Les montants sont ventilés par tranches de retard et rapporté en pourcentage soit au montant total des achats soit au chiffre d'affaires de l'exercice.

En milliers d'euros	Factures reçues (Fournisseurs) non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Factures émises (Clients) non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu				
	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	TOTAL	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	TOTAL
A – Tranches de retard de paiement										
Nombre de factures concernées					3 976					2 730
Montant total des factures concernées TTC	13 162	239	884	2 869	17 154	14 070	1 262	816	1 032	17 180
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC en %	0.59	0.01	0.04	0.13	0.78					
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC en %						0.63	0.06	0.04	0.05	0.77
B – Factures exclues du A relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées										
Nombre des factures exclues TTC										224
Montant total des factures exclues TTC										1 105
C – Délais de paiement de référence utilisés										
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement						Délais légaux				Délais légaux

Formation, indemnités des administrateurs

L'assemblée générale ordinaire annuelle d'approbation des comptes de l'exercice clos le 30 juin 2016, valablement réunie le 14 décembre 2016 a fixé à 250 000 € pour l'exercice 2016-2017 le montant de l'allocation globale dans la limite de laquelle des indemnités compensatrices de l'activité consacrée à l'administration de l'Union InVivo pourront être attribuées aux membres du conseil d'administration.

Le conseil d'administration a versé un montant de 155 k€ à ses membres selon des modalités fixées par le conseil d'administration.

Les membres du conseil d'administration représentant les associés coopérateurs reçoivent une indemnité compensatrice de leur activité par jour de présence aux réunions. Il y est ajouté un forfait annuel pour les membres du bureau d'une part, et pour le président délégué et le président d'autre part. Au total, le montant des indemnités compensatrices de l'activité allouées aux représentants des administrateurs sur l'exercice 2016-2017 a été de 155 k€ sachant que le plafond annuel fixé par l'assemblée générale était de 250 k€.

Les administrateurs ont consacré un nombre de jours à l'administration de la coopérative agricole définis comme suit en fonction de leur mandat correspondant à :

- 7 jours de réunion de bureau ;
- 7 jours de réunion du conseil d'administration ;
- 2 jours par comité de suivi et comité transverse.

Il est proposé de fixer à 250 000 € la somme globale allouée au titre des indemnités compensatrices du temps consacré à l'administration de l'Union pour l'exercice 2017-2018.

Il est également rappelé qu'un budget de formation d'un montant de 50 000 € a été alloué pour les administrateurs pour l'exercice précédent. Il est proposé de fixer de nouveau cette enveloppe à 50 000 €.

Révision coopérative

Conformément à l'article L 522.5 du code rural et de la pêche maritime, l'Union InVivo doit se soumettre à la mission de révision Coopertise au moins une fois tous les cinq ans. L'Union InVivo a missionné la Fédération nationale de révision (la FNR) par une convention de révision Coopertise signée en date du 23 février 2017 aux fins de réaliser une révision des exercices 2011-2012 à 2015-2016. Cette révision a pour mission d'apprécier l'organisation de l'Union et du groupe, la vérification de la régularité juridique et fiscale, l'examen du fonctionnement coopératif et de la gouvernance ainsi que l'analyse des risques de ce dernier.

Cette mission a débuté au mois de mai 2017. Elle porte sur des contrôles documentaires et des rencontres avec les différents intervenants du groupe (administrateurs et opérationnels). À l'issue de cette mission, le conseil d'administration informera les adhérents lors de l'assemblée générale suivant le dépôt du rapport sur la finalité de la mission ainsi que sur les mesures correctives prises ou à prendre en raison de conclusions du réviseur.

Participation des salariés

Conformément à l'article L 522-3 du code rural et de la pêche maritime, il est rappelé qu'au 30 juin 2017, 37 salariés d'une filiale de l'Union InVivo détiennent 185 000 parts sociales en qualité d'associé non coopérateur.

Il est rappelé que le capital social de l'Union InVivo, qui s'élève au 30 juin 2017 à la somme de 73 074 366 € est composé de parts sociales d'une valeur nominale de un euro chacune.

2_ COMPTES CONSOLIDÉS

A. BILAN CONSOLIDÉ.....	27
B. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	29
C. SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION	30
D. TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ.....	31
E. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS	32
Note 1 - Base de préparation des informations financières.....	32
Note 2 - Faits marquants de la période	32
Note 3 - Changements de méthode.....	34
Note 4 - Principes et méthodes comptables.....	35
Note 5 - Écarts d'acquisition	42
Note 6 - Immobilisations incorporelles	45
Note 7 - Immobilisations corporelles	47
Note 8 - Immobilisations financières	49
Note 9 - Titres mis en équivalence.....	50
Note 10 - Stocks	52
Note 11 - Créances clients et autres créances d'exploitation	52
Note 12 - Créances diverses	53
Note 13 - Impôts différés.....	53
Note 14 - Trésorerie nette.....	55
Note 15 - Capitaux propres.....	56
Note 16 - Provisions	57
Note 17 - Dette nette.....	58
Note 18 - Fournisseurs et autres dettes d'exploitation.....	59
Note 19 - Dettes diverses	60
Note 20 - Chiffre d'affaires.....	60
Note 21 - Charges de personnel	61
Note 22 - Résultat financier.....	61
Note 23 - Résultat exceptionnel.....	62
Note 24 - Impôt sur les résultats et imposition différée	63
Note 25 - Incidences des effets de change	63
Note 26 - Informations sectorielles.....	64
Note 27 - Ebitda	65
Note 28 - Effectifs	66
Note 29 - Informations relatives aux parties liées.....	67
Note 30 - Engagements hors bilan	67
Note 31 - Honoraires des commissaires aux comptes	68
Note 32 - Rémunérations allouées aux membres des organes de direction.....	68
Note 33 - Litiges et passifs éventuels	68
Note 34 - Événements postérieurs à la clôture	69
Note 35 - Périmètre	70

A. BILAN CONSOLIDÉ

Actif

En milliers d'euros	Notes	30 juin 2017	30 juin 2016
Écarts d'acquisition	5	206 345	133 494
Immobilisations incorporelles	6	131 532	99 877
Immobilisations corporelles	7	371 107	359 385
Immobilisations financières	8	71 726	134 807
Titres mis en équivalence	9	80 787	84 735
Actif immobilisé		861 497	812 298
Stocks et en-cours	10	315 920	303 311
Avances et acomptes versés sur commandes		28 831	25 433
Clients et autres créances d'exploitation	11	837 848	871 009
Créances diverses	12	70 554	82 870
Impôts différés actifs	13	36 692	26 792
Valeurs mobilières de placement	14	9 837	11 771
Disponibilités	14	232 277	224 769
Actif circulant		1 531 959	1 545 956
TOTAL ACTIF		2 393 456	2 358 254

Passif

En milliers d'euros	Notes	30 juin 2017	30 juin 2016
Capital		72 747	72 658
Réserves consolidées		470 457	432 285
Écarts de conversion		(30 707)	(18 846)
Résultat consolidé : part du groupe		18 113	40 243
Capitaux propres : part du groupe		530 610	526 340
Intérêts minoritaires		203 124	189 236
Capitaux propres consolidés	15	733 734	715 576
Provisions pour risques et charges	16	64 598	76 902
Provisions pour impôts différés	13	9 273	4 140
Emprunts et dettes financières	17	505 597	403 252
Trésorerie passive	14	135 831	109 938
Avances et acomptes reçus sur commandes		15 494	11 423
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	18	858 251	963 672
Dettes diverses	19	70 678	73 351
Dettes		1 585 851	1 561 636
TOTAL PASSIF		2 393 456	2 358 254

B. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	Notes	30 juin 2017	30 juin 2016
Chiffre d'affaires	20	5 496 961	6 400 910
Autres produits d'exploitation		50 886	54 953
Achats consommés		(4 726 812)	(5 699 181)
Charges de personnel	21	(309 425)	(299 045)
Impôts et taxes		(19 444)	(16 684)
Autres charges d'exploitation		(344 626)	(303 705)
Dotations aux amortissements et aux provisions		(68 690)	(70 429)
Résultat d'exploitation		78 850	66 819
Résultat financier	22	(18 039)	(7 693)
Résultat courant des entreprises intégrées		60 811	59 126
Résultat exceptionnel	23	(12 161)	20 063
Impôts sur les résultats	24	(25 299)	(19 131)
Résultat net des sociétés intégrées		23 351	60 057
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	9	10 669	8 698
Amortissements/dépréciation des écarts d'acquisition	5	0	(13 731)
Résultat net de l'ensemble consolidé		34 020	55 024
Part revenant aux intérêts minoritaires		15 907	14 781
Résultat net (part du groupe)		18 113	40 243

C. SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION

En milliers d'euros	Notes	30 juin 2017	30 juin 2016
Chiffre d'affaires	20	5 496 961	6 400 910
Production stockée et immobilisée		12 347	10 256
Achats consommés		(4 726 812)	(5 699 181)
Autres achats et charges externes		(329 376)	(287 729)
Valeur ajoutée		453 119	424 256
Subventions d'exploitation		5 297	4 692
Impôts et taxes		(19 444)	(16 684)
Charges de personnel	21	(309 425)	(299 045)
Excédent brut d'exploitation		129 547	113 219
Reprises sur amort. & prov. d'exploitation		29 522	29 575
Transferts de charges d'exploitation		49	7 226
Autres produits d'exploitation		3 701	3 227
Résultat sur opérations faites en commun		(29)	(23)
Dotations aux amortissements d'exploitation		(46 641)	(41 601)
Dotations aux provisions d'exploitation		(22 048)	(28 828)
Autres charges		(15 251)	(15 977)
Résultat d'exploitation		78 850	66 819
Résultat financier	22	(18 039)	(7 693)
Résultat courant des entreprises intégrées		60 811	59 126
Résultat exceptionnel	23	(12 161)	20 063
Impôts sur les résultats	24	(25 299)	(19 131)
Résultat net des sociétés intégrées		23 351	60 057
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	9	10 669	8 698
Amortissements/dépréciation des écarts d'acquisition			(13 731)
Résultat net de l'ensemble consolidé		34 020	55 024
Part revenant aux intérêts minoritaires		15 907	14 781
Résultat net (part du groupe)		18 113	40 243

D. TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	Notes	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat net de l'ensemble consolidé		34 020	55 024
Résultat net des sociétés mises en équivalence	9	(10 669)	(8 698)
Dividendes reçus des mises en équivalence		3 636	2 975
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie</i>			
Dotations aux amortissements et aux provisions		74 511	96 352
Reprises sur amortissements et provisions		(37 343)	(24 968)
Plus ou moins-values de cession d'actifs immobilisés		(17 061)	(55 783)
Quote-part de subventions d'investissement virée au compte de résultat			(4)
Variation des impôts différés	13	2 136	(4 592)
Autres produits et charges sans incidences sur la trésorerie		(1 590)	803
Capacité d'autofinancement		47 640	61 111
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>			
Stocks et en-cours		25 128	(15 462)
Clients et comptes rattachés		(20 530)	143 852
Fournisseurs et comptes rattachés		(35 872)	(52 881)
Dettes sociales et fiscales		(1 984)	27 145
Autres dettes et créances diverses		329	5 225
Flux nets de trésorerie liés à l'activité		14 711	168 990
<i>Acquisition d'immobilisations</i>		<i>(81 548)</i>	<i>100 605</i>
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(21 855)	(11 123)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(55 555)	(43 787)
Acquisition d'immobilisations financières		(4 138)	(45 695)
<i>Cessions et réductions d'immobilisations</i>		<i>58 461</i>	<i>93 683</i>
Cession d'immobilisations incorporelles			336
Cession d'immobilisations corporelles		27 098	89 760
Cession d'immobilisations financières		31 363	3 587
<i>Variations de périmètre</i>		<i>(133 489)</i>	<i>(164 903)</i>
Flux net provenant des (affecté aux) investissements		(156 575)	(171 826)
Augmentations (réductions) de capital		1 453	1 464
Dividendes versés par la société mère		(1 604)	(885)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		(3 740)	(2 680)
Cessions (acquisitions) nettes d'actions propres			
Subventions d'investissements reçues			1
Augmentation des dettes financières		178 329	265 344
Remboursement des dettes financières		(69 700)	(109 228)
Variation des autres flux de financement		5 380	(17 671)
Flux net provenant du (affecté au) financement		110 117	136 346
Incidence de la variation des taux de change et des changements de principes comptables		11 428	144
Variation de trésorerie		(20 319)	133 653
Trésorerie d'ouverture	14	126 602	(7 052)
Trésorerie de clôture	14	106 283	126 602
Variation de trésorerie		(20 319)	133 654

E. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 - Base de préparation des informations financières

INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE INVIVO

Premier groupe coopératif agricole français, InVivo a pour mission de redonner à l'agriculture et à la coopération agricole française toute leur place dans la chaîne de valeur alimentaire mondiale.

Le groupe réunit 206 coopératives, qui rassemblent elles-mêmes plus de 300 000 agriculteurs. Il emploie 10 200 collaborateurs dans 34 pays et intervient dans quatre grands domaines d'activités : agriculture (semences, agro-alimentaire, commerce international des grains), nutrition animale, distribution grand public et vin.

Le groupe a conduit, en juillet 2015 dans le cadre de sa stratégie 2025 by InVivo, une séparation juridique et fiscale de ses activités statutaires propres à l'Union de coopératives et les autres activités commerciales. Le modèle économique du groupe s'articule donc désormais autour des deux axes suivants :

- d'une part, apporter une offre de services aux coopératives adhérentes, qui leur procure une valeur ajoutée additionnelle et une différenciation concurrentielle ;
- d'autre part, développer des activités économiques rentables capables de capter et de créer de la valeur sur le long terme, seul ou en partenariat, sur des métiers existants ou de nouvelles filières.

Une nouvelle organisation juridique en trois niveaux

- L'Union de coopératives, Union InVivo, qui rassemble les activités historiques du groupe au service des coopératives, à savoir la centrale d'achat en agro-alimentaire et les métiers du grain. L'Union InVivo a pour vocation de porter et piloter les activités de services aux adhérents et d'assurer le lien et l'animation avec le monde coopératif. Sa gouvernance est exclusivement composée de représentants des coopératives sociétaires.
- La holding pivot InVivo Group, qui porte les fonctions corporate et marque la frontière entre les activités propres à l'Union de coopératives et les activités économiques. C'est à ce niveau qu'est définie la stratégie du groupe.
- Des holdings/filiales métiers qui rassemblent toutes les activités économiques du groupe répondant aux lois des marchés sur lesquels elles sont implantées. Chaque holding/filiale métier définit et met en œuvre sa stratégie en cohérence avec la stratégie du groupe.

Note 2 - Faits marquants de la période

Crise des moissons

En France, les intempéries du printemps 2016 ont eu pour conséquence une moisson de blé calamiteuse en volume et en qualité avec des rendements à l'hectare en baisse de 25 % à 60 % en fonction des régions par rapport à la récolte 2015, et par rapport à la moyenne des dix dernières années. Il faut remonter à 1983 pour trouver des rendements aussi bas.

Les 27 millions de tonnes de blé de cette campagne (contre 38 millions de tonnes en 2015) ont été allouées aux filières nationales entraînant une absence d'exportation.

L'impact de cette situation française catastrophique est amplifié par les performances record des autres régions mondiales, avec notamment la Russie qui confirme l'amélioration de la régularité de sa production. De ce fait les cours mondiaux restent bas et stables, avec pour conséquence une absence de volatilité, et donc un manque d'opportunités de trading.

Ce double-contexte a été très défavorable au groupe et plus particulièrement à l'activité de négoce international d'InVivo Trading. Il a entraîné une forte sous-activité, notamment dans les silos, et l'arrêt d'allocation de risque sur l'activité de trading dès le 5 août 2016 (stop loss).

L'impact de la crise des moissons a été estimé à 20,4 M€ et a été comptabilisé dans le résultat exceptionnel de la période. Cf Note 23

Déménagement du siège opérationnel du Groupe à la tour Carpe Diem à La Défense

L'essentiel des équipes parisiennes du groupe InVivo, soit près de 500 personnes, ont quitté le 24 mars 2017 le siège historique du groupe situé avenue de la Grande Armée à Paris, pour prendre leurs nouveaux quartiers à La Défense. Pour ses nouveaux locaux, le groupe a choisi la tour Carpe Diem, un immeuble de grande hauteur doublement certifié HOE (Haute Qualité Environnementale) et LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) qui fait la part belle aux espaces verts, notamment dans la serre du hall principal et dans le jardin du 35^{ème} étage.

Le siège historique demeure au bâtiment de la Grande Armée, qui date de 1975, et qui va être totalement rénové dans le cadre de travaux prévus pour une durée de 26 mois. Pendant cette période, la direction générale du groupe ne quitte pas la Porte Maillot et prend ses quartiers avenue Malakoff.

Cession des deux étages de l'immeuble Malakoff

Au cours de l'exercice, les deux étages de l'immeuble avenue de Malakoff ont été cédés par l'Union InVivo, dans la suite logique du programme de restructuration de l'ensemble immobilier avenue de la Grande Armée.

Cession des wagons

InVivo Grains a cédé l'intégralité de son parc wagons céréaliers en date du 20 juin 2017 auprès de la société Millet. Cette cession a porté sur 477 wagons et s'est accompagnée concomitamment d'un engagement de relocation d'un an pour 300 wagons.

Réorganisation d'InVivo Grains

InVivo Trading a subi de plein fouet la crise des moissons en France. Les volumes de grains traités sont en retrait à 8,5 millions de tonnes contre 13,8 millions de tonnes en 2015-2016. L'activité de l'année a été considérablement ralentie par le déclenchement du mécanisme de stop loss conformément au cadre de gestion de la société en août 2016. La société est engagée depuis deux ans dans un plan de transformation de son business model. InVivo Trading a mobilisé ses équipes pour accélérer la refonte de son business model et construire de nouveaux outils au service des coopératives et de la filière française. Par ailleurs, un plan de sauvegarde de l'emploi a été mis en place en janvier 2017.

Prise de contrôle de CCAB Agro

Le 29 décembre 2016, InVivo AgroSciences a pris le contrôle de la société brésilienne CCAB Agro en acquérant 51 % de son capital, lui permettant ainsi de s'implanter sur l'un des plus gros marchés agricoles au niveau mondial. La société est un important acteur brésilien des homologations et de la distribution de produits de santé végétale. Elle dispose d'un portefeuille d'homologations large et de qualité. Elle a un accès au marché direct de la vente aux agriculteurs et au marché de la distribution via les coopératives actionnaires de CCAB Participacoes (Consortio Cooperativa Agrapecuaria Brasileiro).

Création d'InVivo Invest

Dans le cadre du développement du plan *InVivo Tech 2020*, le groupe a créé la société InVivo Invest. Ce fonds privé d'investissements en amorçage dans les start-up représente un intérêt stratégique pour InVivo et est destiné aux métiers Agriculture, Retail et Wine. InVivo Invest a ainsi participé à deux levées de fonds sur l'exercice auprès des sociétés IO-Vins et Il était un fruit.

Création d'InVivo Foundation

Fort de sa politique RSE articulée autour de la « smart cooperation », le groupe InVivo a créé InVivo Foundation. Ce fonds de dotation a pour ambition d'aller plus loin dans notre engagement sociétal à l'égard de l'agriculture, des agriculteurs et des consommateurs. Il accompagne des projets de développement autour de trois axes :

- aider les agriculteurs à mieux vivre de leur métier ;
- porter de nouvelles solutions d'alimentation durables ;
- prendre soin des ressources naturelles.

Sur l'exercice, InVivo Foundation a soutenu des projets en France et à l'international.

Création de Ouifield

Pour mieux servir les coopératives et leurs adhérents, l'activité Gigaservices est devenue Ouifield depuis le 1^{er} février 2017.

InVivo Group a apporté son activité Gigaservices à la société Ouifield, créée ex-nihilo. L'objectif est de développer une offre enrichie de services reposant sur la conception et la mise en ligne d'une plateforme digitale ouverte aux coopératives et aux exploitants agricoles.

Cette opération d'apport partiel d'actif s'est traduite chez Ouifield par un apport de l'activité à sa valeur nette comptable rétroactivement au 1^{er} juillet 2016 pour 1,2M€ en contrepartie d'une augmentation de capital de 0,5M€ et de l'émission d'une prime d'apport de 0,7M€.

Acquisition de Billoud Grains

Le 12 janvier 2017, Néodis acquiert la société Billaud Grains, spécialiste français de l'alimentation pour les oiseaux et les animaux de la basse-cour. Avec l'acquisition de la SAS Billaud Grains et de sa marque Pictou, Néodis devient un acteur majeur de la fabrication et de la commercialisation d'aliments pour les oiseaux et pour les animaux de la basse-cour. Créée en 1989 par la famille Billaud, alors agriculteurs entre Thouars et Loudun à la frontière des Deux-Sèvres et de la Vienne, l'entreprise Billaud Grains est spécialisée dans la fabrication et le commerce de graines, de mélanges de graines, de boules et cylindres de graisse pour nourrir les oiseaux et les animaux de la basse-cour.

Rachat de minoritaires Cordier et Mestrezat Grands Crus

À fin juin 2017, suite à la révision du pacte d'actionnaire avec Vinadeis, Mestrezat Grands Crus et Cordier sont détenus à 100 % par InVivo Wine. En parallèle, le groupe a diminué sa participation dans Vinadeis, qui s'élève au 30 juin 2017 à 10,2 %. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la dynamique de développement du pôle vin au sein du groupe.

Acquisitions sur Nutrition Animale : Brésil (Nutrizon), Mexique (Apligen et Proservicios)

Le 29 décembre 2016, Neovia a finalisé l'acquisition de 100 % des titres de la société brésilienne Nutrizon, acteur majeur de la nutrition animale (aquaculture, petfood, ruminants). Elle dispose d'une forte compétence en aquaculture et bénéficie d'une expertise rare dans l'alimentation d'espèces tropicales régionales. Cette expertise complète le savoir-faire aquacole de Neovia au niveau mondial et renforce son offre dans un contexte d'accélération rapide de la demande en Amérique latine.

Le 24 mars 2017, Neovia, via sa filiale Malta Texo De Mexico, a finalisé l'acquisition de 100 % des titres des sociétés mexicaines Apligen & Proservicios. Cette acquisition porte sur les activités prémix, aliments de spécialités et additifs. Cette acquisition permet au groupe de compléter son offre prémix / firme-services de produits et services à forte valeur ajoutée sur le marché mexicain, sous la marque Wisium.

Cession du fonds de commerce Sigma Terme

Le 7 novembre 2016, le groupe a signé un contrat de cession du fonds de commerce de sa filiale Sigma Terme portant sur les activités de prestations d'exécution, de tenue de compte, compensation et des activités « over the counter » (OTC), au bénéfice de Caceis Bank France.

Note 3 - Changements de méthode

Au cours de l'exercice 2016-2017, les comptes consolidés du groupe ont été impactés par deux changements de méthodes liés :

- à l'application par le groupe du règlement n° 2015-07 du 23 novembre 2015 adopté par l'Autorité des normes comptables modifiant les modalités d'amortissement et de dépréciation des écarts d'acquisition (cf. Note 4 § « Écarts de première consolidation et écarts d'acquisition » et éléments chiffrés en Note 5).

• à l'adoption par le groupe de la méthode préférentielle concernant les coûts de développements préconisée par le règlement CRC n°2004-06 du 23 novembre 2004 (cf. Note 4 § « Immobilisations incorporelles et corporelles » et éléments chiffrés en Notes 6 et 9).

Note 4 - Principes et méthodes comptables

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du groupe InVivo ont été établis en conformité avec le règlement n°99-02 du Comité de la réglementation comptable du 29 avril 1999, relatif aux comptes consolidés (homologué par l'arrêté du 22 juin 1999), actualisé en date du 02 décembre 2016 par le règlement n°2016-08 de l'Autorité des normes comptables, et ce dans le respect des principes comptables de :

- prudence ;
- coûts historiques ;
- continuité de l'exploitation ;
- indépendance des exercices ;
- permanence des méthodes.

Les comptes sociaux des entreprises françaises ou étrangères qui ne sont pas établis en conformité avec les règles et méthodes comptables présentées ci-dessous ont fait l'objet de retraitements d'harmonisation.

DURÉE DE L'EXERCICE ET DATE DE CLÔTURE

Les sociétés sont consolidées sur la base de leur bilan arrêté au 30 juin 2017 et un compte de résultat correspondant à 12 mois allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017, à l'exception des sociétés créées ou acquises entrant dans le périmètre.

MODALITÉS DE CONSOLIDATION

Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe InVivo exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif existe lorsque le groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières ou opérationnelles d'une entité, afin de tirer avantage de ses activités. Le contrôle exclusif est présumé dès lors que le groupe détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote.

Les entreprises contrôlées conjointement sont consolidées selon la méthode d'intégration proportionnelle. Le contrôle conjoint suppose le partage du contrôle de l'entreprise exploitée en commun par le groupe InVivo et un ou plusieurs partenaires, de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord.

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. La notion d'influence notable est présumée dès lors que le pourcentage de droits de vote est supérieur ou égal à 20 %.

Certaines sociétés sont exclues du périmètre de consolidation, soit à cause du caractère non significatif de leur quote-part de leurs capitaux propres et de leur total de bilan par rapport aux mêmes agrégats du groupe InVivo (ratios correspondants inférieurs à 3 % pour les sociétés susceptibles d'être intégrées globalement), soit à cause de l'existence d'une convention confiant la gestion et ses conséquences à des tiers, soit en l'absence totale d'activité.

L'intégration globale consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « intérêts minoritaires » ;
- éliminer les opérations intragroupes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

COMPTES CONSOLIDÉS

L'intégration proportionnelle consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée, après retraitements éventuels ; aucun intérêt minoritaire n'est donc constaté ;
- éliminer les opérations intragroupes entre l'entreprise intégrée proportionnellement et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise intégrée proportionnellement.

La mise en équivalence consiste à :

- substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation ;
- éliminer les profits internes intégrés entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage de participation dans l'entreprise mise en équivalence.

Méthode de conversion dans la devise de consolidation (euros) des états financiers des sociétés étrangères

Les filiales étrangères du groupe fonctionnent en monnaie locale et peuvent être considérées comme autonomes. Dans ce cadre, les postes du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat sont convertis au taux de change moyen de la période.

Les écarts de conversion mis en évidence sont inclus dans les capitaux propres au poste « Écarts de conversion » et n'affectent pas le résultat.

Au 30 juin 2017 les cours de change utilisés sont les suivants :

Équivalent pour 1 euro	30 juin 2017			30 juin 2016		
	Cours de clôture	Cours moyen	Cours d'ouverture	Cours de clôture	Cours moyen	Cours d'ouverture
EUR Euro	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
GBP Livre Sterling	0,8793	0,8599	0,8265	0,8265	0,7488	0,7114
HUF Forint	308,9700	309,8110	317,0600	317,0600	312,5399	314,9300
MAD Dirham marocain	11,0776	10,7991	10,8610	10,8610	10,8497	10,8487
ROL Leu Roumain	4,5523	4,5109	4,5234	4,5234	4,4689	4,4725
SGD Dollar de Singapour	1,5710	1,5180	1,4957	1,4957	1,5420	1,5068
USD Dollar US	1,1412	1,0906	1,1102	1,1102	1,1096	1,1189
UYU Peso uruguayen	32,4241	31,2106	N/A	N/A	N/A	N/A
BRL Real brésilien	3,7600	3,5169	3,5898	3,5898	4,1008	3,4699
CAD Dollar canadien	1,4785	1,4465	1,4384	1,4384	1,4710	1,3839
CHF Franc suisse	1,0930	1,0806	1,0867	1,0867	1,0871	1,0413
CNY Yuan	7,7385	7,4255	7,3755	7,3755	7,1481	6,9366
COP Peso colombien	3 480,1058	3 218,8237	N/A	N/A	N/A	N/A
CZK Couronne tchèque	26,1970	26,9080	27,1310	27,1310	27,0533	27,2530
DKK Couronne danoise	7,4366	7,4388	7,4393	7,4393	7,4555	7,4604
DZD Dinar algérien	123,6663	120,0395	122,3748	122,3748	118,5704	110,8517
IDR Rupiah	15 209,3400	14 459,2861	14 601,7000	14 601,7000	15 110,5740	14 938,4300
INR Roupie indienne	73,7445	72,4811	74,9603	74,9603	73,5882	71,1873
MXN Peseta mexicaine	20,5839	21,0977	20,6347	20,6347	19,2272	17,5332
PHP Peso philippin	57,5750	53,4199	52,2410	52,2410	51,7979	50,4740
PLN Zloty	4,2259	4,3139	4,4362	4,4362	4,2960	4,1911
RUB Rouble	67,5449	66,4894	71,5200	71,5200	74,7676	62,3550
THB Baht	38,7440	38,0700	39,0070	39,0070	39,3848	37,7960
VND Dong	25 941,5417	24 587,0450	24 681,5950	24 681,5950	24 741,8153	24 421,1792
ZAR Rand	14,9200	14,8354	16,4461	16,4461	16,0821	13,6416

Écarts de première consolidation et écarts d'acquisition

L'écart positif de première consolidation, soit l'excédent positif entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de l'acquéreur dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date de prise de contrôle, est comptabilisé sous la rubrique « Écarts d'acquisition » à l'actif du bilan, lorsqu'il n'est pas affecté aux rubriques appropriées du bilan. Les différences négatives sont inscrites au niveau des provisions pour risques et charges et sont rapportées au résultat, conformément aux hypothèses retenues et aux objectifs fixés lors de l'acquisition.

À compter de l'exercice ouvert au 1^{er} juillet 2016, et conformément au règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2015-07 du 23 novembre 2015 modifiant les modalités d'amortissement et de dépréciation des écarts d'acquisition, le groupe détermine la durée d'utilisation (limitée ou non) de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition, notamment sur ses aspects techniques, économiques et juridiques. L'analyse effectuée est spécifique à chaque opération d'acquisition, en conservant une cohérence d'analyse et de traitement pour des opérations comparables.

En l'absence de limite prévisible à leurs durées d'utilisation, les écarts d'acquisition, qui étaient jusqu'à présent systématiquement amortis selon la durée d'utilité estimée, cessent désormais d'être amortis. Ils font alors l'objet d'un test de dépréciation une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur.

Les écarts d'acquisition dont la durée d'utilisation est limitée restent amortissables linéairement sur cette durée, n'excédant pas 20 ans, ou exceptionnellement sur 10 ans, lorsqu'elle ne peut être déterminée de façon fiable. Pour ces écarts d'acquisition à durée d'utilisation limitée, le groupe apprécie, à chaque clôture des comptes, s'il existe un indice montrant que l'écart d'acquisition a pu perdre de sa valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué.

Les dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition positifs ainsi que les reprises en résultat des écarts d'acquisition négatifs sont comptabilisés sur la ligne « Amortissement/dépréciation des écarts d'acquisition » du compte de résultat. Les dépréciations éventuellement comptabilisées ne sont jamais reprises.

Après étude au cas par cas, les écarts d'acquisition présents au 30 juin 2016 et initialement amortis sur leur durée d'utilisation ne montrent pas de limites prévisibles à la durée pendant laquelle ils procureront des avantages économiques au groupe. Ils ont en conséquence été considérés comme non amortissables à compter du 1^{er} juillet 2016. Les écarts d'acquisition constatés ultérieurement ont fait l'objet d'une analyse pour déterminer si leur durée d'utilisation est limitée ou non et définir les modalités d'amortissement associées. Les résultats de ces analyses sont décrits en Note 5 relative aux écarts d'acquisition.

MÉTHODES ET RÈGLES D'ÉVALUATION

Application des méthodes préférentielles

L'application des méthodes préférentielles du CRC 99-02 et du CRC 2004-06 est la suivante :

- comptabilisation des contrats de location-financement ;
- provisionnement des prestations de retraite et assimilées ;
- comptabilisation en résultat des écarts de conversion actifs et passifs ;
- activation des coûts de développement ;
- étalement des frais d'émission d'emprunts.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition ou à leur valeur réévaluée, le cas échéant. Le coût d'acquisition tient compte du prix d'achat ainsi que des frais engagés pour leur acquisition (droits de mutation, honoraires et frais d'acte).

Les intérêts relatifs aux emprunts contractés pour financer la construction d'immobilisations corporelles sont inscrits en charges lorsqu'ils sont encourus. Ils ne sont pas incorporés dans la valeur des immobilisations.

Jusqu'au 30 juin 2016, le groupe comptabilisait systématiquement les dépenses de recherche et développement en charges dans les comptes consolidés.

À partir du 1^{er} juillet 2016, afin de fournir une meilleure information financière, le groupe a décidé d'appliquer la méthode préférentielle concernant le traitement des coûts de développement. Lorsqu'ils répondent aux conditions énoncées par le règlement CRC 2004-6, ces frais sont immobilisés et amortis sur une durée maximale de cinq ans. À titre exceptionnel et pour des projets particuliers, ces frais peuvent être amortis sur une période plus longue, qui n'excède pas la durée d'utilisation de ces actifs. En cas d'échec du projet de développement, les frais correspondants inscrits à l'actif font l'objet d'un amortissement exceptionnel.

Le changement de méthode comptable est appliqué de manière prospective et ne concerne que les frais encourus à compter du 1^{er} juillet 2016.

Les frais de développement correspondent à l'effort réalisé par l'entreprise pour son propre compte. Ils sont inscrits à l'actif du bilan lorsqu'ils remplissent simultanément les conditions suivantes :

- le projet est nettement individualisé ;
- le projet a de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale ;
- le coût du projet peut-être distinctement établi ;
- la société a l'intention et la capacité financière pour mener le projet à son terme.

Les frais de développement ne répondant pas à ces critères, ainsi que les frais de recherche, sont comptabilisés en charges.

Les subventions d'investissement sont inscrites dans les capitaux propres et sont rapportées au résultat consolidé au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer.

Amortissement des immobilisations

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces derniers sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée propre.

Les amortissements sont déterminés selon le mode linéaire et selon les durées d'utilisation retenues dans le groupe à savoir :

- Immobilisations incorporelles :
 - logiciels : 3 à 10 ans ;
 - droits de licence sur matériel génétique : 5 ans ;
 - autorisations de mises sur le marché : 7 ans ;
 - fonds de commerce : cf. paragraphe ci-dessous ;
 - les marques sont généralement non amorties.

Les comptes sociaux de l'exercice 2017 ont été impactés par la mise en œuvre du règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2015-06 du 23 novembre 2015, modifiant le règlement ANC 2014-05 relatif au plan comptable général pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, dont les modalités d'application sont précisées ci-dessous concernant les amortissements et dépréciations des fonds commerciaux.

Le règlement 2015-06 de l'ANC présume que le fonds commercial a une durée de vie non limitée et considère, dans ce cas, le fonds commercial comme non amortissable. Dans le cas d'une durée limitée, le fonds est amorti sur sa durée d'utilisation et, si la durée ne peut pas être déterminée de façon fiable, sur dix ans. Un test annuel de dépréciation est obligatoire pour les fonds commerciaux qu'il existe ou non un indice de perte de valeur. Les dépréciations comptabilisées pour les fonds commerciaux sont irréversibles.

- Immobilisations corporelles :
 - aménagement des terrains : 10 à 30 ans ;
 - constructions : 10 à 50 ans ;
 - installations techniques, matériels et outillages industriels : 5 à 20 ans ;

- installations générales, agencements et aménagements : 10 à 20 ans ;
- matériel de transport : 3 à 8 ans ;
- matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans ;

Les amortissements dérogatoires sont retraités en consolidation.

Contrats de location-financement

Le groupe InViva applique la méthode préférentielle relative à la comptabilisation des biens financés par des contrats de location financement. Les biens immobiliers et mobiliers significatifs, sont présentés à l'actif du bilan pour la valeur du contrat. La dette correspondante est inscrite en passif financier. Les redevances de crédit-bail payées en cours d'exercice sont ventilées entre la charge financière et l'amortissement du bien sur sa durée d'utilité.

Titres de participation et autres titres immobilisés non consolidés

Les titres de participation et les autres titres immobilisés non consolidés sont inscrits à leur coût d'acquisition, qui comprend les frais accessoires engagés pour leur acquisition.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'inventaire est appréciée en fonction de la quote-part de situation nette dans la participation, après prise en compte de la valeur économique de ses actifs et de ses passifs, ou au cours de Bourse pour les sociétés cotées, sauf exception dûment justifiée.

Ces approches peuvent être adaptées, au cas par cas, pour tenir compte de l'intérêt de ces participations pour le groupe, ainsi que de leurs perspectives de développement et de résultat.

Stocks

Les stocks de matières premières, de marchandises et de produits finis sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré. Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Une dépréciation est constatée si la valeur nette probable de réalisation, à la date de clôture de l'exercice, est inférieure au coût de revient, ou si la qualité s'est dégradée et que les ventes peuvent en être compromises. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour la réalisation de la vente.

Il est également constitué des dépréciations, basées sur des statistiques, lorsque le taux de rotation constaté est inférieur aux normes de la profession.

Les stocks des sociétés consolidées, provenant d'achats à l'intérieur du groupe, ne donnent pas lieu à élimination de la marge bénéficiaire compte tenu du caractère non significatif de l'impact.

Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes en monnaies étrangères sont converties au taux de clôture.

En consolidation, les écarts de conversion des actifs et passifs monétaires libellés en devises ne faisant pas l'objet de couverture, sont enregistrés en résultat au cours de la période à laquelle ils se rapportent, car le groupe applique la méthode préférentielle prévue par les textes.

Instruments financiers

Le groupe détient des instruments financiers dans le but de réduire son exposition au risque de taux d'intérêt, de change et de prix des matières premières sur des engagements fermes actuels ou sur des transactions futures hautement probables.

Toutes les couvertures sont prises au moyen d'instruments cotés sur des marchés organisés ou de gré à gré. Les résultats afférents à ces instruments sont constatés sur la même période que les éléments couverts.

Frais d'émission d'emprunts

Le groupe opte pour la méthode préférentielle définie par le règlement CR99-02 qui consiste à étaler systématiquement les frais d'émission d'emprunt sur la durée de l'emprunt. L'étalement est effectué de manière linéaire sur la durée de l'emprunt.

Provisions pour risques et charges

Le groupe constitue des provisions pour risques et charges conformément aux dispositions du règlement CRC n°2000-06 relatif aux passifs.

Une provision est constituée lorsque le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable, ou certain, que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Dans le cas des restructurations, une obligation est reconnue dès lors que le groupe a approuvé un plan de restructuration détaillé et formalisé et que la restructuration a commencé à être mise en œuvre ou que les détails du plan de restructuration ont été annoncés, en particulier pour les plans sociaux, aux personnes concernées ou à leurs représentants.

Retraite et engagements assimilés

Les engagements de retraite sont calculés en application de la convention collective et des accords d'établissement applicables à chaque société consolidée.

Ces engagements de retraite sont évalués conformément à la recommandation de l'ANC 2013-02 du 7 novembre 2013 relatives aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

Le calcul de l'engagement est réalisé une fois par an par des actuaires indépendants, pour la plupart des filiales, et s'effectue en estimant le montant des avantages que les salariés auront accumulés en contrepartie des services rendus pendant l'exercice et les exercices précédents. Les prestations sont actualisées afin de déterminer la valeur actualisée de l'engagement au titre des prestations définies. La méthode utilisée est celle des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Les évaluations intègrent principalement les hypothèses suivantes, utilisées pour toutes les filiales françaises du groupe qui portent l'essentiel des engagements :

- une hypothèse de date de départ à la retraite fixée généralement à 65 ans ;
- un taux d'actualisation de 1,5 % (idem 2016) ;
- des hypothèses d'augmentation de salaires de 1,5 %, d'espérance de vie (issues des tables Insee 2012-2014 par sexe) et de taux de rotation du personnel basés sur l'historique du groupe InVivo sur les trois dernières années ;
- un taux de charges sociales compris entre 43,5 % et 51,2 % selon les entités et les catégories de personnel ;
- un taux de rendement attendu des actifs de 1,5 %.

Les engagements de retraite font l'objet d'une provision au passif du bilan, à l'exception de ceux qui sont couverts par des fonds de pension externes.

Conformément à la possibilité laissée par l'ANC dans sa recommandation 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, le groupe InVivo a choisi de comptabiliser les écarts actuariels selon la méthode du corridor.

Les écarts actuariels résultant de changement d'hypothèses et des écarts d'expérience sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime seront amortis, après application d'un corridor de 10 % du maximum entre la valeur des engagements et la valeur des actifs de couverture, sur la durée de vie active résiduelle des salariés à compter de l'exercice suivant.

La provision comptabilisée au bilan est donc égale à la dette actuarielle des engagements y afférents nette des actifs éventuellement dédiés à la couverture des régimes et hors pertes et gains actuariels et des coûts des services passés non reconnus.

Les gains et pertes actuariels sont inscrits en engagements hors bilan.

En cas d'excédent d'actif dédié à la couverture du régime, une charge constatée d'avance est enregistrée sous réserve des conditions fixées par la recommandation de l'ANC.

À l'exception de certaines filiales (notamment au Mexique, en Indonésie, en Suisse et en Italie), les filiales étrangères n'ont pas d'obligation en matière d'avantages du personnel au titres de régimes à prestations définies. Les filiales concernées ont comptabilisé leurs engagements au passif du bilan en utilisant leurs hypothèses propres, mais en conformité avec la méthode décrite précédemment.

Médailles du travail

Pour les sociétés françaises, le groupe évalue ses engagements relatifs aux primes accordées sous certaines conditions d'ancienneté et versées aux salariés à l'occasion de la remise des médailles du travail. Le calcul actuariel réalisé pour évaluer l'engagement au titre des médailles du travail est comparable à celui réalisé pour les engagements de retraite et se fonde sur les mêmes hypothèses.

Ces engagements sont comptabilisés en provisions pour risques et charges.

Fiscalité différée

Les impôts différés sont calculés par entité, sur la base d'une analyse bilancielle, pour les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs renseignés au bilan consolidé et leurs valeurs fiscales (différences temporaires existant soit dans les comptes annuels, soit dues à des retraitements de consolidation), ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.

Des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour les différences temporaires imposables.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'il existe une certaine probabilité de récupération au cours des années ultérieures.

La comptabilisation d'impôts différés actif provenant de l'activation de reports déficitaires s'appuie sur les documents prévisionnels des bénéfices susceptibles d'être réalisés sur les trois années futures (business plans élaborés chaque année).

Le calcul des impositions différées est effectué à la fin de chaque exercice sur la base du taux d'impôt en vigueur en fonction de l'horizon estimé de consommation. Les impositions différées antérieures, si elles subsistent, sont corrigées du nouveau taux d'impôt ou des nouvelles règles d'imposition en vigueur ou connues à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

L'effet des variations de taux d'impôt et de règles fiscales sur les actifs et passifs d'impôts différés existants affecte le résultat, même lorsque la contrepartie de ceux-ci a été comptabilisée, à l'origine, directement en capitaux propres.

Résultat courant / Résultat exceptionnel

Le résultat courant correspond aux opérations ordinaires du groupe, c'est-à-dire les activités dans lesquelles ce dernier est engagé dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes réalisées à titre accessoire ou dans le prolongement des activités ordinaires.

Le résultat exceptionnel reprend les événements ou opérations clairement distincts des activités ordinaires et qui ne sont pas, en conséquence, supposés se reproduire de manière fréquente ou régulière.

Présentation du tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie consolidé est préparé en utilisant la méthode indirecte : celle-ci présente l'état de rapprochement du résultat net avec la trésorerie nette générée par les opérations de l'exercice. La trésorerie à l'ouverture et à la clôture inclut les disponibilités et ses équivalents (notamment valeurs mobilières de placement), sous déduction des découverts bancaires, y compris les comptes courants de trésorerie centralisée débiteurs ou créditeurs.

Information sectorielle

Le groupe présente une information sectorielle, issue de l'analyse qui prévaut en matière d'organisation et de reporting interne pour apprécier les performances passées et prendre des décisions en matière d'allocation future des ressources. Ainsi, l'organisation opérationnelle du groupe, distingue les segments suivants :

- InVivo Agriculture, qui regroupe les activités agrofourniture, semences et logistique et stockage ;
- Nutrition Animale ;
- InVivo Grains, qui rassemble les activités de commerce international de grains ;
- InVivo Retail, qui réunit les activités de distribution jardinerie et distribution alimentaire ;
- InVivo Siège & Holding, regroupant les activités corporate ;
- InVivo Wine.

L'information sectorielle est présentée en Note 26 de la présente annexe.

Comptabilisation des crédits d'impôts

Le groupe a comptabilisé dans ses comptes consolidés le CICE en moins de ses charges de personnel, ceci afin d'obtenir une analyse plus juste de la rentabilité de ses activités. Le produit du crédit d'impôt recherche (CIR) est constaté en subvention au niveau du résultat d'exploitation.

Note 5 - Écarts d'acquisition**VARIATIONS DE L'EXERCICE**

En milliers d'euros	30 juin 2016	Variations de périmètre	Dépréciations nettes	Écarts de conversion	Autres variations	30 juin 2017
Valeur brute	223 194	94 055		(4 027)	(17 787)	295 435
Amortissements	(84 278)	275		353		(83 650)
Dépréciations	(5 422)			(18)		(5 440)
Écarts d'acquisition nets positifs	133 494	94 330		(3 692)	(17 787)	206 345
Écarts d'acquisition nets négatifs						
Total écarts d'acquisition nets	133 494	94 330		(3 692)	(17 787)	206 345

VENTILATION PAR ACTIVITÉ DES ÉCARTS D'ACQUISITION

En milliers d'euros	30 juin 2016	Variations de périmètre	Dépréciations nettes	Écarts de conversion	Autres variations	30 juin 2017
InVivo Agriculture	39 713	57 430		(1 140)	(7 904)	88 099
Nutrition Animale	80 961	33 952		(2 489)	(9 883)	102 540
InVivo Grains	5 900			(62)		5 838
InVivo Retail	4 099	4 964				9 064
InVivo Wine	2 821	(2 017)				805
Écarts d'acquisition nets positifs	133 494	94 330		(3 692)	(17 787)	206 345
Écarts d'acquisition nets négatifs						
Total écarts d'acquisition nets	133 494	94 330		(3 692)	(17 787)	206 345

En application du règlement n° 2015-07 du 23 novembre 2015 adopté par l'ANC, en l'absence de limite prévisible à leurs durées d'utilisation les écarts d'acquisition qui étaient jusqu'à présent systématiquement amortis selon la durée d'utilité estimée, cessent d'être amortis. Ils font l'objet d'un test de dépréciation une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur.

Au 30 juin 2017, les tests de dépréciation ont été menés sur l'ensemble des entités du groupe et n'ont pas conduit à la comptabilisation de pertes de valeur significative.

Sur l'exercice 2015-2016, les amortissements d'écarts d'acquisition s'élevaient à 13,6 M€.

VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

Les principales variations de périmètre enregistrées sur les écarts d'acquisition sur l'exercice 2016/2017 concernent les opérations suivantes :

Acquisition de la société brésilienne CCAB Agro

Le 29 décembre 2016, le groupe a procédé à l'acquisition de 51 % des titres de la société brésilienne CCAB Agro (InVivo Agriculture), pour un prix d'acquisition global estimé à 71,2M€. Ce prix intègre une part variable sous forme de clause d'earn-out d'un montant estimé à 7,5M€, un paiement différé pour 7,6M€ et un paiement mis en séquestre pour 5,7M€.

Cette société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés du groupe. L'analyse de l'affectation du prix d'acquisition n'est pas finalisée au jour d'établissement des comptes consolidés. L'écart d'acquisition provisoire s'élève à 55,0M€.

Acquisition des sociétés mexicaines Apligen & Proservisios

Neovia, via sa filiale Malta Texo de Mexico a finalisé, le 24 mars 2017, l'acquisition de 100 % des titres des sociétés mexicaines Apligen & Proservisios. Les sociétés sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés du groupe. L'écart d'acquisition provisoire s'établit à 18,5M€. Le prix d'acquisition a été réglé en numéraire pour un montant de 16,9M€ (augmenté de 0,2M€ au titre des frais d'acquisition). Un paiement additionnel à payer sur la période 2017-2018 a été comptabilisé pour un montant estimé à 3,2M€.

Acquisition de la société brésilienne Nutrizon

Le 29 décembre 2016, Neovia via sa filiale InVivo Nutricao e Saude Animal LTDA a finalisé l'acquisition de 100 % de la société brésilienne Nutrizon. Nutrizon est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés du groupe. L'écart d'acquisition provisoire s'élève à 13,2M€.

Acquisition des sociétés Billoud Grains et EDP

Le 12 janvier 2017, le groupe a également procédé à l'acquisition des sociétés Billoud Grains et EDP, via sa filiale Néodis (InVivo Retail) pour un prix de 8,8M€. L'écart d'acquisition provisoire généré par cette acquisition s'élève à 4,0M€.

AUTRES VARIATIONS

Les autres variations enregistrées sur les écarts d'acquisition sur l'exercice 2016/2017 s'expliquent essentiellement par l'allocation de l'écart d'acquisition de Popular Feedwill (Nutrition Animale) sur ses marques pour -8,2M€, et par l'allocation de l'écart d'acquisition de Bioline Agrosiences (Agriculture) sur ses marques et ses brevets pour -6,7M€.

IMPACTS DES PRINCIPALES ENTRÉES DE PÉRIMÈTRE SUR LE BILAN

Impact des entrées de périmètre sur le bilan (en milliers d'euros)	CCAB Agro	Billaud/EDP	Apligen et Proservicios (Neovia)	Nutrizon (Neovia)
Actif immobilisé	12 616	810	299	5 026
Besoin en fonds de roulement	51 052	2 563	3 504	1 166
Autres éléments de l'actif et du passif circulant exclus de la définition du besoin en fonds de roulement	15 544	(75)	224	85
TOTAL DES CAPITAUX EMPLOYÉS	79 212	3 299	4 026	6 278
SITUATION NETTE DE L'ENTITE (100 %)	31 841	4 814	1 807	1 669
Provisions pour risques et charges	3 455	101	317	178
Dette nette	43 916	(1 616)	1 902	4 430
TOTAL DES CAPITAUX INVESTIS	79 212	3 299	4 026	6 278

Écarts d'acquisition provisoires (en milliers d'euros)	CCAB Agro	Billaud/EDP	Apligen et Proservicios (Neovia)	Nutrizon (Neovia)
Prix d'acquisition	71 218	8 846	20 336	14 912
% de contrôle	51,0 %	100,0 %	67,5 %	67,5 %
- Q / P de situation nette acquise	16 242	4 814	1 807	1 669
Ecart d'acquisition au 30 juin 2017	54 975	4 032	18 529	13 243

Écarts d'acquisition brut au 30 juin 2016	923 194
Écarts d'acquisition brut au 30 juin 2017	295 435
Variation	72 241
dont:	
Impact des nouvelles acquisitions	96 408
Impact des principaux écarts d'acquisition détaillés ci-dessus	90 780
Autres écarts d'acquisition de la période	5 628

Les autres écarts d'acquisition sont liés aux autres acquisitions de la période, notamment à l'acquisition des sociétés Novasem (InVivo Agriculture) en octobre 2016 et Pennville (Nutrition Animale) en novembre 2016.

Note 6 - Immobilisations incorporelles

L'évolution des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

Immobilisation incorporelles (en milliers d'euros)	30 juin 2016	Augmen- tations	Diminu- tions / cessions	Amortis- sements	Dépré- ciations nettes	Variations de péri- mètre	Écarts de conversion	Autres varia- tions	30 juin 2017
Concessions, brevets, licences, marques et AMM	143 858	6 832	(2 328)			10 192	(3 846)	23 974	178 683
Fonds de commerce	25 151	442				(111)	(303)		25 180
Autres immobilisations incorporelles	3 313	4 165	(10)			14	(98)	(6)	7 378
Immobilisations incorporelles en cours	8 605	6 729					(105)	(7 331)	7 898
Avances et acomptes	270						1	(271)	
Frais de recherche à développement		3 391				2		(2)	3 391
Valeurs brutes	181 198	21 558	(2 338)			10 098	(4 351)	16 363	222 529
Concessions, brevets, licences, marques et AMM	(65 682)		1 155	(9 901)		(2 592)	491	1 667	(74 862)
Fonds de commerce	(8 819)			(134)		90	55		(8 807)
Autres immobilisations incorporelles	(714)		5	(204)			(6)	6	(912)
Amort. - Frais de rech. à dével.				(145)		(2)		2	(145)
Amortissements cumulés	(75 214)		1 159	(10 384)		(2 504)	541	1 675	(84 727)
Concessions, brevets, licences, marques et AMM	(5 405)				(473)			309	(5 568)
Fonds de commerce	(702)								(702)
Dépréciations cumulées	(6 106)				(473)			309	(6 270)
Concessions, brevets, licences, marques et AMM	72 771	6 832	(1 173)	(9 901)	(473)	7 600	(3 354)	25 950	98 252
Fonds de commerce	15 631	442		(134)		(20)	(248)		15 671
Autres immobilisations incorporelles	2 600	4 165	(5)	(204)		14	(104)		6 465
Immobilisations incorporelles en cours	8 605	6 729					(105)	(7 331)	7 898
Avances et acomptes	270						1	(271)	
Total immobilisations incorporelles nettes	99 877	21 558	(1 179)	(10 384)	(473)	7 594	(3 810)	18 348	131 532

Le flux « d'augmentation » comprend notamment :

- le versement, sur l'exercice, d'un montant de 4,1M€ au titre de la réservation de capacités de stockage dans le port de Santos à São Paulo au Brésil, utilisables sur quatre ans ;
- la comptabilisation d'un actif immobilisé à hauteur de 3,4M€ au titre des frais de développement capitalisables, en application de la méthode préférentielle, sur l'exercice 2016-2017 (cf. Note 3 § « Immobilisations incorporelles et corporelles »).

Le flux de « variations de périmètre » comprend essentiellement les autorisations de mises sur le marché reconnues pour 7,1M€ dans le bilan provisoire d'ouverture de la société brésilienne CCAB Agra.

COMPTES CONSOLIDÉS

Les « autres variations » comprennent l'allocation aux actifs incorporels des écarts d'acquisition provisoires comptabilisés au 30 juin 2016. Le groupe a ainsi reconnu plusieurs marques pour un montant global de 14,1M€ suite aux évaluations réalisées par des experts indépendants, dont la marque Popular, pour 8,2M€, suite à l'acquisition de la société Popular Feedmill le 10 mai 2016, la marque Bioline US et Bioline UK pour 4M€, suite à l'acquisition de la société Bioline Agrosciences en février 2016, ainsi que la marque Agro-Sol pour 1,7M€ suite à l'acquisition de la société DTI Semences en mai 2016.

Immobilisation incorporelles (en milliers d'euros)	30 juin 2016	Augmen- tations	Diminu- tions / cessions	Amortis- sements	Dépré- ciations nettes	Variations de péri- mètre	Écarts de conver- sion	Autres varia- tions	30 juin 2017
InVivo Agriculture	15 044	5 363		(4 461)	521	7 588	(2 021)	9 068	31 101
Nutrition Animale	62 707	4 874	(259)	(2 733)	(993)	(9)	(1 787)	9 203	71 004
InVivo Grains	3 264	4 407	(908)	(746)			(2)		6 016
InVivo Retail	10 250	1 746		(1 419)		14		77	10 669
InVivo Wine	5 950	1 281	(1)	(6)					7 224
InVivo Siege & Holding	2 662	3 886	(11)	(1 019)					5 518
Total immobilisations incorporelles nettes	99 877	21 558	(1 179)	(10 384)	(473)	7 594	(3 810)	18 348	131 532

Note 7 - Immobilisations corporelles

L'évolution des immobilisations corporelles se présente comme suit :

Immobilisation incorporelles (en milliers d'euros)	30 juin 2016	Augmen- tations	Diminu- tions / cessions	Amortis- sements	Dépré- ciations nettes	Variations de péri- mètre	Écarts de conver- sion	Autres varia- tions	30 juin 2017
Terrains	46 335	1 058	(2 235)			(645)	(565)	(50)	43 899
Constructions	344 029	5 365	(12 796)			6 570	(4 716)	6 100	344 553
Installations techn., maté- riel et outillage indust.	347 660	15 564	(12 165)			7 107	(6 019)	12 924	365 071
Autres immobilisations corporelles	59 799	12 351	(7 266)			2 339	(632)	596	67 186
Immobilisations corporelles en cours	16 549	20 690	(104)				(375)	(12 169)	24 592
Avances et acomptes	1 181	255					2	(1 067)	371
Valeurs brutes	815 553	55 284	(34 566)			15 372	(12 306)	6 334	845 671
Terrains	(4 105)		54	(391)		(25)	42		(4 425)
Constructions	(178 478)		8 674	(13 762)		(998)	1 203	(1 320)	(184 682)
Installations techn., maté- riel et outillage indust.	(224 142)		9 009	(17 799)		(3 939)	2 877	(2 385)	(236 380)
Autres immobilisations corporelles	(41 229)		5 289	(5 065)		(1 566)	419	(152)	(42 304)
Amortissements cumulés	(447 955)		23 025	(37 018)		(6 528)	4 541	(3 857)	(467 791)
Terrains	(218)				143				(75)
Constructions	(2 846)				327		11	100	(2 408)
Installations techn., maté- riel et outillage indust.	(5 128)				1 294		3	(409)	(4 239)
Autres immobilisations corporelles	(21)				(29)				(50)
Dépréciations cumulées	(8 214)				1 735		15	(309)	(6 773)
Terrains	42 012	1 058	(2 181)	(391)	143	(670)	(522)	(49)	39 399
Constructions	162 705	5 365	(4 122)	(13 762)	327	5 572	(3 502)	4 880	157 463
Installations techn., maté- riel et outillage indust.	118 390	15 564	(3 157)	(17 799)	1 294	3 169	(3 140)	10 129	124 451
Autres immobilisations corporelles	18 548	12 351	(1 977)	(5 065)	(29)	772	(213)	444	24 831
Immobilisations corporelles en cours	16 549	20 690	(104)				(375)	(12 169)	24 592
Avances et acomptes	1 181	255					2	(1 067)	371
Total Immobilisations corporelles nettes	359 385	55 284	(11 541)	(37 018)	1 735	8 843	(7 750)	2 168	371 107

L'exercice est principalement marqué par des investissements industriels sur le périmètre Nutrition Animale, ayant pour objectif d'augmenter les capacités de production et de renouveler les outils industriels. Les principaux investissements concernent le Mexique (10M€), le Brésil (10M€), l'Asie (7,7M€) et la France (4,8M€).

Les « variations de périmètre » sont principalement liées aux acquisitions des sociétés Nutrizan (5M€) et CCAB Agro (3,5M€).

Les écarts de conversion, pour -7,8M€ proviennent principalement des filiales brésiliennes et asiatiques du périmètre Neovia.

VENTILATION PAR ACTIVITÉ

Immobilisation incorporelles (en milliers d'euros)	30 juin 2016	Augmen- tations	Diminu- tions / cessions	Amortis- sements	Dépré- ciations nettes	Variations de péri- mètre	Écarts de conver- sion	Autres varia- tions	30 juin 2017
InVivo Agriculture	21 472	5 088	(1 999)	(2 910)		3 472	(338)	19	24 804
Nutrition Animale	241 558	37 213	(3 099)	(24 714)	28	4 575	(7 117)	2 342	250 786
InVivo Grains	63 437	3 429	(5 177)	(5 363)	1 707		(292)	1 573	59 314
InVivo Retail	19 199	1 542	(6)	(2 012)		796		(77)	19 441
InVivo Wine	3 357	94	(71)	(297)					3 083
InVivo Siege & Holding	10 363	7 919	(1 188)	(1 722)			(3)	(1 689)	13 679
Total immobilisations incorporelles nettes	359 385	55 284	(11 541)	(37 018)	1 735	8 843	(7 750)	2 168	371 107

BIENS PRIS EN CRÉDIT-BAIL

Biens pris en crédit bail par nature (en milliers d'euros)	30 juin 2017		30 juin 2016	
	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Terrains	66		66	66
Constructions	9 746	(5 013)	4 732	5 067
Installations techn., matériel et outillage indust.	977	(387)	590	651
Matériel de transport	1 570	(820)	751	608
Autres immobilisations corporelles	1 942	(1 652)	289	402
Total des biens pris en crédit bail	14 301	(7 872)	6 429	6 795

Note 8 - Immobilisations financières

Immobilisation financières (en milliers d'euros)	30 juin 2016	Augmen- tations	Dimi- nutions	Dépré- ciations nettes	Écarts de con- version	Varia- tions de péri- mètre	Autres variations	30 juin 2017	Dont part à moins de un an	Dont part à plus de un an
Titres non consolidés	65 638	1 275	(6 447)		(7)	6 490	(49)	66 901		66 901
Créances rattachées aux participations	28 104	407	(1 479)				(22 357)	4 676	2 648	2 028
Prêts	6 260	520	(722)		(129)		(64)	5 865	2 912	2 953
Dépôts et cautionne- ments versés	41 757	2 258	(23 247)		(134)	1 605	(17 995)	4 244	3 101	1 143
Autres immobilisations financières	173	9	(19)			6		169	10	159
Valeurs brutes	141 932	4 469	(31 913)		(270)	8 102	(40 464)	81 856	8 671	73 185
Dépréciations	(7 125)			(3 164)	96		64	(10 130)	(1 519)	(8 610)
Immobilisations financières nettes	134 807	4 469	(31 913)	(3 164)	(174)	8 102	(40 400)	71 726	7 152	64 574

La forte variation des immobilisations financières sur la période s'explique par les éléments suivants :

- une partie des dépôts de Sigma Terme a été remboursée (flux de « diminutions ») pour -21,2M€. Le solde de 18,2M€ est inclus dans les activités cédées à Caceis en novembre 2016 (flux « autres variations » pour -18,2M€),
- d'autre part, par le reclassement en BFR d'une créance de la société InViva Group vis-à-vis de la SCI Grande Armée, qui est éliminée avec la dette correspondante provenant de ladite SCI qui est consolidée en intégration proportionnelle dans le périmètre,
- enfin par la cession partielle des titres de la société Vinadeis, détenus par InViva Wine. Le pourcentage de contrôle du groupe étant passé de 22 % à 10,2 %, les titres précédemment « mis en équivalence » ont été déconsolidés et inscrits à l'actif du bilan en « titres non consolidés » pour une valeur de 6,4M€.

CRÉANCES RATTACHÉES À DES PARTICIPATIONS

Détail des créances rattachées (en milliers d'euros)	Brut		Dépréciations			Net	
	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2017
Soframaa	912	912			912	912	912
Les Silos du Sud	886	886			886	886	886
Solar Ener Jade	603	603	(603)	(603)			
Soreal	590	590			590	590	590
Sica de Gauaix	363	363			363	363	363
Mcaf	360	347		(288)	360	59	59
Ferti Mayenne	258	258			258	258	258
Unisigma	127	156			127	156	156
Sica Atlantique	62	62			62	62	62
Rhône Saône Engrais	60	60			60	60	60
AgTip		25				25	25
Adhérents Coop	25	25			25	25	25
SCI Gde Armée	22 385				22 385		
Novial	300				300		
DHSCI	102				102		
Divers	762	71			762	71	71
Produits à recevoir	309	318			309	318	318
Total	28 104	4 676	(603)	(891)	27 501	3 784	3 784

TITRES NON CONSOLIDÉS

Participations (en milliers d'euros)		Valeurs comptables			Eléments financiers			Date bilan
		Brut	Dépré- ciation	Net	Capitaux propres	Total bilan	Résultat net	
Nom de la société	% détenu							
Soprol - Société de partici- pations pour les oléagineux	5,00 %	20 642	-	20 642	945 046	1 491 865	-3 722	31/12/15
Vinadeis	10,20 %	6 559	-	6 559	54 278	149 110	-3 834	31/12/16
Soleviel	22,97 %	4 300	-	4 300	18 654	31 565	64	30/06/16
SOAL (Sud Ouest Aliment)	11,07 %	3 849	16	3 865	16 838	58 225	-1 958	30/06/16
Noviel	20,90 %	5 450	-1 697	3 753	12 978	35 895	-44	30/06/16
Lorial	26,68 %	3 004	-	3 004	10 884	21 647	297	30/06/16
Alicoop	21,14 %	3 393	-500	2 893	13 027	30 300	217	31/12/15
D2 (Dauphine Développement)	4,90 %	2 000	-	2 000	34 370	63 867	632	30/06/16
Atrial	9,56 %	1 682	-	1 682	15 234	30 925	748	30/06/16
SEAL (Sud Est Aliment)	23,02 %	1 990	-500	1 490	8 570	9 005	-12	30/06/16
Lisosud	15,62 %	1 272	-	1 272	2 170	11 696	-924	30/06/16
Safe développement (Ora)	N/A	1 000	-	1 000	N/A	N/A	N/A	N/A
SIA - Société d'investisse- ment agricole	27,94 %	618	-	618	2 036	2 039	33	30/06/16
Autres	N/A	11 143	-4 696	6 446	N/A	N/A	N/A	N/A
Total		66 902	-7 378	59 524				

Note 9 - Titres mis en équivalence

Titres mis en équivalence (en milliers d'euros)	30 juin 2016	Divi- dendes distribués	Quote-part de résultats de l'exercice	Capital souscrit	Vari- ations de péri- mètre	Écarts de con- version	Autres varia- tions	30 juin 2017
Quote-part de situation nette	84 735	(3 636)	10 669	213	(11 076)	27	(145)	80 787
Dépréciations								
Valeurs nette des titres mis en équivalence	84 735	(3 636)	10 669	213	(11 076)	27	(145)	80 787
Provision pour quote-part de situation nette négative	259						213	472
Provisions sur titres mis en équivalence	259						213	472

Titres mis en équivalence (en milliers d'euros)	Métiers	30 juin 2016	Dividendes distribués	Quote-part de résultats de l'exercice	Capital souscrit	Variations de périmètre	Dépréciations nettes	Écarts de conversion	Autres variations	30 juin 2017
Novafield	InVivo Agriculture	(5)		14		(9)				
Interra Log	InVivo Agriculture	810	(40)	301						1 072
Interra Pro	InVivo Agriculture	1 687		55						1 742
Odalis	InVivo Agriculture	1 907		72						1 979
RAGT Semences	InVivo Agriculture	45 487	(1 786)	9 244					(359)	52 586
Sica Rhône Saône Engrais	InVivo Agriculture	206		2						208
Sica de Gauaix	InVivo Agriculture	261		5						266
Safagri	InVivo Agriculture	2 201	(43)	91						2 249
SASBB	InVivo Grains	718		(19)						700
Mass Céréales	InVivo Grains	3 733	(1 052)	1 107				(56)		3 733
Sonasco	InVivo Grains	43		(8)						34
SPBL	InVivo Grains	1 165		52						1 217
Silos du Sud	InVivo Grains	3 252		113						3 366
Gamm Vert Sud Est	InVivo Retail	6 067	(20)	350	213	95				6 705
Vinadeis	InVivo Wine	12 290	(301)	(1 009)		(10 981)				
Guyomarch Fortune	Nutrition Animale	1 338	(279)	71				10		1 142
Grimaud Vietnam	Nutrition Animale	386		211				(30)		567
Vitargos Rossavit	Nutrition Animale	238				(252)		14		
Vitafart	Nutrition Animale	2 190	(116)	206				63		2 343
Vilomix Russia	Nutrition Animale	(117)		45		72		(0)		
Soframac	InVivo Siege & Holding	222								222
Alcoop	InVivo Siege & Holding	655								655
Valeurs nette comptable des titres mis en équivalence		84 735	(3 636)	10 669	213	(11 076)		27	(145)	80 787
Guyomarch Vietnam	Néovia	259							213	472
Provisions sur titres mis en équivalence		259							213	472

Les flux de variations de périmètre sont essentiellement liés à la sortie des titres Vinadeis, mis en équivalence à 22 % pour 10,9M€, suite à la diminution du pourcentage de contrôle détenu par le groupe, à 10 %, et au changement de méthode de consolidation induit (enregistrement des titres résiduels en titres non consolidés) (cf. note 8).

L'application de la méthode préférentielle concernant les coûts de développements préconisée par le règlement CRC n°2004-06 du 23 novembre 2004 se traduit sur RAGT Semences par la non reconnaissance d'une variation de quote-part de société mise en équivalence en résultat pour -5,2M€.

Note 10 - Stocks

L'évolution des stocks et en-cours nets au cours de l'exercice est la suivante :

Stocks et en-cours (en milliers d'euros)	30 juin 2016	Variations d'exploita- tion	Dépré- ciations nettes	Variations de péri- mètre	Écarts de conver- sion	Autres varia- tions	30 juin 2017	Dont valeurs brutes	Dont déprécia- tions
Matières premières et autres approvisionnements	111 462	9 613	(91)	1 553	(2 310)	1 354	121 581	123 579	(1 999)
En-cours de production de biens	17 330	(1 763)	600		(18)		16 149	18 608	(2 460)
Produits intermédiaires et finis	61 500	6 520	873	2 477	(1 106)	72	70 336	72 815	(2 479)
Marchandises	113 020	(39 563)	(1 316)	38 772	(3 041)	(17)	107 854	113 697	(5 843)
Total stocks et en-cours nets	303 311	(25 194)	66	42 802	(6 474)	1 409	315 920	328 700	(12 780)

Les flux d'exploitation s'élèvent à -25,2M€ sur la période 2016.06-2017.06. Ils proviennent principalement des flux suivants :

- matières premières +9,6M€ dont essentiellement +9,2M€ sur Nutrition Animale ;
- stocks de marchandises -39,6M€, dont principalement -23,5M€ sur InVivo Groins et -17M€ sur InVivo Agriculture.

Les « variations de périmètre » contribuent à l'augmentation des stocks et en-cours pour 42,8M€ et sont principalement liées à l'acquisition de la société CCAB Agro, qui intègre le groupe avec un stock de marchandises de 37 M€.

Note 11 - Créances clients et autres créances d'exploitation

L'évolution des créances clients et autres créances d'exploitation au cours de l'exercice est la suivante :

Stocks et en-cours (en milliers d'euros)	30 juin 2016	Variations d'exploita- tion	Dépré- ciations nettes	Variations de péri- mètre	Écarts de conver- sion	Autres varia- tions	30 juin 2017	Dont part à un an au plus	Dont part à plus de un an
Clients et comptes rattachés	560 806	(33 190)		55 882	(9 914)	(264)	573 320	573 320	
Clients douteux ou litigieux	27 711	600		815	(364)	(807)	27 955	27 956	
Créances clients - valeurs brutes	588 516	(32 590)		56 698	(10 278)	(1 071)	601 275	601 275	
Dépréciations créances clients	(25 800)		405	(261)	383	37	(25 236)	(25 236)	
Créances clients - Valeurs nettes	562 716	(32 590)	405	56 436	(9 895)	(1 034)	576 039	576 039	
Fournisseurs débiteurs	230 931	(40 075)		6 239	(236)	69	196 929	196 929	
Créances sur le personnel	1 569	409		13	(70)	36	1 958	1 958	
Créances sur orga- nismes sociaux	6 184	(3 435)			(1)	769	3 517	3 517	
Créances sur l'État	72 177	(11 899)		1 427	(410)	143	61 439	61 439	
Autres créances d'exploitation - valeurs brutes	310 861	(55 000)		7 680	(716)	1 018	263 843	263 843	
Dépréciations créances clients	(2 568)		461		74		(2 033)	(2 033)	
Autres créances d'exploita- tion valeurs nettes	308 293	(55 000)	461	7 680	(642)	1 018	261 809	261 809	
Total clients et autres créances d'exploitation	871 009	(87 590)	866	64 116	(10 537)	(16)	837 848	837 849	

Les créances clients et autres créances d'exploitation ont diminué de 87,6M€ en flux « d'exploitation ». Cette diminution provient principalement des activités InVivo Agriculture pour -71,1M€, résultant de la diminution des créances clients – adhérents pour -40M€, et de la baisse de l'activité Trading d'InVivo Grains pour -37M€, partiellement neutralisée par une augmentation sur Siège & Holding pour 12,5M€ et Nutrition Animale pour 11,9M€.

Les « variations de périmètre » contribuent à augmenter les « clients et autres créances d'exploitation » à hauteur de 64,1M€ sur l'exercice, notamment suite à l'acquisition de la société CCAB Agro qui intègre le groupe avec des créances d'exploitation à hauteur de 52,3M€.

Note 12 - Créances diverses

Les créances diverses comprennent les éléments suivants au 30 juin 2017 :

Créances diverses (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2017	Dont part à un an au plus	Dont part à plus de un an
Créances d'impôt	43 677	37 994	23 915	14 079
Groupe et associés	12 709	6 709	6 709	
Charges constatées d'avance	11 949	10 434	10 434	
Autres créances diverses	19 796	20 653	11 854	8 800
Valeurs brutes	88 131	75 791	52 912	22 879
Dépréciations des créances diverses	(5 261)	(5 237)	(5 237)	
Total créances diverses - valeurs nettes	82 870	70 554	47 675	22 879

Note 13 - Impôts différés

La variation des impôts différés sur l'exercice 2016/2017 s'analyse comme suit :

Impôts différés par flux (en milliers d'euros)	30 juin 2016	Variations en résultats	Écarts de conversion	Variations de périmètre	Autres variations	30 juin 2017
Actifs d'impôt différés	26 792	(219)	(1 131)	11 938	(688)	36 692
Passifs d'impôt différés	4 140	1 917	(507)	3 507	216	9 273
Position nette des impôts différés	22 652	(2 136)	(624)	8 430	(903)	27 419

Les « variations en résultat » pour -2,1 M€ s'expliquent, sur le périmètre Végétal, par des reprises d'impôts différés actifs sur déficits reportables pour -1,9 M€ et des reprises de provisions non déductibles pour -1,8M€ compensées par un produit d'impôt différé de 1,9 M€ sur le périmètre Neovia.

Les « variations de périmètre » sont essentiellement liées à l'entrée de la position nette active des impôts différés au bilan d'ouverture provisoire de la société CCAB Agro, pour 8,4 M€.

Les « autres variations » correspondent notamment aux impôts différés passifs reconnus dans le cadre de l'allocation définitive des écarts d'acquisition à des actifs identifiables pour les sociétés Bioline Agrosiences (-0,6 M€) et DTI Sementes (-0,6 M€), acquises sur l'exercice 2015-2016.

SUPPRESSION DE LA CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE SUR L'IS DE 10,7 %

Sur l'exercice 2016-2017, en France, il a été retenu un taux d'impôt de 34,43 % pour les opérations dont l'utilisation est attendue avant 2020, au lieu de 38 % au titre de l'exercice précédent. Cette diminution fait suite à la suppression de la majoration de 10,7 % du taux d'impôt sur les bénéfices en France en 2016.

L'impact de la suppression de cette contribution exceptionnelle sur le résultat net de l'ensemble consolidé représente une charge de 1M€, compte tenu de la position nette active des impôts différés sur la zone France.

MODIFICATION DU TAUX D'IMPÔT SUR LES ACTIFS ET PASSIFS LONG TERME

En France, l'article 11 de la loi de finances 2017 a par ailleurs institué une baisse progressive du taux d'impôt sur les sociétés qui passera à 28 % (28,9 % y compris la contribution additionnelle de 3,3 %) à compter de l'exercice 2020 pour toutes les entreprises.

Le groupe a pris en compte les effets de cette nouvelle réglementation dans les comptes consolidés. Ce nouveau taux a été appliqué aux différences temporaires des entités françaises dont l'échéance de retournement se situe au-delà de 2020.

L'impact de ce changement de taux sur résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à -0,6 M€, compte tenu de la position nette active des impôts différés à long-terme.

Les impôts différés enregistrés dans les comptes consolidés se décomposent selon les natures suivantes :

Impôts différés par nature (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2017
Actifs d'impôt différés	26 792	36 692
Amortissements dérogatoires et provisions réglementées	695	833
Engagements de retraite	5 509	5 110
Provisions temporairement non déductibles	16 196	15 004
Déficits fiscaux	14 304	17 629
Autres différences temporaires	8 352	11 628
Compensation IDA/IDP par entité fiscale	(18 263)	(13 512)
Passifs d'impôt différés	4 140	9 273
Amortissements dérogatoires et provisions réglementées	4 298	4 659
Écarts d'évaluation	14 890	13 202
Autres	3 216	4 924
Compensation IDA/IDP par entité fiscale	(18 263)	(13 512)
Position nette des impôts différés	22 652	27 419

PROVISIONS TEMPORAIREMENT NON DÉDUCTIBLES

Les provisions temporairement non déductibles ayant généré de l'impôt différé concernent principalement les sociétés du périmètre Neovia, dont la contribution totale s'élève à 13,2 M€.

DÉFICITS FISCAUX

Les actifs d'impôt différé sur les déficits reportables ne sont reconnus que s'il est probable que l'entreprise concernée puisse les récupérer grâce à l'existence de bénéfices imposables futurs dans un délai raisonnable de trois ans. Au 30 juin 2017, les impôts différés actifs sur reports déficitaires concernent principalement l'entité CCAB Agro (5,7 M€) et des sociétés du périmètre Neovia (6,7 M€), notamment des zones France, Brésil et Afrique du Sud.

Les déficits fiscaux non activés dans le groupe s'élèvent à 169,9 M€ en base, soit 54,7 M€ d'impôts différés actifs non reconnus dans les comptes consolidés du groupe (calculés au taux d'impôt de chaque pays).

Note 14 - Trésorerie nette

La trésorerie nette s'analyse comme suit :

Trésorerie et équivalents de trésorerie (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2017
Valeurs mobilières de placement et équivalents de trésorerie	11 771	9 837
C/c de trésorerie centralisée débiteur	3 008	5 366
Disponibilités	221 684	226 857
Prod. à rec. - Int. courus non échus sur dispon.	77	55
Trésorerie active	224 769	232 277
Trésorerie et équivalents de trésorerie actifs	236 540	242 114
Concours bancaires courants	(102 693)	(134 398)
C/C de trésorerie centralisée créditeur	(7 245)	(1 433)
Trésorerie passive	(109 938)	(135 831)
Trésorerie nette	126 602	106 283

Note 15 - Capitaux propres

Variation des capitaux propres consolidés (en milliers d'euros)	Capital	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Résultat de l'exercice - Part du groupe	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
Capitaux propres consolidés au 30 juin 2015	71 018	359 609	(9 309)	73 689	495 007	176 668	671 675
Affectation du résultat antérieur		73 689		(73 689)			
Affectation du résultat net consolidé		73 689		40 243	40 243	1 478	55 024
Dividendes distribués		(885)			(885)	(2 312)	(3 197)
Opérations sur le capital et sur les dettes vis-à-vis des associés coopérateurs	1 640				1 640	496	2 136
Variation des écarts de conversion			(9 537)		(9 537)	(2 844)	(12 381)
Variation de périmètre						2516	2516
Capitaux propres consolidés au 30 juin 2016	72 658	432 285	(18 846)	40 243	526 340	189 236	715 576
Affectation du résultat antérieur		40 243		(40 243)			
Affectation du résultat net consolidé				18 113	18 113	15 907	34 020
Dividendes distribués		(1 606)			(1 606)	(3 724)	(5 331)
Opérations sur le capital et sur les dettes vis-à-vis des associés coopérateurs	89				89	1 480	1 569
Variation des écarts de conversion			(11 883)		(11 883)	(4 693)	(16 576)
Variation de périmètre						5 045	5 045
Autres variations		(464)	22		(442)	(127)	(569)
Autres variations	72 747	470 457	(30 707)	18 113	530 610	203 124	733 734

La société mère du groupe, Union InVivo, est une union de coopératives agricoles à capital variable régie par les dispositions du Code rural, notamment le livre V, les dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifiée et les textes applicables en la matière. Le capital est réparti entre les associés coopérateurs en fonction des opérations qu'ils s'engagent à effectuer avec l'Union de coopératives.

Au 30 juin 2017, le capital social de l'Union InVivo est de 73 074 K€. Il a été souscrit par 206 coopératives ou unions de coopératives, 50 sociétés et 39 associés non coopérateurs.

Un montant d'intérêts aux ports de 1,6M€ a été distribué par l'Union InVivo au cours de l'exercice 2016-2017.

Le montant des réserves indisponibles issues des comptes socioux de l'Union InVivo s'élève à 280M€.

La variation des écarts de conversion de l'exercice de -11,9M€ est principalement générée par les activités Nutrition Animale pour -6,6M€ et InVivo Agriculture pour -4,7M€.

Les intérêts minoritaires concernent principalement Nutrition Animale pour 143,3 M€ et InVivo Agriculture pour 46,5M€, dont 29,4M€ relatifs à la partie Semences et 15M€ relatifs à la société brésilienne CCAB Agro, au sein de l'activité Agrofourniture.

Note 16 - Provisions

Provisions pour risques et charges (en milliers d'euros)	30 juin 2016	Dotations	Reprises de provi- sions	Variations de péri- mètre	Écarts de conver- sion	Autres varia- tions	30 juin 2017
Provisions pour risques	45 922	8 223	(26 425)	185	(99)	396	28 201
Provisions pour charges	30 722	11 899	(5 768)	(368)	(352)	(208)	35 925
Provisions pour titres mis en équivalence	259					213	472
Total provisions pour risques charges	76 902	20 122	(32 257)	(119)	(451)	401	64 598

Au 30 juin 2017, les provisions pour risques s'élèvent à 28,2M€ et concernent principalement les risques suivants :

- coûts estimés relatifs aux projets de transformation de l'organisation du groupe, pour 4,2 M€ ;
- risques opérationnels de l'activité Commerce International (InVivo Grains), pour 4,7M€ ;
- risque de copropriété (InVivo Siège & Holding), pour 2,3M€ ;
- litige Lutesote (InVivo Agriculture), pour 2,2 M€ ;
- risque de recouvrement sur un prêt (InVivo Siège & Holding), pour 2M€ ;
- risque sur des titres et créances concernant des opérations au Mali (InVivo Siège & Holding) pour 1,1M€ ;
- risque sur litiges divers pour 6,7M€ dont principalement le risque commercial provisionné sur Nutrition Animale, pour 2,0M€.

Les provisions pour charges comptabilisées à la clôture pour un montant de 35,9M€ sont essentiellement relatives à :

- des provisions pour indemnités de départ à la retraite, pour 19,2M€ ;
- des provisions pour médaille du travail et primes d'ancienneté, pour 1,5M€ ;
- des provisions pour restructuration pour 8,1M€, dont 3,6M€ sur Nutrition Animale, principalement liées à la réorganisation de l'activité prémix en France, 3,4M€ sur InVivo Agriculture, et 1,1M€ sur InVivo Grains ;
- des provisions pour impôts pour 5,9M€, principalement sur les activités au Brésil de Nutrition Animale, pour 4,9M€.

Note 17 - Dette nette

Le groupe a choisi la dette nette comme indicateur de suivi de son endettement net.

La dette nette se compose de la dette à moyen et long terme, telle que présentée ci-dessous, nette de la trésorerie nette, telle que présentée en Note 14.

L'évolution de la dette nette sur l'exercice 2016/2017 est la suivante :

Dette nette (en milliers d'euros)	30 juin 2016	Émis- sions	Rem- bourse- ments	Variations non monétaires des emprunts en CB et dettes aux associés coopéra- teurs	Varia- tion de la trésor- erie nette	Varia- tions de péri- mètre	Écarts de conver- sion	Autres varia- tions	30 juin 2017	Dont part à un l ou plus	Dont part entre 1 et 5 ans	Dont part à plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	246 514	174 732	(51 882)			5 064	(1 427)	(6 059)	366 942	77 013	254 835	35 093
Union Invivo	57 162	60 089	(15 330)					(708)	101 213	18 907	47 916	34 390
Invivo Group	130 000	90 000	(13 000)						207 000	26 000	181 000	
Filiales françaises	31 138	1 774	(7 775)			67		(5 033)	20 170	18 435	1 589	147
Filiales étrangères	28 215	22 869	(15 777)			4 997	(1 427)	(318)	38 559	13 672	24 330	556
Emprunts obligataires	120 000								120 000		60 000	60 000
Emprunts en crédit-bail	4 371		(1 136)	380		162	11	(102)	3 686	1 177	2 445	64
Intérêts courus sur emprunts	2 330	1 771	(2 563)			1 500	(111)	70	2 997	2 997		
Dettes financières moyen et long terme	373 215	176 503	(55 580)	380		6 727	(1 528)	(6 091)	493 626	81 188	317 280	95 157
Dépôts & cautionne- ments reçus	26 156		(9 671)					(16 485)				
Dettes aux associés coopérateurs	341		91					3	434			434
Dettes ratt. à des participations	1 317	(15)	(137)					(552)	613	613		
Autres emprunts et dettes financières	2 223	1 841	(4 402)			12 201	(940)	1	10 925	10 687	238	
Dettes financières diverses	30 037	1 826	(14 120)			12 201	(940)	(17 033)	11 971	11 299	238	434
Dettes à moyen et long-terme	403 252	178 329	(69 700)	380		18 928	(2 467)	(23 124)	505 597	92 487	317 518	95 591
(+) Trésorerie passive	109 938				133 603	44 686	(5 558)	(146 839)	135 831	135 831		
(=) Total emprunts et dettes financières	513 190	178 329	(69 700)	380	133 603	63 614	(6 025)	(169 963)	641 428	228 319	317 518	95 591
(-) Trésorerie active	236 540				137 652	8 889	(3 089)	(137 878)	242 114	242 114		
(=) Dette nette	276 650	178 329	(69 700)	380	(4 049)	54 725	(4 936)	(32 085)	399 314	(13 796)	317 518	95 591

La dette nette comptabilisée au 30 juin 2017 s'élève à 399,3M€.

Les dettes financières à moyen et long terme ont augmenté de 176,5M€ sur l'exercice, principalement suite au tirage par InVivo Group de 90M€ sur la tranche capex du Crédit syndiqué, et à la levée par Union InVivo de 60M€ d'emprunts bilatéraux, avec des maturités de 6 et 7 ans. Les amortissements de la période s'élèvent à 55,6M€.

L'Union InVivo et InVivo Group centralisent 87 % de la dette financière moyen et long terme.

Les dettes financières diverses ont diminué de 18M€, dont -26,2M€ liés à la diminution des dépôts et cautionnements reçus dans le cadre du transfert de l'activité réglementée de Sigma Terme à Caceis.

Au 30 juin 2017, les lignes confirmées non tirées du Crédit Syndiqué s'élèvent à 40M€ sur la tranche capex, et à 380,5M€ sur la tranche RCF.

Note 18 - Fournisseurs et autres dettes d'exploitation

L'évolution des fournisseurs et autres dettes d'exploitation au cours de l'exercice est la suivante :

Fournisseurs et autres dettes d'exploitation (en milliers d'euros)	30 juin 2016	Variations d'exploita- tion	Variations de péri- mètre	Écarts de conver- sion	Autres varia- tions	30 juin 2017	Dont part à un an au plus	Dont part à plus de un an
Dettes fournisseurs	576 977	(72 619)	38 783	(6 056)	6 578	543 662	543 662	
Clients créditeurs	255 597	(54 355)	7 480	(354)	(7 216)	201 152	201 152	
Dettes envers le personnel	41 390	8 851	465	(508)	(50)	50 147	50 147	
Dettes envers les organismes sociaux	30 876	(2 679)	262	(105)	771	29 126	29 126	
Dettes envers l'État	58 831	(25 445)	1 066	(269)	(20)	34 163	34 163	
Autres dettes d'exploitation	386 694	(73 628)	9 274	(1 235)	(6 516)	314 589	314 589	
Total fournisseurs et autres dettes d'exploitation	963 672	(146 248)	48 057	(7 290)	61	858 251	858 251	

COMPTES CONSOLIDÉS

Les fournisseurs et autres dettes d'exploitation ont diminué de -146,2M€ en flux d'exploitation. Cette diminution provient principalement d'InVivo Agriculture, pour -70,0M€, et d'InVivo Groins, pour -101,6M€.

Les « variations de périmètre » augmentent les fournisseurs et autres dettes d'exploitation de 48,1M€ sur l'exercice, notamment suite à l'acquisition de la société CCAB Agro, qui a intégré le groupe avec 39,9M€ de dettes d'exploitation.

Note 19 - Dettes diverses

Les dettes diverses au 30 juin 2017 se répartissent ainsi :

Dettes diverses (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2017	Dont part à un an au plus	Dont part à plus de un an
Dettes sur immobilisations	24 431	44 707	40 992	3 715
Dettes d'impôt	10 322	10 790	10 790	
Groupe et associés	94 850	4 708	4 708	
Dettes diverses	10 829	6 629	5 446	1 183
Clients créditeurs	2 919	3 844	3 844	
Total dettes diverses	73 351	70 678	65 780	4 898

Au 30 juin 2017, les dettes sur immobilisations s'élèvent à 44,7M€ et comprennent notamment les éléments suivants :

- crédit vendeur de 9,4M€ sur les titres Cordier et Mestrezat Grands Crus, acquis sur l'exercice 2014-2015 ;
- solde à payer de 5,4M€ sur les titres Total Alimentos, acquis sur l'exercice 2014-2015 ;
- dette sur acquisition des titres CCAB sur l'exercice 2016-2017, pour 19,3M€ ;
- crédit vendeur de 3,2 M€ sur les titres Apligen et Proservicios, acquis sur l'exercice 2016-2017.

La diminution des dettes diverses – Groupe et associés pour -20,1M€ résulte principalement de l'élimination de la dette de la SCI Grande Armée avec la créance correspondante, auparavant comptabilisée en immobilisations financières. (cf Note 8)

Note 20 - Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2017 s'analyse comme suit :

Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)	30 juin 2016	30 juin 2017
Vente de marchandises	3 741 431	4 670 834
Vente de produits finis	1 595 036	1 437 544
Vente de prestations de services	160 494	292 532
Total chiffre d'affaires	5 496 961	6 400 910
dont :		
- Chiffre d'affaires facturé en France	2 772 493	3 159 394
- Chiffre d'affaires facturé à l'international	2 724 468	3 241 516
Total chiffre d'affaires	5 496 961	6 400 910

Note 21 - Charges de personnel

Les charges de personnel au 30 juin 2017 comprennent les éléments suivants :

Charges de personnel (en milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Salaires et traitements	(212 506)	(205 846)
Charges sociales	(87 726)	(82 856)
Autres charges de personnel	(2 103)	(1 984)
Intéressement et participation des salariés	(10 153)	(10 742)
Crédits d'impôt compétitivité et Emploi (CICE)	3 063	2 384
Total charges de personnel	(309 425)	(299 045)

Les charges de personnel ont augmenté de -10,4M€ entre le 30 juin 2016 et le 30 juin 2017. Cette augmentation est essentiellement due à :

- une hausse de -22,3M€ sur Nutrition Animale (principalement sur le Brésil et le Mexique) et de -8,8M€ sur l'Agriculture ;
- une diminution de 4,2M€ sur InVivo Grains et de 5,7M€ sur InVivo Siège & Holding ;
- au reclassement en résultat exceptionnel de coûts pour 11,5M€ suite à la crise des moissons, dont 9,6M€ sur InVivo Grains et 1,9M€ sur InVivo Agriculture.

Note 22 - Résultat financier

Le résultat financier au 30 juin 2017 comprend les éléments suivants :

Résultat financier (en milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Escomptes et revenus de créances commerciales	4 800	5 733
Coût de la dette nette	(23 204)	(13 185)
Coûts liés aux financements	(18 404)	(7 452)
Dépréciations nettes sur immobilisations financières	(440)	106
Autres charges et produits financiers	(174)	(354)
Résultat de change	921	(424)
Dividendes et QP SNC /GIE	59	430
Autres produits et charges financiers	365	(241)
Total résultat financier	(18 039)	(7 693)

Le résultat financier s'élève à -18M€ au 30 juin 2017, contre -7,7M€ au 30 juin 2016, soit une variation de -10,3M€, provenant principalement de la hausse du coût de la dette nette de 10M€.

La hausse du coût de la dette nette au 30 juin 2017 intègre :

- l'augmentation du coût de la dette pour 5,6M€, principalement sur Nutrition Animale. Cette augmentation résulte du renforcement à l'échelle du groupe de la composante à moyen et long terme de la dette financière, dont l'encours moyen augmente de 163 M€ ;
- un effet périmètre de 3,7M€, lié au coût du financement de la dette nette portée par les entités entrantes, dont CCAB Agro pour 3,4M€ ;
- l'étalement sur l'exercice du coût du Crédit syndiqué, pour 1,1M€, contre 0,4M€ en juin 2016 ;
- un effet change de +0,6M€, essentiellement sur les activités de Nutrition Animale au Brésil.

Note 23 - Résultat exceptionnel

L'analyse du résultat exceptionnel au 30 juin 2017 est la suivante :

Charges de personnel (en milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultats de cessions	16 232	55 705
dont cession d'immobilisations incorporelles	(1 178)	(80)
dont cession d'immobilisations corporelles	14 759	54 495
dont cession d'immobilisations financières	2 652	1 290
Dépréciations exceptionnelles d'actifs immobilisés	(2 818)	(2 508)
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(26 623)	(33 370)
Autres produits et charges exceptionnels	1 048	236
Total résultat exceptionnel	(12 161)	20 063

Au 30 juin 2017, le résultat exceptionnel est principalement composé de :

- de plus-values de cession de différents actifs non stratégiques dont les principaux sont l'immeuble de bureau situé à Paris, avenue de Malakoff, pour 9,7M€ (Union InVivo), le silo de Baja (Hongrie) et les wagons pour 7,5M€ (sur InVivo Grains) ;
- d'une perte exceptionnelle résultant de la crise des moissons pour -20,4M€, dont -14,9M€ sur InVivo Grains et -5,5M€ sur InVivo Agriculture :
 - Arrêt d'allocation de risque sur l'activité de Trading dès le 5 août 2016 (stop loss) conformément au cadre de gestion d'InVivo Trading : le stop loss a été activé le 5 août 2016 aux vues des pertes réalisées et des pertes à venir sur les positions du portefeuille d'InVivo Trading non débouclées. La perte des activités des desks blé dur, blé tendre et alimentation animale (les autres desks n'ayant pas été touchés par le stop loss) ont été classées en résultat exceptionnel pour un montant de 9M€.
 - L'impact de la sous-activité liée à la crise des moissons représentant une charge exceptionnelle de 11,4M€ qui se répartit comme suit : Logistique et Stockage 3,5M€, Trading Silos Nantes/Montoir 2,4M€, PPA Agrofournitures 1M€, Semences 1M€, Sigma Terme 0,5M€, Gleadell 3M€.

• d'autres éléments exceptionnels pour -3,7M€ :

- Coût de restructuration net de + 5,1M€ en lien avec les projets de transformation de l'organisation du groupe : reprise de la provision relative au plan de mobilité pour 9,1 M€ (dont 6,5 M€ non consommé) et 4M€ de nouvelles charges de l'exercice (dont l'arrêt des activités DIAE et Agroéquipement).
- Des éléments exceptionnels relatifs à Neovia pour un total net de -8,8M€, dont principalement le coût de la réorganisation du Premix, le coût de la sortie des entités roumaines, des dépréciations de logiciel en France et des honoraires dans le cadre de projets de croissance externe.

Note 24 - Impôt sur les résultats et imposition différée

La charge d'impôt comprend les éléments suivants :

Charges d'impôt (en milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Impôt courant	(23 165)	(23 601)
Impôt différé	(2 134)	4 469
Total charges d'impôt sur le résultat	(25 299)	(19 131)

Au 30 juin 2017, la charge d'impôt courant est principalement portée par InVivo Nutrition Animale, dont la contribution s'élève à -19,1M€ (-17,7M€ au 30 juin 2016).

PÉRIMÈTRES D'INTÉGRATIONS FISCALES

La société InVivo Group a opté depuis le 1^{er} juillet 2015 pour le régime de l'intégration fiscale constitué dans les conditions prévues à l'article 223A du CGI. A fin juin 2017, le périmètre du groupe fiscal inclut les filiales Bioline France, Frais d'Ici, Agrosolutions, InVivo Wine, InVivo Campus, InVivo Manogement, InVivo Holding Grand Public, InVivo Retail, InVivo Agrosociétés, Néodis, Smag, InVivo Invest, Ouifield, Food & Tech et Food & Tech Corporate.

La société InVivo Grains a opté depuis le 1^{er} juillet 2015 pour le régime de l'intégration fiscale constitué dans les conditions prévues à l'article 223A du CGI. A fin juin 2017, le périmètre du groupe fiscal inclut les filiales InVivo Trading, Grains Overseas et Simagir.

Au cours de l'exercice 2016/2017, InVivo Retail a porté sa participation au capital de sa filiale Anadev à 100 %. En application des dispositions de l'article L.223-L-6°-d du CGI, le groupe intégré, formé par les sociétés Anadev et Nalod's depuis le 1^{er} juillet 2012, a pris fin au 30 juin 2017. Les deux sociétés ont donné leur accord pour rejoindre le groupe d'intégration fiscale dont InVivo Group est la tête.

La société Neovia a opté depuis le 1^{er} janvier 2005 pour le régime de l'intégration fiscale, constituée dans les conditions prévues à l'article 223A du CGI. A fin juin 2017, le périmètre du groupe fiscal inclut les filiales Neovia, Evialis France, AMS, INCS, Qalian, SFPS, AdGène, Meriel, Nutrilac, P&A France, Pancosma France, Sermix, Sigma, InVivo Labs et FFMNA.

Note 25 - Incidences des effets de change

Les variations intervenues au cours de l'exercice n'ont pas engendré d'incidence significative sur la comparabilité des agrégats du compte de résultat du groupe.

Note 26 - Informations sectorielles

Les segments présentés correspondent aux secteurs d'activité présentés dans la Note 4 « Principes et méthodes comptables ».

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Le chiffre d'affaires par secteur d'activité se décompose comme suit :

Chiffre d'affaires par secteur d'activité et par marché géographique (en milliers d'euros)	30 juin 2017			30 juin 2016		
	Facturé en France	Facturé à l'international	Total	Facturé en France	Facturé à l'international	Total
InVivo Agriculture	1 435 358	79 265	1 514 623	1 552 338	24 934	1 577 273
Nutrition Animale	323 574	1 393 087	1 716 661	339 769	1 209 084	1 548 853
InVivo Grains	419 994	1 227 909	1 647 903	710 398	1 987 755	2 698 154
InVivo Retail	571 480	4 937	576 417	539 341	3 761	543 102
InVivo Wine	18 004	18 919	36 924	12 191	15 980	28 171
InVivo Siege & Holding	4 083	351	4 433	5 355	2	5 357
Total chiffre d'affaires	2 772 493	2 724 468	5 496 961	3 159 394	3 241 516	6 400 910

La diminution du chiffre d'affaires, qui passe de 6 401M€ au 30 juin 2016 à 5 497M€ au 30 juin 2017, provient essentiellement d'InVivo Grains, qui a connu une baisse d'activité exceptionnelle sur l'exercice, se traduisant par une diminution du chiffre d'affaires de 1 050M€, dont 760M€ à l'international.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Le résultat d'exploitation par secteur d'activité s'analyse comme suit :

Résultat d'exploitation par secteur d'activité (en milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
InVivo Agriculture	13 327	4 851
Nutrition Animale	74 347	71 211
InVivo Grains	(3 060)	66
InVivo Retail	2 394	3 227
InVivo Wine	(2 555)	(2 243)
InVivo Siege & Holding	(5 603)	(10 294)
Total Résultat d'exploitation	78 850	66 819

Le résultat d'exploitation a augmenté de +12,0M€ sur l'exercice. La contribution des entités entrantes au résultat d'exploitation consolidé du groupe est de 9,7M€ sur l'exercice, provenant principalement de CCAB Agro (Agriculture) pour +6,6M€ et de Nutrizon (Nutrition Animale) pour 1,4M€.

EFFECTIFS MOYENS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les effectifs moyens par secteur d'activité se décomposent comme suit :

Effectifs moyens par secteur d'activité (en milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
InVivo Agriculture	943	592
Nutrition Animale	8 421	7 575
InVivo Grains	146	379
InVivo Retail	453	417
InVivo Wine	49	45
InVivo Siege & Holding	192	225
Total effectifs moyens	10 203	9 233

La hausse des effectifs s'explique principalement par l'augmentation des effectifs d'InVivo Nutrition Animale, du fait de :

- la prise en compte des effectifs de la société InVivo NSA Philippines, totalisant 470 personnes au 30 juin 2017 ;
- l'impact des acquisitions de la période, pour 296 personnes : +167 salariés pour Nutrizon, +83 salariés pour Apligen et Proservicios, +46 pour Pennville.

Note 27 - Ebitda

Le groupe utilise l'Ebitda comme indicateur de suivi de sa performance. L'Ebitda n'est pas un indicateur normé. Il correspond au résultat d'exploitation statutaire retreint de :

- l'annulation des charges (ou produits) liés aux dépréciations ou dotations aux amortissements (ou reprises de dotations) des immobilisations ;
- l'annulation des charges et produits non liés à des éléments d'exploitation ;
- la prise en compte de produits et charges non récurrents mais liés à des opérations d'exploitation ;
- la prise en compte des escomptes et revenus des créances commerciales ;
- la prise en compte du résultat de change lié à des opérations d'exploitation.

Ci-dessous le passage entre le résultat d'exploitation et l'Ebitda au 30 juin 2016 et 2017 :

(en milliers d'euros)	juin 2017	juin 2016
Résultat d'exploitation	78,8	66,8
- Annulation des charges (ou produits) liés aux dépréciations ou dotations aux amortissements (ou reprises de dotations) des immobilisations	46,7	41,8
- Annulation des charges et produits non liés à des éléments d'exploitation	2,2	3,3
- Prise en compte de produits et charges non récurrents mais liés à des opérations d'exploitation	0	-0,6
- Prise en compte des escomptes et revenus des créances commerciales	4,6	5,4
- Prise en compte du résultat de change lié à des opérations d'exploitation	1	-0,4
EBITDA	133,4	116,2

Note 28 - Effectifs

Les effectifs du groupe s'analysent comme suit :

Effectifs moyen groupe	30 juin 2017			30 juin 2016		
	Sociétés intégrées globalement	Quote-part des sociétés intégrées propor- tionnellement	total	Sociétés intégrées globalement	Quote-part des sociétés intégrées propor- tionnellement	total
Cadres	1 865	30	1 894	1 627	31	1 658
Non cadres	8 204	105	8 308	7 458	117	7 575
Total effectifs groupe	10 069	134	10 203	9 085	148	9 233

Effectifs moyens en France	2 762	2 721
Effectifs moyen à l'international	7 440	6 512
Total effectifs groupe	10 203	9 233

Note 29 - Informations relatives aux parties liées

Compte tenu de l'organisation juridique du groupe, seuls les adhérents de l'Union, les dirigeants, les sociétés mises en équivalence et les entreprises consolidées par intégration proportionnelle sont considérées comme des parties liées du groupe.

Une avance financière sans intérêt est faite par l'Union au bénéfice de Soframaa d'un montant de 0,9M€.

Le groupe n'a pas conclu d'autres transactions significatives à des conditions anormales de marché avec des personnes ou entreprises apparentées.

Par ailleurs, en juin 2017, la participation dans la société mise en équivalence Vinadeis a été réduite de 11,53 % en échange des participations minoritaires dans Cardier et Mestrezat Grands Crus. Cet échange a donné lieu à la constatation d'une plus-value consolidée de +0,9M€ pour le groupe, et à la déconsolidation de Vinadeis aujourd'hui détenue à hauteur de 10,20 %.

Les autres opérations avec les parties liées concernent les achats et ventes de produits et de services liés à l'exploitation conclues à des conditions ordinaires.

Note 30 - Engagements hors bilan

Le détail des engagements hors bilan est le suivant :

Engagements hors bilan (en milliers d'euros)	juin 2017	juin 2016
Avals, cautions et garanties donnés	126 793	102 646
Engagements dont l'entreprise fait l'objet (cautions bancaires)	22 394	38 327
Nantissements	66 086	50 460
Autres engagements donnés	74 567	5 534
Provision indemnité départ retraite - Écarts actuariels	408	2 459
Total Engagements donnés	290 178	199 426
Hypothèques reçues	428	
Avals, cautions et garanties reçus	14 708	20 862
Warrants, nantissements, gages	1 988	3 467
Engagements reçus des associés coopérateurs		1 587
Autres engagements reçus	84 805	85 549
Total Engagements reçus	101 929	111 465
Crédit-bail	1	416
Locations longue durée	26 706	7 210
Autres engagements réciproques	6 990	37 862
Total Engagements réciproques	33 698	45 488
Marchés à recevoir à terme	85 854	122 121
Marchés à livrer à terme	10 188	2 073
Instruments financiers (swap, cap, floor, collar ...)		16 500
Achats et ventes de devises à terme non couverts	19 886	246 456
Total instruments financiers de couverture	115 927	387 150

La variation des engagements donnés entre le 30 juin 2016 et le 30 juin 2017 s'élève à +91M€ et s'explique principalement par l'augmentation des autres engagements donnés pour 69M€. Cette hausse résulte essentiellement de la signature du protocole d'acquisition de Baarsma Wine (InVivo Wine) sur la base d'un prix de 69,1M€.

Le groupe a par ailleurs conclu des baux pour les locaux de la tour Carpe Diem à La Défense et avenue de la Grande Armée dans le cadre de son projet 2025 by InVivo.

Dans le pacte d'associé relatif à la société InVivo NSA SAS signé le 7 avril 2015, InVivo Group est engagé irrévocablement à acquérir auprès du ou des autres investisseurs qui lui en feront la demande les titres dont le ou les investisseurs concernés ont la propriété à la date de réalisation de la cession, à compter du 7 avril 2022 et durant une durée de cinq ans. La cession sera effectuée soit sur 50 % des titres détenus au cours de chacune des deux premières années, soit sur 50 % au cours de la 2^{ème} année et le solde sur la 3^{ème} année, soit 50 % sur la 3^{ème} année et le solde sur la 4^{ème}, soit sur 50 % au cours de la 4^{ème} année et le solde au cours de la 5^{ème} année. La valorisation des titres est déterminée en appliquant à l'Ebitda de référence (moyenne de l'Ebitda en IFRS des deux exercices annuels clos au 30 juin à iso périmètre égal à celui du 30 juin précédent la promesse d'achat) un multiple d'entrée de 8,8 moins la dette nette.

Note 31 - Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires de Commissaires aux comptes (en milliers d'euros)	EY	SCP Montiel&Associés	Autres	Total 2016-2017
Audit Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
- Société Mère	168	168		336
- Filiales intégrées globalement	795	362	353	1 510
Sous-total	963	530	353	1846
Services autres que la certification des comptes : examen limité, attestations, procédures convenues...				
- Société mère	5			5
* dont Juridique, fiscal et social	0			0
* dont audit d'acquisitions	0			0
* dont autres	5			5
- Filiales intégrées globalement	323	52	79	454
* dont Juridique, fiscal et social	0			0
* dont audit d'acquisitions	295			295
* dont autres	28	52	79	159
Sous-total	328	52	79	459
TOTAL	1 291	582	432	2 305

Note 32 - Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Le montant des indemnités compensatrices allouées aux membres du conseil d'administration de l'Union InVivo et de ses autres organes de gouvernance tels que le Bureau du Conseil d'administration et les Comités de suivi s'élève à 154,5K€ pour l'exercice 2016/2017.

Note 33 - Litiges et passifs éventuels

L'Union InVivo a été citée à comparaître dans une affaire de corruption présumée touchant un fonctionnaire européen. Ce dossier a fait l'objet d'un jugement en première instance rendu le 27 juin 2012 par le Tribunal correctionnel de Bruxelles. L'Union InVivo a été condamnée à une amende de 0,5M€. La Commission européenne et France Agrimer, parties civiles, n'ont pas été suivies dans leurs demandes. Ce jugement a fait l'objet d'un appel, et par un arrêt en date du 6 mai 2013, la cour d'appel a globalement confirmé les condamnations prononcées par les juges en première instance. Le 26 mai 2014, la Cour de cassation de Belgique a cassé l'arrêt de la Cour d'appel rendu sur les actions civiles exercées par la Commission européenne et France Agrimer. L'affaire est maintenant pendante la cause à la Cour d'appel de Mons.

Un contrôle fiscal est en cours sur la société Total Alimentos (Brésil) et sa filiale Sul Mineira (Brésil) pour la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2012 concernant la TVA relative aux prix de transfert. Des propositions de diminution des pénalités et des intérêts de retard ont été reçues en février, mai et juillet 2017 mais ont été refusées par le groupe étant donné l'accord implicite de modification de nos prix de transfert que cette acceptation impliquerait et la conviction de l'entreprise d'appliquer des prix de transferts conformes. La phase judiciaire du contentieux devrait débuter. Aucune provision n'a été comptabilisée étant donnée l'évaluation faible du risque par les avocats. De plus, les redressements reçus sont relatifs à la période antérieure à l'acquisition de Total Alimentos par Neovia SAS et ont fait l'objet d'une notification auprès des vendeurs, dans le cadre de la mise en jeu de la garantie de passif. Les litiges sont confiés au jugement d'un Tribunal Arbitral. Seule une partie des sommes réclamées figurent à l'actif.

Note 34 - Événements postérieurs à la clôture

- Le groupe InVivo a procédé à l'acquisition à 100 % du groupe néerlandais Baarsma Wine le 4 juillet 2017. Avec un chiffre d'affaires de 210 M€ et plus d'une dizaine de filiales implantées aux Pays-Bas, au Royaume Uni, en Belgique, en Suisse et en Afrique du Sud, le groupe Baarsma Wine est l'un des leaders européens de la distribution du vin. Cette acquisition va permettre à InVivo de construire une plateforme de distribution qui disposera de la taille critique requise pour mettre le cap sur l'international.

- Le 12 juillet 2017, le groupe a procédé au rachat des minoritaires de la société FRI Semences et pris le contrôle à 100 % de la société, pour 33,1 M€.

- Le groupe est également engagé à procéder à une augmentation de capital qui portera sa participation à hauteur de 66 % dans la société Sofagri, pour 29 M€. Sofagri est une holding coopérative comprenant Union InVivo, Union Sévéol, Axérol, ainsi que d'autres coopératives.

Le 12 septembre 2017, la société Sofagri a procédé au rachat des minoritaires de la société Phyteurop, qu'elle détient désormais à 99 %. Phyteurop est une société française de formulation et mise en marché de produits de protection des plantes. Cette opération vise à répondre aux attentes des agriculteurs d'avoir accès à des produits de protection des plantes dont l'origine de formulation est sécurisée.

- InVivo Retail a conclu un accord le 28 juillet 2017 avec Axérol et Terreno, en vue de l'acquisition de 90 magasins Gomm vert, actuellement exploités séparément en franchise par Agrolys Distribution (groupe Axérol) et Terreno Grand Public. Ce projet permettrait d'intégrer un réseau cohérent de 90 magasins représentant le 1^{er} réseau de franchises Gomm vert sur le territoire national, avec une couverture géographique de 14 départements.

- Le 10 juillet 2017, conformément à l'accord de transaction signé le 25 novembre 2016, Pancosma Feed Additive Co. Ltd. a acquis une participation de 80 % dans Jiangsu Keybio Biology Technology Co., Ltd. Cette acquisition a pour but d'accélérer le développement de l'Additif sur le marché chinois.

Le groupe détient un droit de préemption pour l'acquisition des 20 % restant qu'il a la possibilité d'exercer dans un délai de deux ans.

La société a changé de dénomination sociale pour devenir Pancosma Jiangsu Feed Additive Co. Elle sera consolidée par intégration globale à partir de juillet 2017.

- Le 5 juillet 2017, conformément à l'accord de transaction signé le 18 mai 2017, Total Alimentos a acquis la totalité des actions dans la société Labtec Laboratório de Ciência e Tecnologia S.A. Ce laboratoire d'analyses brésilien de dernière génération est situé dans l'État de São Paulo. Cette acquisition permet au groupe de renforcer ses activités au Brésil, d'élargir son portefeuille d'analyses, et de se positionner comme l'un des acteurs clés du pays en matière de sécurité et de traçabilité alimentaire.

NOTE 35 - PÉRIMÈTRE

Sociétés consolidées		Bilan de clôture 30 juin 2017		Bilan d'ouverture 30 juin 2016	
Dénomination	Taux de contrôle	Taux d'intérêt	Date de clô- ture retenue	Taux de contrôle	Taux d'intérêt
SOCIÉTÉ MÈRE					
UNION INVIVO 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 775 690 191	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
FILIALES CONSOLIDÉES EN INTÉGRATION GLOBALE					
FRANCE					
AGROSCIENCES CORPORATE 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 805 381 118	100,00	100,00	30 juin 17	0,00	0,00
AGROSOLUTIONS 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 532 260 379	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
AGROSOLUTIONS INSURANCE 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 821 654 779	100,00	100,00	30 juin 17	0,00	0,00
ANADEV 17, parc Métrotech - 42650 Saint-Jean-Bonnefonds n° SIREN 508 244 530	100,00	100,00	30 juin 17	80,00	80,00
BILLAUD GRAINS Zone Industrielle de la Motte des Justices - 79100 Thouars n° SIREN 352 159 941	100,00	100,00	30 juin 17	0,00	0,00
BIOLINE FRANCE 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 380 792 440	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
CORDIER 109, rue Achard - 33300 Bordeaux n° SIREN 803 399 922	100,00	100,00	30 juin 17	77,22	77,22
EDP Zone Industrielle de la Motte des Justices - 79100 Thouars n° SIREN 444 491 740	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
FRAIS D'ICI 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 801 934 464	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
GRAINS OVERSEAS 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 801 076 241	100,00	100,00	30 juin 17	0,00	0,00
GROUPE NALOD'S 17, parc Métrotech - 42650 Saint-Jean-Bonnefonds n° SIREN 441 360 682	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
INVIVO AGRINOVEX (ex IDF PRODUCTION) 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 489 086 108	100,00	100,00	30 juin 17	0,00	0,00
INVIVO AGROSCIENCES (Ex INVIVO HOLDING AGRO) 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 801 076 274	100,00	100,00	30 juin 17	80,00	80,00
INVIVO CAMPUS 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 808 092 555	100,00	100,00	30 juin 17	0,00	0,00
INVIVO EVENTS (ex SEPCO) 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 318 082 906	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00

INVIVO FOUNDATION 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 823 812 029	100,00	100,00	30 juin 17	0,00	0,00
INVIVO GRAINS Logistique et Stockage 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100,00	100,00	30 juin 17	0,00	0,00
INVIVO GRAINS Siège (ex Caf Grains) 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 301 711 453	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
INVIVO GRAINS SEMENCES 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
INVIVO GRAINS TRADING 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
INVIVO GRAND PUBLIC SERVICES 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 803 403 054	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
INVIVO GROUP (HOLDING) 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 801 076 282	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
INVIVO INVEST 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 812 095 685	100,00	100,00	30 juin 17	0,00	0,00
INVIVO MANAGEMENT 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 803 343 565	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
INVIVO RETAIL (ex Holding Grand Public) 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 801 076 076	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
INVIVO TRADING 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 801 076 134	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
INVIVO WINE 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 803 344 563	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
MESTREZAT GRANDS CRUS 109, rue Achard - 33300 Bordeaux n° SIREN 434 115 838	100,00	100,00	30 juin 17	77,22	77,22
NEODIS SAS 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 438 183 170	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
OUIFIELD 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 812 095 701	100,00	100,00	30 juin 17	0,00	0,00
SIMAGIR 35, rue des Usines - 44100 Nantes n° SIREN 305 321 770	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
SOPRENOR 35, rue des Usines - 44100 Nantes n° SIREN 332 417 062	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
ST CORPORATE (ex SIGMA TERME) 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 397 806 696	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
UNION INVIVO Agrofournitures 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
UNION INVIVO PPA 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
UNION INVIVO Siège 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
UNION INVIVO Semences Hybrides 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00

COMPTES CONSOLIDÉS

UNION INVIVO Stockage 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
UNION INVIVO WINE 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris	100,00	100,00	30 juin 17	0,00	0,00
SMAG SAS Le Terra Verde - Parc Eurêka - 55 rue Euclide - 34000 Montpellier n° SIREN 430 406 918	95,07	95,07	30 juin 17	95,07	95,07
GAMM VERT 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 337 891 287	79,50	79,50	30 juin 17	79,14	79,14
Ex LOGITIA 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 538 579 640	74,91	74,91	30 juin 17	74,91	74,91
GAMM VERT SUD OUEST Chemin du Canal - 82700 Montbartier n° SIREN 415 192 335	71,40	56,70	30 juin 17	71,36	56,47
BE API 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 801 075 672	70,00	70,00	30 juin 17	100,00	100,00
DEFISOL SERVICES 16 rue Charpak - PAT La Vatine - 76130 Saint Aignan n° SIREN 533 256 178	70,40	49,30	30 juin 17	70,40	70,40
GAMM VERT OUEST Zone artisanale des Parpareux - 22600 Loudéac n° SIREN 423 983 824	67,80	53,90	30 juin 17	67,76	53,62
FRI SEMENCES 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 522 588 003	64,71	64,71	30 juin 17	64,71	64,71
SEMENCES DE FRANCE 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 775 690 209	63,80	63,80	30 juin 17	64,70	64,70
SILO HUNINGUE Zone Portuaire, 14, rue du Rhône - 68128 Village Neuf n° SIREN 301 968 095	58,79	58,79	30 juin 17	58,79	58,79
ALIX AUVERGNE RHÔNE ALPES - Alix Aura 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 812 095 651	55,00	55,00	30 juin 17	55,00	55,00
SICA DU SILO PORTUAIRE DE BORDEAUX Quai Alfred de Vial - 33530 Bassens n° SIREN 460 201 148	52,67	52,67	30 juin 17	52,67	52,67
ALIX DIJON 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 803 344 548	52,00	52,00	30 juin 17	52,00	52,00
ALIX TOULOUSE I 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 801 105 289	52,00	52,00	30 juin 17	52,00	52,00
MAGESTIV SAS 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 303 263 826	50,00	50,00	30 juin 17	50,00	50,00
NEOVIA Talhouët - 56250 Saint-Nolff n° SIREN 636 320 038	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
ACUI-T (Neovia) Talhouët - 56250 Saint-Nolff n° SIREN 481 691 962	60,00	40,48	30 juin 17	0,00	0,00
ADGENE (Neovia) 1 Rue des conquérants - 14220 Thury Harcourt n° SIREN 440 124 394	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47

AGRANIX (Neovia) ZAC de Nombel - 47110 Sainte-Livrade-sur-Lot n° SIREN 423 708 528	100,00	67,47	30 juin 17	0,00	0,00
AGRO MANAGEMENT SERVICES SNC (Neovia) Talhouët - 56250 Saint-Nolff n° SIREN 399 443 423	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
CCMA (Neovia) Le Grand Launay - 49800 Andard n° SIREN 057 201 899	54,82	36,99	30 juin 17	54,82	36,99
EVIALIS FRANCE SAS (Neovia) Zone Industrielle de la Métairie - 49160 Longué Jumelles n° SIREN 562 821 033	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
FFMNA (Neovia) 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 382 722 304	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
INCS (Neovia) Talhouët - 56250 Saint-Nolff n° SIREN 512 685 991	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
INVIVO LABS SAS (Neovia) Talhouët - 62500 Saint-Nolff n° SIREN 513 504 399	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
LABORATOIRE MERIEL (Neovia) 12, rue de Malacussy - 42100 Saint-Etienne n° SIREN 312 284 276	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
NUTRILAC (Neovia) Rue de Laiterie - 62180 Verton n° SIREN 390 569 481	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
P&A FRANCE (Neovia) Talhouët - 56250 Saint-Nolff n° SIREN 802 070 904	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
PANCOSMA France SAS (Neovia) 2, rue des Frères Lumières, Zone Industrielle d'Arloz - 01200 Bellegarde sur Valserine n° SIREN 763 200 821	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
QALIAN SA (Neovia) 34, rue Jean Monnet, ZI d'Etriché - 49500 Segré n° SIREN 350 019 261	99,80	67,34	30 juin 17	98,40	66,39
SANICOOPA (Neovia) 36, route de Tercei - 61200 Argentan n° SIREN 305 824 963	62,01	41,84	30 juin 17	62,01	41,84
SFPS SAS (Neovia) Talhouët - 56250 Saint-Nolff n° SIREN 504 715 764	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
SERMIX SAS (Neovia) Talhouët - 56250 Saint-Nolff n° SIREN 802 073 007	100,00	67,47	30 juin 17	0,00	0,00
EUROPE					
INVIVO TRADING ZRT Szabadsag ut3, H-2370 Dabas Hongrie	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
BIOLINE AGROSCIENCES Ltd Telstar Nursery - Holland Road - Little Clacton Royaume-Uni	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
LOUVIGNY SPRL Le Grand Enclos 3, 6800 Libramont Belgique	100,00	95,10	30 juin 17	0,00	0,00
NOVASEM Savigliano (CN) - Via Cambiani 14 - CAP 12038 Italie	100,00	63,80	30 juin 17	0,00	0,00
ISTITU DI RICERCH AGRINDUSTRIA S.R.L. (Neovia) Via Vallee PO 350 - 12020 Cuneo Italie	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47

COMPTES CONSOLIDÉS

BERN AQUA SA (Neovia) Hagelberg 3 - Olen 2250 Belgique	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
DAAVISION (Neovia) Lekstraat 14 A - KV 5347 - OSS Pays Bas	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
DAAFAC (Neovia) Lekstraat 14 A - KV 5347 - OSS Pays Bas	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
DAAVISION HOLDING (Neovia) Lekstraat 14 A - KV 5347 - OSS Pays Bas	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
EVALIS GALICIA SA (Neovia) Espiritu Santo 29/30 - 15168 Soneiro Sada La Coruna Espagne	88,44	59,67	30 juin 17	88,44	59,67
FILOZOO (Neovia) 30 via del Commercio 28/30 - 41012 Carpi Italie	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
GA NUTRITIE ANIMALA SRL (Neovia) Brad Beresti Bistrita, Dep Bacau, 607041 Roumanie	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
GUYOKRMA Spot SRO (Neovia) Zitovnicka cp 2389 - 10600 Praha 10 République tchèque	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
GUYOMARC'H ROMANIA SRL (Neovia) Blv Expozitiei n° 1 et 6 - cam. 611-613-622, Secteur 1, Bucarest Roumanie	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
INVIVO NSA PORTUGAL SA (Neovia) Zone industrielle Murte de - Cantanhede 3060- 372 Murte de E Cantanhede Portugal	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
IZA SRL (Neovia) Via Golfarelli 84 - 47100 Forlì Italie	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
JULIUS MEIJER/ALPHARMA (Neovia) Herengracht 257, 1016BJ, Amsterdam Pays-Bas	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
P&A MARKETING SA (Neovia) 6, voie des Traz - 1218 Le Grand-Saconnex Suisse	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
PANCOSMA RUS LLC (Neovia) Poslannikov Pereulok 9/3 - 105005 Moscou Russie	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
PANCOSMA SA (Neovia) 6, voie des Traz - 1218 Le Grand-Saconnex Suisse	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
PROVIT SP Zoo (Neovia) Ul Szpitalna 44 - Kutno 99-300 Pologne	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
QALIAN PORTUGAL LDA (Neovia) Rua Mouzinho da Silveira, n°27 - 5° piso - B1250- 166, Lisbonne Portugal	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
SETNA NUTRICION (Neovia) Calle Calvo I, Poligono Industrial Santa Ana - Rivasvaciamadrid, Madrid Espagne	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47

EXTRÊME ORIENT					
INVIVO TRADING ASIA 16 Collyer Quay #20-00, Income at Raffles - 049318 Singapore Singapour	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
INVIVO GROUP ASIA PTE 16 Collyer Quay #20-00, Income at Raffles - 049318 Singapore Singapour	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
EVIALIS INDIA LTD (Neovia) Farooqui Mansion - 4st. Martin Road - 400050 Bandra Mumbai Inde	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
EVIALIS SHANDONG CO, LTD (Neovia) Keyun Lu Beice and Siyan Lu Dongce, Qingdao High Tech Industrial Development Zone - Shandong Province - Chine	75,01	50,61	30 juin 17	75,01	50,61
GUYOVITAL PT (Neovia) Jl. Rugkut Industri III / 48B POS 46 SBS Tromol - Surabaya Indonésie	99,00	66,80	30 juin 17	99,00	66,80
HOLDING P&A ASIA LTD (Neovia) 153/3, 4th floor, Goldenlan Building, Soi - Mahardlekluang I - Rajdamri Road, Lumpini, Phathumwan - Bangkok 10330 Thaïlande	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
INVIVO NSA Asia (Neovia) 16 Collyer Quay #20-00, Income at Raffles - 049318 Singapore Singapour	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
INVIVO NSA Cambodia (Neovia) #591, 7th floor Sihanouk Blvd (st 274) Corner or Samdech Sothearos Blvd (St 3) Sangkat Tonle Bassac, Khan Chamkarmon, Phnom Penh Cambodge	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
INVIVO NSA PHILIPPINES (Neovia) 17/F Philam Life Tower, 8767 Paseo de Roxas - Makati City 1226 - Metro Manila Philippines	100,00	67,47	30 juin 17	99,99	67,46
GUYOMARC'H VIETNAM LTD (Neovia) 1B-An Phu Commune Thuan An District - Province de Binh Duong Vietnam	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
GUYOMARC'H VCN LTD (Neovia) Thuy Phuong - Tu Liem - Hanoi, SR Vietnam	70,00	47,23	30 juin 17	70,00	47,23
PANCOSMA & ASSOCIATES MARKETING (THAILAND) CO (Neovia) SI/52 Moo 4, Nadee, Muang - Samutsakhon Thaïlande	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
PANCOSMA (SHANGHAI) FEED ADDITIVES CO (Neovia) N.I Yulu Toad - Malu, Jiading District, Shanghai Chine	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
TOTAL FOODS TRADING Shanghai Co.Ltd (Neovia) RM.1619 Merchant Plaza , 258 Wei Hai Road, Jing An District, Shanghai	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
P.T.WELGRO FEEDMILL INDONESIA (Neovia) Jl. Kp. Gudang No.6, RT.3/RW.9, Karang Asem Bar., Citeureup, Bogor, Jawa Barat 16810 Indonésie	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47

COMPTES CONSOLIDÉS

WIRIFA SAKTI PT (Neovia) Ngoro Industri Persada T3, Jl Raya Ngoro - Mojokerto Indonésie	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
AMÉRIQUE					
CCAB AGRO Federal Republic of Brazil - Rua Teixeira da Silva 660 - cj 133-34 City of Sao Paulo Brésil	51,00	51,00	30 juin 17	0,00	0,00
ALIMENTOS TEXO SA de CV (Neovia) Poniente 134 Number 786, Neighborhood Industrial Vallejo, ZC 02300 - Mexico City Mexique	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
APLIGEN (Neovia) Palestina 67-A Colonia Claveria 02080 Mexico Mexique	100,00	67,47	30 juin 17	0,00	0,00
BIOLINE CANADA Inc 55 Metcalfe Street - Suite 1300 - OTTAWA ON K1P 6L5 Canada	100,00	100,00	30 juin 17	0,00	0,00
BIOLINE USA Inc 305 Constitution Drive - Tauton MA 02780 États-Unis	100,00	100,00	30 juin 17	100,00	100,00
BTECH TECNOLOGIAS AGROPECUARIAS E COMERCIO (Neovia) Rua Dr Eraldo Aurelio Franzese n° 222 - Bairro Paquerê - 13271 - 608 Valinhos Brésil	80,00	53,98	30 juin 17	80,00	53,98
INVIVO MIX MEXICO (Neovia) Blvd Anacleto Gonzales Flores n° 361 y 359 - Col. Del Carmen - 47600 Tepatitlan de Morelos Mexique	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
INVIVO NUTRICAO E SAUDE ANIMAL LTDA (Neovia) Rua Joao Augusto Cirelli N°274 - Bairro Tamandua - CEP : 13.690.000 - Descalvado Brésil	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
INVIVO TRADING DO BRASIL Av Magalhaes de Castro, 4800 - Andor 14 Edif Park Tower Brésil	100,00	67,47	30 juin 17	0,00	0,00
MALTA INDUSTRIE SA (Neovia) Av Surgentes sur 1602 Piso 19 Colonia - Credito Constructor - Delegacion Benito Juarez 03940 Mexico Mexique	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
MALTA TEXO DE MEXICO SA de CV (Neovia) Poniente 134 786, Industrial Vallejo Azcapatzale - Ciudad de Mexico - DF2300 Mexico Mexique	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
NUTRIZON ALIMENTOS LTDA (Neovia) Linha 25, Lote 03, Gleba 16, Fundos, Zona Rural - 76940-000 - Rolim de Moura Brésil	100,00	67,47	30 juin 17	0,00	0,00
P&A FINANCES INC CANADA (Neovia) 1134 Grande Allée Ouest - Bureau 600 - G1S 1E5 Québec Canada	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
PANCOSMA CANADA INC (Neovia) 1504 rue Jean-Berchmans Michaud, J9C 2Z5 Drummondville Canada	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47

PANCOSMA MEXICO SA de CV (Neovia) Ignacio Allende n.187 Col Santa cruz - Municipio San Mateo Oztocatipan, T oluca CP 50920, Mexico City Mexique	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
PANCOSMA NORTH AMERICA (Neovia) 208 So Lasalle ST - Suite 814 - Chicago États-Unis	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
PROSERVICIOS POTENCIAL HUMANO SA (Neovia) Lago Alberto 319 Piso 6 - Colonia Granada Miguel Hidalgo - 11520 Mexico Mexique	100,00	67,47	30 juin 17	0,00	0,00
SUL MINEIRA ALIMENTOS (Neovia) Avenida Presidente Kubitschek, 1000, Centro - Minas Gerais - Zip Code 32600-205, Betim Brésil	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
TOTAL ALIMENTOS LTDA (Neovia) Rodovia Fernao Dias, Km 755 - Distrito Industrial, CEP 37410-000 Tres Coracoes Brésil	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
ZOOFORT SUPLEMENTACAO ANIMAL INDUSTRIA E COMERCIO LTDA (Neovia) Avenida das Industrias, n°280, Distrito Industrial - 78850-000 Primavera do Leste Brésil	80,00	53,98	30 juin 17	80,00	53,98
AFRIQUE					
INVIVO NSA ALGÉRIE (Neovia) Bâtiment n°411B, n°8 - Ain Allah - Commune Delly Ibrahim, Alger Algérie	69,90	47,16	30 juin 17	69,90	47,16
MONTI FOODS LTD (Neovia) 25 Pearce Street Berea - Eastern Cape 5241 - East London Afrique du Sud	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
NEOVIA ALGÉRIE Villa n° 29 Cité du 11 décembre 1960 - Delly Ibrahim - Alger Algérie	100,00	67,47	30 juin 17	0,00	0,00
WISIUM (Pty) Ltd Ground Floor Building I - Prism Business Park Ruby Close, Fourways - Afrique du Sud	100,00	67,47	30 juin 17	100,00	67,47
ENTREPRISES CONSOLIDÉES EN INTÉGRATION PROPORTIONNELLE					
FRANCE					
AGTIP 23, avenue de Neuilly - 75116 Paris n° SIREN 824 917 561	50,00	50,00	30 juin 17	0,00	0,00
LS PRODUCTION 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 448 910 265	50,00	50,00	30 juin 17	50,00	50,00
MYRIAD Lieu dit «Bannel», 47480 Pont Du Casse n° SIREN 492 895 891	50,00	50,00	30 juin 17	50,00	50,00
SCI 83 - 85 GRANDE ARMÉE Tour D2, 17 bis place des Reflets 92919 Paris La Défense Cedex n° SIREN 821 071 610	29,00	29,00	30 juin 17	29,00	29,00
TMV4 35, rue des Usines - Quai Roche Maurice - 44103 Nantes n° SIREN 523 854 321	50,00	50,00	30 juin 17	50,00	50,00

COMPTES CONSOLIDÉS

DFP ENTREPRISES SA (Neovia) Le Claux - 19140 Saint Ybard n° SIREN 414 285 312	50,00	33,74	30 juin 17	50,00	33,74
DFP NUTRALIANCE SA (Neovia) Le Claux - 19140 Saint Ybard n° SIREN 401 424 353	50,00	33,74	30 juin 17	50,00	33,74
EUROPE					
GLEADELL AGRICULTURE LTD Lindsey House - Hemswell Cliff - DN215th - Gainsborough Lincs Royaume Uni	50,00	50,00	30 juin 17	50,00	50,00
IC GRAINS (JV Hongrie) Fo UTCA 14-18 - 1011 Budapest Hongrie	50,00	50,00	30 juin 17	50,00	50,00
LIFE SCIENTIFIC 48, Morehampton Road, Donnybrook, Dublin 4 Dublin, Irlande	50,00	50,00	30 juin 17	50,00	50,00
AMÉRIQUE					
DTI SEMENTES Fazenda Cristalina, Rodovia BR 070 - Campo Verde Mato Grosso Brazil	50,00	50,00	30 juin 17	50,00	50,00
ENTREPRISES CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE					
FRANCE					
GAMM VERT SUD ET EST - GV SE 35, rue du Commandant Chorcot - 69802 Saint Priest n° SIREN 401 701 628	40,00	31,80	30 juin 17	39,40	31,18
INTERRA LOG SAS Parc d'affaires de la vallée de l'Ozon - 35, rue Marcel Mérieux - 69970 Chaponnay n° SIREN 513 372 102	39,50	39,50	30 juin 17	39,50	39,50
INTERRA PRO SAS Parc d'affaires de la vallée de l'Ozon - 35, rue Marcel Mérieux - 69970 Chaponnay n° SIREN 513 372 078	39,60	39,60	30 juin 17	39,55	39,55
LES SILOS DU SUD Quai Est n°2 - 11210 Port-la-Nouvelle n° SIREN 327 629 572	33,41	33,41	30 juin 17	33,41	33,41
ODALIS SAS ZA du Château Rouge - La Blanchardière - 44522 Mesanger n° SIREN 444 290 951	43,10	43,10	30 juin 17	43,08	43,08
RAGT SEMENCES Rue Emile Singla Site de Baurran - 12000 Rodez n° SIREN 431 899 756	34,34	22,22	30 juin 17	34,34	22,22
RHÔNE SAÔNE ENGRAIS SICA 74-76, avenue de Marboz - Immeuble Ceregrain - 01000 Bourg-en-Bresse n° SIREN 306 473 752	27,00	27,00	30 juin 17	26,96	26,96
SASBB Quai Alfred de Vial - 33530 Bassens n° SIREN 467 200 341	24,09	24,09	30 juin 17	24,09	24,09
SICA DE GOUAIX 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 443 674 676	25,00	25,00	30 juin 17	25,00	25,00
Ex-SOFAGRI 83, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris n° SIREN 320 327 968	22,70	22,70	30 juin 17	22,72	22,72

SOFRAMAA Tour CIT - 3, rue de l'Arrivée - 75015 Paris n° SIREN 450 608 955	48,70	48,70	30 juin 17	48,70	48,70
SONASCO 35, rue des Usines - 44100 Nantes n° SIREN 353 861 826	49,00	49,00	30 juin 17	49,00	49,00
SPBL (Société Portuaire Bordeaux Letierce) 5, rue Turgat - 27150 Etrepagny n° SIREN 334 489 267	20,00	20,00	30 juin 17	20,00	20,00
ÉTRANGER					
MASS CÉRÉALES AL MAGHREB 20 rue Mostafa El Maani - 20000 Casablanca Maroc	20,00	20,00	30 juin 17	20,00	20,00
CHOICE GENETICS VIETNAM (Neovia) 5 - Tan Hung Commune - Dong Phu District Province de Binh Phuoc - Vietnam	35,00	23,61	30 juin 17	35,00	23,61
GRIMAUD VIETNAM COMPANY LIMITED (Neovia) Song Trau Commune, Trang Bom District Dong Nai Province - Vietnam	33,33	22,49	30 juin 17	33,33	22,49
GUYOMARC'H FORTUNE LTD (Neovia) 17, Aung Theikdi Road, Aung Tha Pyay Lane, N°3 Quarter - Mayangone 11061, Yangon Myanmar	40,29	27,18	30 juin 17	40,29	27,18
VITAFORT (Neovia) 2370 Dabas Szabadsag ut.3 Hongrie	34,31	23,15	30 juin 17	34,31	23,15

3_ COMPTES SOCIAUX DE L'UNION INVIVO

A. BILAN ACTIF.....	82
B. BILAN PASSIF.....	83
C. COMPTE DE RÉSULTAT	84
D. SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION	85

A. BILAN ACTIF

Postes de l'actif (en milliers d'euros)	30/06/2017		30/06/2016	
	Valeurs brutes	Amort. / dépr.	Valeurs nettes	Valeurs nettes
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 507	1 727	781	5 388
Frais d'établissement				
Frais de recherche & développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 412	812	600	765
Fonds commercial	915	915		4 462
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours	180		180	161
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	160 270	112 478	47 793	47 910
Terrains	5 278	1 695	3 582	4 629
Constructions	71 079	49 284	21 794	24 387
Installations techniques, matériels & outillages industriels	74 600	58 098	16 503	16 376
Autres immobilisations corporelles	8 849	3 400	5 449	1 161
Immobilisations corporelles en cours	464		464	1 357
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	276 099	3 075	273 024	289 141
Titres de participation	250 475	1 265	249 210	237 494
Créances rattachées à des participations	18 992	1 200	17 792	41 798
Autres titres immobilisés	4 168	274	3 894	7 553
Prêts	2 399	336	2 063	2 072
Autres immobilisations financières	64		64	224
ACTIF IMMOBILISÉ	438 876	117 279	321 597	342 440
STOCKS ET EN-COURS	23 860	6 880	16 980	19 020
Matières premières, fournitures et autres approvisionnements	1 449	41	1 408	1 932
En-cours de production de biens	11 704	2 005	9 699	9 013
Produits intermédiaires et finis	4 695	1 090	3 604	3 159
Marchandises	6 012	3 743	2 268	4 916
AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS SUR COMMANDES	9 754		9 754	5 702
CRÉANCES D'EXPLOITATION	332 250	957	331 293	410 195
Fournisseurs débiteurs	179 146	136	179 010	210 402
Clients	139 616	821	138 795	182 981
Personnel	51		51	3
Organismes sociaux	87		87	(264)
État et comptes rattachés d'exploitation	13 350		13 350	17 074
CRÉANCES DIVERSES	127 122		127 122	109 912
État et comptes rattachés hors exploitation	2 496		2 496	551
Groupe & associés	121 020		121 020	106 179
Débiteurs divers	3 606		3 606	3 182
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
DISPONIBILITÉS	12 437		12 437	54 849
ACTIF CIRCULANT	505 423	7 837	497 586	599 679
COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF	1 428		1 428	4 842
TOTAL ACTIF	945 727	125 116	820 611	946 961

B. BILAN PASSIF

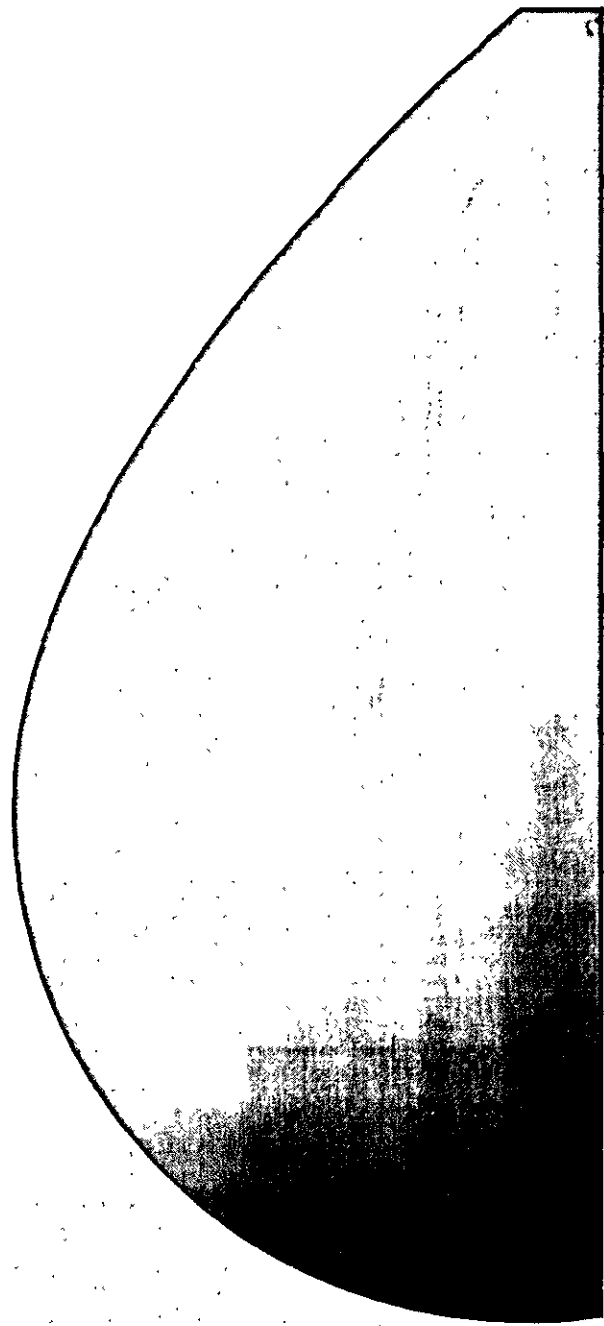
Postes du passif (en milliers d'euros)	30/06/2017	30/06/2016
Capital social	73 074	73 736
Primes liées au capital		
Écart de réévaluation	23 780	23 780
Réserve légale	36 782	29 642
Réserves statutaires	396	396
Réserves réglementées	15 875	17 570
Autres réserves	203 426	139 614
Provisions pour intérêts aux parts sociales	4 322	4 322
Provisions pour ristournes éventuelles		
Report à nouveau		
Résultat net de l'exercice	9 732	70 558
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	367 388	359 618
Provisions pour risques	8 178	13 305
Provisions pour charges	2 727	3 469
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	10 905	16 775
DETTES FINANCIÈRES	102 640	107 584
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à moins d'1 an à l'origine	25	49 590
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à plus d'1 an à l'origine	101 865	57 309
Emprunts et dettes financières diverses	775	685
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES	1 190	541
DETTES D'EXPLOITATION	332 323	452 240
Dettes fournisseurs	143 028	204 759
Clients créditeurs	177 690	212 167
Personnel et comptes rattachés	2 056	2 128
Organismes sociaux et comptes rattachés	1 815	2 504
Dettes fiscales (exploitation)	7 735	30 683
DETTES HORS EXPLOITATION	6 128	10 177
Dettes sur immobilisations	1 008	3 237
Dettes fiscales (hors exploitation)		1 812
Dettes groupe & associés		1 805
Dettes diverses	5 120	3 323
DETTES	442 306	570 541
COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF	12	27
TOTAL PASSIF	820 611	946 961

C. COMPTE DE RÉSULTAT

Postes du compte de résultat (en milliers d'euros)	30/06/2017	30/06/2016
Ventes de marchandises	1 828 020	2 378 149
Production vendue de biens	51 075	51 644
Production vendue de services	53 110	67 295
Chiffre d'affaires net	1 932 205	2 497 088
Production stockée	995	1 695
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	153	62
Reprises sur amortissements et provisions	7 966	3 501
Transferts de charges d'exploitation	3 096	3 808
Autres produits d'exploitation	134	172
Produits d'exploitation	1 944 549	2 506 326
Achats de marchandises	1 821 842	2 374 622
Variation de stocks de marchandises	1 506	1 577
Achats de matières premières et autres approvisionnements	26 225	26 118
Variation de stocks de matières premières et autres approvisionnements	653	(338)
Autres achats et charges externes	67 248	66 454
Impôts et taxes	2 024	2 177
Solaires et traitements	9 764	12 570
Charges sociales	4 136	5 847
Dotations aux amortissements	4 953	5 545
Dépréciations des immobilisations		
Dépréciations de l'actif circulant	1 945	2 592
Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	428	465
Autres charges d'exploitation	6 520	7 984
Charges d'exploitation	1 947 242	2 505 613
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(2 693)	713
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée au bénéfice transféré	29	23
Produits financiers de participations	331	7 739
Produits des autres immobilisations financières	18	251
Autres intérêts et produits assimilés	2 435	2 809
Reprises sur provisions et dépréciations financières et transferts de charges	1 619	874
Différences positives de change	225	78
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Produits financiers	4 627	11 750
Dotations aux provisions et dépréciations financières	797	938
Intérêts et charges assimilées	1 464	3 130
Différences négatives de change	141	160
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	2 401	4 228
RÉSULTAT FINANCIER	2 226	7 522
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	(496)	8 212
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1	12
Produits exceptionnels sur opérations en capital	25 228	88 367
Reprises sur provisions et dépréciations exceptionnelles	1 941	2 416
Transferts de charges exceptionnelles	0	0
Produits exceptionnels	27 170	90 795
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 638	1 156
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	12 236	16 070
Dotations aux provisions et dépréciations exceptionnelles	2 485	7 944
Charges exceptionnelles	16 360	25 170
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	10 810	65 624
Participation des salariés	76	124
Impôts sur les bénéfices	506	3 155
TOTAL DES PRODUITS	1 976 346	2 608 870
TOTAL DES CHARGES	1 966 614	2 538 313
RÉSULTAT NET	9 732	70 558

D. SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION

En milliers d'euros	30/06/2017	30/06/2016
Chiffre d'affaires	1 932 205	2 497 088
Production stockée	995	1 695
Production immobilisée		
Achats nets consommés de marchandises et matières premières	1 850 225	2 401 979
Charges externes	67 248	66 454
VALEUR AJOUTÉE	15 727	30 350
Subventions d'exploitation	153	62
Impôts et taxes	2 094	2 177
Charges de personnel	13 900	18 417
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	(44)	9 818
Reprises de provisions et transferts de charges d'exploitation	11 062	7 309
Autres produits de gestion courante	134	172
Dotations aux amortissements d'exploitation	4 953	5 545
Dotations aux dépréciations et provisions d'exploitation	2 373	3 057
Autres charges	6 520	7 984
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(2 693)	713
Résultat sur opérations faites en commun	(29)	(23)
Résultat financier	2 226	7 522
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	(496)	8 212
Résultat exceptionnel	10 810	65 624
Participation des salariés	76	124
Impôts sur les bénéfices	506	3 155
RÉSULTAT NET	9 732	70 558



invivo°

Coopérer, source de valeur.

www.invivo-group.com
www.twitter.com/InvivoGroup



la
coopération
agricole
produisons l'avenir